

ETUDES

4

BRESILIENNES



1977

- *ECONOMIE POLITIQUE AU BRESIL AUJOURD'HUI*
- *LE FASCISME COMME MOYEN D'IMPLANTER LE CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT*
- *LE PROBLEME DE L'ETATISATION ET DE LA DES-ETATISATION DE L'ECONOMIE AU BRESIL*
- *LE CAPITAL MONOPOLISTE FRANCAIS DANS L'ECONOMIE BRESILIENNE*
- *LE DECES DES PRESIDENTS KUBITSCHK ET JOAO GOULART*
- *NOTES SUR LIVRES ET REVUES*

gop 6805

QUESTIONS ACTUELLES DE LA REALITE

ETUDES BRESILIENNES

Année 3

Agosto 1977

N°4

SOMMAIRE

ÉTUDES

- Economie politique au Brésil aujourd'hui p. 3
Le fascisme comme moyen d'implanter le Capitalisme Monopoliste d'Etat p. 30
Le problème de l'étatisation et de la dés-étatisation de l'économie au Brésil: sa signification et son importance p. 37

RAPPORT ET TÉMOIGNAGES

- Le capital monopoliste français dans l'économie brésilienne p. 56

L'ÉVÈNEMENT

- Le décès des Presidents Kubitschek et J. Goulart ... p. 70

LIVRES ET REVUES

- Reflets du bal p. 73

ETUDES

ECONOMIE POLITIQUE AU BRÉSIL AUJOURD'HUI

(A propos de "Autoritarismo e democratização" de F.H.Cardoso)

Par GUILHERME MARQUES

"Quand on se trompe dans l'analyse, on se trompe aussi dans l'orientation politique". (Palmiro Togliatti)

Comme le célèbre sphinx de la mythologie Grécque, le coup d'Etat de 1964, a été et est encore, un grand défi théorique à toutes les forces démocratiques et révolutionnaires au Brésil: "déchifres moi ou je te dévore". La radicalité de ce défi, signifie que nous sommes devant une tâche qui est loin d'être simplement académique: de la façon dont on trouvera sa solution dépend la fixation de l'orientation politique des forces de l'opposition dans notre pays. Et la justesse de cette orientation, il est même inutile de le répéter, apparaît comme la condition indispensable pour qu'on ne soit pas politiquement "dévoré", pour triompher dans la lutte contre la dictature militaire-fasciste issue du coup d'Etat de 1964.

Une grande contribution de la réponse à ce défi nous vient du travail plus récent de Fernando Henrique Cardoso, en particulier dans son livre: *Autoritarismo e Democratização* (1), dans lequel le sociologue de Sao Paulo aborde les questions essentielles posées par la réalité brésilienne actuelle, aussi bien au niveau de la genèse historique, que dans sa structure économique et politique - et nous présente quelques propositions explicites pour un projet politique d'alternative démocratique. En dépit de ces irréfutables mérites, l'oeuvre de Cardoso contient, à notre avis, de nombreux points problématiques et même équivoques. Notre objectif dans cet article, est de préciser ces points de divergence, et, en les soumettant à une analyse inspirée par la méthode de Marx et Lénine, esquisser les solutions alternatives qui me semblent correspondre à l'activité théorique et politique plus récente des communistes brésiliens.

Je suis convaincu que la lutte pour la clarification idéologique des divergences existantes dans les forces démocratiques brésiliennes, si elle est faite dans le cadre du respect au pluralisme doit orienter les relations réciproques entre le mouvement et les partis progressistes au Brésil (et pas seulement du Brésil) n'est pas un facteur de division, mais d'unité. C'est donc avec cet esprit unitaire et pluraliste que cet essai se propose à la réflexion de ses lecteurs éventuels.

1.

Une lecture même rapide des derniers travaux de Cardoso, nous révèle une préoccupation méthodologique de base: celle de refuser toutes les formulations schématiques et étroites du marxisme, avec la tentative qui s'en suit, de récupérer ce que serait pour lui l'originnaire

inspiration dialectique et historique de la méthode de Marx. D'où son opposition à une certaine fausse orthodoxie qui a dominé pendant l'époque stalinienne et qui reste encore active en nos jours (économisme, négation des spécificités nationales, conception réductrice de l'Etat), mais aussi, à de nombreuses positions simplistes, qui au nom du marxisme, sont formulées ces derniers temps par le courant de ce que l'on appelle "Ultra-gauche" (développement du sous-développement, formulation néo-luxembourgist de la thèse du sous-impérialisme, théorie du "Foco", etc..).

Ce combat contre des conceptions éronées et pseudo marxistes est un des grands moments de l'oeuvre récente de Cardoso. Ce combat l'amène entre autre chose, à indiquer concrètement les erreurs théoriques et la distorsion de la réalité qui sont sous-jassentes par exemple dans les théories d'André Gunder Frank ou de Rui Mauro Marini, pour lesquels un effectif développement du capitalisme dépendant serait impossible (à cause de la limitation structurelle de marché) contre cette affirmation, qui fini par reprouser une théorie du "collapsus", Cardoso défends - en se fondant sur des faits - que le capitalisme brésilien connaît un réel développement même si se développement est du type "dépendant-associé". D'autre part, il réfute aussi d'une façon très juste de vieilles positions (en cours à l'Institut Supérieur D'Etudes Brésiliennes, fermé par la suite du coup d'Etat de 64), mais qui se reflètent dans la pensée marxiste-leniniste brésilienne selon lesquelles le Brésil pourrait encore connaître une époque de "capitalisme national autonome" (2). Sa conclusion ne peut pas être refusée: le mode associé dépendant du capitalisme au Brésil implique la concrète possibilité de croissance des forces productives, mais l'alternative de construire dans notre pays un "capitalisme national", il appartient irrémédiablement au passé.

Le combat de Cardoso contre ce qu'il appelle "les nouvelles thèses équivoques" n'est pas toujours accompagné de positions justes. Fréquemment Cardoso substitut la formulation unilatérale correctement réfutée par une autre formulations également unilatérale même si son sens est opposé. Je ne veux pas ici m'arrêter au fait que le sociologue de Sao Paulo, en réagissant contre la thèse de la limitation structurelle des marchés, me semble présenter un tableau excessivement optimiste sur les possibilités de réalisation interne de biens produits par le capitalisme brésilien (3). Mais il me paraît particulièrement important, de dégager deux types de déviations méthodologiques, qui marquent une grande partie des analyses concrètes de Cardoso. Ces deux déviations sont d'abord la question de l'Etat où Cardoso - en combattant "le réductionnisme-économisciste" - finit par admettre une autonomie excessive des mécanismes superstructurels, étant ainsi conduit à une déviation qui nous appellerons par commodité "politicisme". Et, deuxièmement, à la façon dont il met en relation les lois universelles découvertes par le marxisme et les lois qui opèrent dans la réalité nationale des pays dépendants d'une façon concrète; dans ce cas, combattant l'application mécanique des catégories universelles, Cardoso, semble tomber dans un certain fétichisme "des spécificités nationales".

Commençons par la deuxième déviation. La relation entre l'universel et le national est un cas particulier de la dialectique de l'abstrait et du concret, qui peut être considérée, Cardoso lui-même y insiste dans des essais de méthodologie (4) - comme le noyau central de la dialectique matérialiste de Marx. Mais cette articulation de l'abstrait et du concret (qui pour prendre un exemple tiré du "Capital" de Marx, fait que la loi de la valeur se transforme, change mais n'est pas

éliminée dans la formation des prix de production) n'apparaît pas dans les nombreuses analyses historico-concrètes de Cardoso à propos de la réalité brésilienne. Il opère pratiquement comme si les lois en action au Brésil (et dans les pays dépendants) plutôt que forme transformée des lois universelles étaient leur négation non-dialectique. Pour ne pas donner à la discussion un caractère générique en traitant seulement de question de méthode, nous allons nous arrêter à quelques exemples pratiques.

Pour Cardoso, à cause de la situation de dépendance, il est impossible d'appliquer au Brésil et à l'Amérique Latine les lois générales élaborées par le marxisme sur le comportement des classes sociales dans le capitalisme. "Les dimensions essentielles qui caractérisent la dépendance - écrit-il - finiront par se refléter dans les conditions d'intégration du système économique et du système politique: ainsi et surtout, les relations entre les classes ont en Amérique Latine les formes et des fonctions complètement différentes de celles des pays centraux (...). Dans ce contexte (celui de la dépendance) le concept de bourgeoisie acquiert une signification historique différente de celui de la bourgeoisie européenne" (5). Et dans un texte plus récent: "il n'est pas prudent de supposer que le mûrissement de la prise de conscience de la classe ouvrière (latino-américaine) finira par provoquer un comportement de classe semblable à ceux que l'on a constaté dans les pays Européens de capitalisme avancé (6). Derrière ces formulations apparemment "innocentes", se cache malheureusement des conséquences éronées: l'idée de la "diversité" de la bourgeoisie latino-américaine contient en elle-même le concept ambigu anti-marxiste de la "bourgeoisie d'Etat", alors que dans la prudence manifestée devant le comportement politique de la classe ouvrière se cache le scepticisme de Cardoso sur le rôle d'avant-garde du prolétariat dans la lutte actuelle pour la démocratie au Brésil.

Il en est de même pour la relation entre base économique et superstructure politique sur le fait de la situation de dépendance. "Les limites de l'utilisation des schémas théoriques relatifs au développement économique et à la formation de la société capitaliste dans les pays actuellement développés pour la compréhension de la situation des pays latino-américains (pour ce qui est de la relation) entre processus économique, condition structurelle et situation historique" sont évidents" (7). Ces limites, pour Cardoso, trouvent leur plus hautes expressions dans la question de l'Etat, puisqu'il est de sa conviction que "les différences et les complications sont nombreuses entre la conception classique (marxiste ou libérale) de l'Etat et la réalité brésilienne" (8). Nous ne nous opposerions pas à cette formulation si les différences et les complications dont on parle étaient éclairées à la lumière d'une concrétisation des concepts marxistes universels. Mais en réalité, nous voyons Cardoso utiliser des concepts Webériens ambigus (qui d'ailleurs du point de vue logico-formel, sont aussi universels et abstraits que ceux de Marx), comme c'est le cas pour la notion de "état patrimonial" ou l'utilisation peu critique de la notion de bureaucratie. Le résultat comme on peut le prévoir, n'est pas une totalité dialectique concrète, mais une synthèse eclectique" (9). Mais plus grave que cette tendance à l'éclectisme est le fait que Cardoso comprend fréquemment les spécificités brésiennes comme une complète inversion des lois universelles. "L'Etat brésilien n'apparaît pas seulement comme instrument de régulation du système industriel mais aussi comme instrument direct de sa formation (.....). Les facteurs politiques dans un certain sens prédominent sur le facteur

économique par la détermination du processus d'industrialisation de la part des groupes qui sont arrivés au pouvoir après la révolution de 1930" (10). La politique n'est plus "l'expression concentrée de l'économie"; comme disait Lénine, mais simplement le facteur primaire: on inverse clairement la relation marxienne entre base et superstructure. L'Etat prend des intérêts propres, (rationalisateur) non plus dépendants - mais même déterminants - des intérêts économiques des classes. Le concret dans ce cas n'est plus concret parcequ'il est "syntèse des multiples déterminations", mais parce qu'il est la négation métaphysique de la loi abstraite universelle.

2.

La conception de l'Etat surtout dans l'oeuvre la plus récente de Cardoso n'est pas déterminée seulement par son relativisme historiciste, selon lequel - en situation de dépendance - l'Etat assume des fonctions entièrement différentes de celles assumées dans les pays centraux. Elles découlent aussi de sa juste préoccupation de combattre une vision réductrice du marxisme (qui verrait l'Etat comme simple "comité exécutif de la bourgeoisie"), en relevant ce qu'on a convenu d'appeler l'autonomie relative de superstructures. Mais ici comme ailleurs l'affirmation programmatique correcte n'est pas toujours suivie d'une juste application pratique. A l'envers de l'autonomie relative, Cardoso conçoit une autonomie que nous n'hésiterions à caractériser comme absolue. Le "réductionnisme" économiciste est substitué par un "politicisme".

Dans les citations que nous avons reproduit ici, nous avons vu la façon dont Cardoso analyse le rôle de l'Etat dans la formation et dans la reproduction du capitalisme brésilien: l'Etat apparaît en dernière instance comme le démiurge, non seulement du capitalisme, mais aussi de la bourgeoisie elle-même et de la classe ouvrière. Sans doute ses positions extrêmistes ont été "modérées" dans les derniers travaux de Cardoso, particulièrement dans son essai "O Modelo Politico Brasileiro", (11) qui me semble être le point le plus haut atteint par Cardoso en tant qu'analyste de la vie sociale brésilienne. Dans cet essai, en dépassant sa tendance à fêchitiser les spécificités brési-liennes, Cardoso affirme: "il est un faux problème que d'insister sur le fait que les protagonistes du coup d'Etat de 1964 appartenaient à la classe moyenne et que l'appareil de l'Etat est contrôlé par des groupes et des individus de la classe moyenne. Dans quelle société capitaliste les choses se passent-elles autrement?" (12). Plus récemment dans une autocritique peut-être inconsciente il dit: "Le plus grand risque d'erreur dans la caractérisation de l'Etat dans les sociétés latino-américaines (est) de le voir comme le producteur de toutes les classes" (13).

Mais cette "modération" ne signifie pas que Cardoso a entièrement dépassé ces thèses fausses sur la relation entre l'Etat et les classes, entre la superstructure politique et la base économique. C'est ce que nous pouvons constater dans la proposition présentée pour la première fois dans "Autoritarismo e Democratização" selon laquelle proposition il se serait formée au Brésil "une bourgeoisie d'Etat". Cette thèse est en contradiction avec l'idée juste, déjà formulée, selon laquelle le contrôle de l'appareil de l'Etat par des éléments non capitalistes est un phénomène général de la société capitaliste; une idée qui signi-

fie, en dernière instance, que l'Etat - et peu importe ici le nombre de médiations - est au service des intérêts capitalistes et il n'est pas correct de supposer que leurs fonctionnaires (et les dirigeants des entreprises économiques étatiques, sont fonctionnaires de l'Etat) puissent constituer une classe autonome. Que Cardoso soit conscient de ces faits ou pas, le concept "de bourgeoisie d'Etat" apparaît comme une tentative pour réintroduire, sous le couvert d'une terminologie apparemment marxiste, un vieux concept de la sociologie vulgaire: celui selon lequel la bureaucratie étatique agit comme force sociale autonome, douée d'un projet "rationalisateur" propre, antagonique à celui du "secteur privé".

Certes, Cardoso lui-même est le premier à appeler l'attention sur l'ambiguïté de ce concept; il n'en reste pas moins qu'il n'hésite pas à l'utiliser largement, ou mieux, à le transformer dans un élément essentiel de son analyse de la réalité Brésilienne contemporaine. Cardoso est convaincu qu'il est en train de se former une couche de dirigeants d'entreprise qui n'est pas bureaucratique dans un sens strict, c'est à dire, dont le pouvoir de décision dépasse le cadre interne de l'entreprise et dont la politique (et cela est décisif) pourra peut-être permettre l'émergence d'une solidarité de groupe et qui découle d'une idéologie (l'expansionnisme étatique) qui définit les objectifs relativement autonomes de ce secteur de classe. (...) Il s'est formé un secteur de classe dans l'ensemble des intérêts bourgeois - c'est à dire capitalistes - qui arrive maintenant à disputer l'hégémonie à l'intérieur du bloc au pouvoir formé par les classes dominantes" (14). La première objection à ce concept énoncée par Cardoso lui-même se réfère au fait que la bourgeoisie est caractérisée par une relation d'appropriation privée des moyens de production, alors que les dirigeants des entreprises étatiques, outre qu'ils ne disposent pas de la propriété (ne pouvant pas l'aliéner ou la laisser à des héritiers etc..) - sont fonctionnaires d'une entité publique. La façon par laquelle il contourne cette objection révèle une méconnaissance des mécanismes de la participation de l'état dans une économie capitaliste, méconnaissance qui est à la base du concept "bourgeoisie d'état" et de la conception "autonomiste" que Cardoso s'est fait de la superstructure étatique. Il dit: "S'il est certain que la couche sociale qui contrôle les entreprises étatiques n'est pas propriétaire privé des moyens productifs (...) il n'est pas moins certain qu'elles contrôlent les décisions de la production et qu'elles ont dans le profit de l'entreprise la norme de leur action. (...) . L'orientation de leur accumulation (celle des entreprises publiques) s'est faite à partir des critères de marché - les bénéfices de l'entreprise - et pas nécessairement en visant l'intérêt de la nation"(15).

L'idée selon laquelle la finalité d'une entreprise étatique, dans le mode de production capitaliste, est celle d'obtenir des bénéfices ou de chercher l'intérêt de la nation est une idée erronée: comme nous verrons plus loin, cette finalité consiste à favoriser les mécanismes de la reproduction amplifiée du capital privé (en particulier du capital monopoliste), en augmentant leur taux de profit. Mais, avant d'aborder ces problèmes je voudrais souligner que dans la réponse équivoque de Cardoso - dans l'idée d'une "bourgeoisie d'état" - on peut constater la tentative de trouver une solution à un problème concret et réel.

La relation, toujours contradictoire, entre "le capital dans son ensemble" et les "multiples capitaux" est un des principaux éléments de la dialectique du mode de production capitaliste. La façon dont

cette contradiction est résolue détermine dans une large mesure, l'histoire du mode de production capitaliste, et à travers lui la concrète contradiction entre l'infrastructure économique et les formes de l'Etat qui lui sont correspondantes. A l'époque de la libre concurrence, la logique du "capitalisme dans son ensemble" était établi de façon relativement automatique, en ouvrant un chemin à travers la concurrence entre les multiples capitaux, c'est à dire, à travers la fixation d'un taux moyen de bénéfice et de la conversion de la valeur individuelle en prix de production. Comme nous savons aujourd'hui les spontanités de ces processus conduisent à la concentration/centralisation du capital et, par conséquence, à la formation des monopoles; la croissante productivité qui vient de l'augmentation de la composition organique du capital, accentue les contradictions capitalistes (problème de la réalisation de la plus value, tendance croissante à la chute du taux de profit, etc.) rendant beaucoup plus complexe le processus d'adéquation entre les intérêts de la reproduction capitaliste et les intérêts des multiples capitaux individuels.

Une forme de dépasser ces contradictions - et comme toujours dans le capitalisme en les élevant à un niveau supérieur - est précisément la croissante intervention de l'état dans le processus de reproduction du capital. C'est une tendance qui a pris corps au début de la période monopoliste, (militarisme, nationalisation des chemins de fer, etc.) mais qui assume des nouvelles dimensions qualitatives après la crise de 1929 dans ce que la bourgeoisie appelle "l'ère Keynesienne" et les marxistes "capitalisme monopoliste d'état" (C.M.E.). A l'époque de la libre concurrence, l'état pouvait représenter d'une façon pluraliste ou "libérale" les intérêts des multiples capitaux" dans la mesure où l'existence d'un taux moyen de profit renforçait l'unité d'intérêt entre les différents groupes capitalistes; ainsi sa fonction économique était "essentiellement" négative, puisqu'elle consistait en "laisser fonctionner" aussi spontanément que possible le mécanisme du marché. A l'époque du capital monopoliste, les caractères de plus en plus catastrophiques de cette spontanité ont imposées une altération dans ses rapports avec les multiples capitaux; d'une certaine façon il devait alors "tuteler" les intérêts du capital dans son ensemble, se choquant parfois avec le secteur capitaliste singulier qui, dans une conjoncture concrète donnée rentre en contradiction avec la reproduction maximale du capital global.

Ce n'est pas important d'analyser ici, en détail, les moyens dont se sert l'état moderne dans la réalisation de ses fonctions de "tutelle" ou de "programmation partielle" : ouverture de débouchés qui contournent ou atténuent les problèmes de la réalisation; contrôle des secteurs économiques qui, même s'ils sont essentiels à la reproduction du capital, présentent une basse rentabilité. Mais il est essentiel de rappeler que le but final de l'intervention de l'état dans l'économie est de contrecarrer la loi de la baisse du taux de profit, cela est fait essentiellement à travers la stimulation à la création d'un taux de profit de monopole (par le moyen de financements et des incitations au secteurs plus concentrés de l'économie) et à travers le transfert de de la plus value crée directement par l'activité économique étatique au secteur privé (en particulier au secteur monopoliste). Il faut observer que l'état représente maintenant, d'une façon prioritaire, - sous le couvert idéologique de la défense "de la rationalité technique" -, les groupes économiques monopolistes, qui sont naturellement le plus "productifs", (la concentration du capital y est plus forte) et qui contribuent le plus à la reproduction amplifiée du capi-

tal total (ils ont le taux de profit le plus élevé). En somme, la création d'un double taux de profit, d'un côté, le profit moyen des secteurs non monopolistes et de l'autre côté, le profit moyen de secteurs monopolisés (16), cette duplicité ne permettant pas que l'état représente d'une façon pluraliste les intérêts des multiples capitaux.

Cette nouvelle configuration économique implique une altération dans la forme de l'état bourgeois. A l'époque de libre concurrence le parlement était la caisse de résonance des intérêts des multiples capitaux et les fonctions de l'état étaient relativement réduites, et se concentraient surtout dans la répression des opposants et dans la diffusion de l'idéologie capitaliste. A cause de cela son corps de bureaucrates était relativement faible. Par contre le capitalisme monopoliste renforce d'une façon accentuée la tendance à la bureaucratisation de l'état: les besoins de "tuteller" les intérêts du capital dans son ensemble trouve son expression dans la création d'un immense corps bureaucratique plus ou moins stable, qui acquiert une "autonomie relative" toujours plus grande, mais pas une autonomie par rapport aux classes: simplement une autonomie par rapports aux intérêts sectoriaux des "multiples capitaux".

Supposer que cette fonction d'arbitrage intra-classiste (et non inter-classiste) s'exerce toujours d'une façon purement "techno-rationnelle", c'est à dire, prétendre que l'état C.M.E. prend toujours et nécessairement, en toutes les circonstances concrètes la défense des intérêts du capital dans son ensemble - serait évidemment un erreur. A travers plusieurs formes de pressions (il suffit de penser aux lobbies Nord Américains), il arrive souvent que certains secteurs monopolistes imposent transitoirement leurs intérêts à l'état, même quand ces intérêts sont en contradiction avec les exigences de la reproduction amplifiée la plus forte possible de l'ensemble du capital. Cependant, cela n'élimine pas les faits nouveaux essentiels: l'état du C.M.E. s'oriente tendanciellement vers la représentation des intérêts globaux de la reproduction capitaliste (ce qui signifie aussi la reproduction du capital comme capital monopoliste); pour cela il doit créer un corps exécutif autonome, légitimer au nom de la "rationalité technique" (exprimée dans la programmation économique), et se situer au-dessus des "passions" immédiates des capitalistes particuliers. Certains marxistes Brésiliens sont convaincus que notre pays, surtout à partir de 1964, est entré dans l'étape du capitalisme monopoliste d'état. Les éléments de fascisation de la vie nationale et le fascisme comme tel, ont été la forme superstructurelle postulée dans les conditions concrètes du Brésil, comme condition pour la réalisation du passage "précoce" d'une certaine industrialisation "forcé" au C.M.E., (nous parlerons largement du rapport entre fascisme et C.M.E. au Brésil dans un autre partie de cet essai). Un sociologue communiste brésilien a observé: "Le Brésil est un exemple intéressant (de la présence) des éléments du capitalisme monopoliste d'état, en dépit du niveau moyen de développement capitaliste. (...) Une des caractéristiques particulières de l'état Brésilien postérieure à 1964 est son intérêt toujours plus explicite d'élaborer, avec le monopole, une "stratégie économique globale", une programmation globale." (17). Cette programmation globale, qui est une caractéristique universelle du C.M.E. (il suffit de penser à l'exemple Français), est l'expression immédiate de la "tutelle" des intérêts de l'ensemble du capital. Et cette tutelle demande, comme nous l'avons déjà observé, la création d'un exécutif techno-bureaucratique fort et relativement "autonome". Voilà les bases économiques réelles d'un processus politique très caractéristique au

Brésil dans les treize dernières années, c'est à dire, les transferts croissants des décisions économiques sur les mécanismes de reproduction du capital dans son ensemble au secteur public de l'économie. S'il est vrai que l'implantation d'un régime fascisant (et après fasciste) avait comme but primaire la répression terroriste du mouvement ouvrier, condition politique de la superexploitation de la force de travail et la conséquente augmentation du taux de profit par le moyen le plus "simple", il n'est pas moins vrai qu'on a eu aussi comme objectif - poursuivi avec tenacité et cohérence tout au long de ces treize ans - de subordonner les intérêts sectoriaux capitalistes (industriels et agraires) à la "logique" de la reproduction monopoliste du capital. On ne peut pas considérer ce processus comme le résultat d'une option téléologique de la bureaucratie étatique, ou comme la conséquence d'une idéologie d'expansionisme de l'état qui serait propre à une prétendue "bourgeoisie de l'état", comme le veut Cardoso; il s'agit d'un processus objectivement déterminé par les vicissitudes spécifiques du développement du mode de production capitaliste au Brésil, un processus qui s'impose indépendamment de la volonté de ses agents bureaucratiques, ou des regrets de quelques secteurs (privés) économiquement anachroniques ou transitoirement insatisfaits.

Si les choses se passent ainsi, quel est le sens de parler d'une "bourgeoisie d'état"? Contre l'opinion de Cardoso, pour qui les dirigeants des entreprises étatiques constituent une classe ou la fraction d'une classe, on doit souligner le fait qu'ils sont simplement des fonctionnaires bien rémunérés, et ce complexe techno-bureaucratique - que le mot plaise ou pas - constitué "le comité exécutif" de l'oligarchie financière nationale et internationale, qui est la véritable classe hégémonique de l'actuel bloc au pouvoir. La thèse de Cardoso est née d'un double erreur: d'un côté de la méconnaissance de la dialectique, entre intérêts économiques et représentation politique dans le cadre du C.M.E. que nous avons essayé d'esquisser rapidement précédemment; et de l'autre côté de l'incompréhension du rôle de l'intervention économique de l'état dans le processus de reproduction du capital. En revenant à l'affirmation de Cardoso déjà citée selon laquelle la finalité d'une entreprise étatique dans un régime capitaliste serait la rentabilité, examinons maintenant ce deuxième problème. D'abord Cardoso commet une erreur théorique. L'essence fondamentale de la critique marxienne de l'économie politique est précisément dans la distinction faite entre la base matérielle et la forme sociale des processus; parcequ'elle succombe dans le fétichisme, l'économie politique classique "éternisait" les catégories économiques appellantes, par exemple, capital, l'arc et la flèche des peuples primitifs. Un moyen de production ne devient pas capital que quand, à l'intérieur de la relation de production capitaliste il s'oppose aux travailleurs salariés en tant que capital constant qui subsume le capital variable; de la même façon, c'est seulement de l'intérieur de la relation capitaliste que la base matérielle "produit excédent" assume la forme sociale de plus value; et plus concrètement, c'est seulement dans la mesure où la plus value est appropriée de façon privée par un capitaliste qu'elle assume la forme de profit (ainsi comme elle assume la forme de rente foncière, quand elle est appropriée par le propriétaire de la terre). Chez Marx, comme toujours c'est la relation sociale - entre personnes ou plus précisément entre classes - qui fait la catégorie économique; c'est à dire, c'est la relation de l'appropriation privée du produit du travail d'autrui qui fait la catégorie profit. On ne peut pas appeler "profit" la rente in natura appropriée par le seigneur féodal ou le fonds d'accumulation contrôlé par l'état dans une société socialiste. Certes, une

entreprise d'état en régime capitaliste, en se subordonnant aux lois du travail salarié (c'est à dire en ayant un rapport d'exploitation avec les travailleurs) crée la plus value. Cependant, comme cette plus value n'est pas appropriée d'une façon privée dans le cadre de l'entreprise qui l'a créée, elle ne peut pas être transformée en profit cette transformation ne se vérifie que quand l'état fait le transfert de cette plus value à travers les mécanismes déjà citée, au secteur privé.

Comme toujours le concept théorique correct est représentation de la réalité. L'analyse empirique du fonctionnement des entreprises étatiques (industrielles ou financières) dans le capitalisme nous révèlent que leurs objectifs n'est pas le profit, c'est à dire, la maximalisation de la part de la plus value, dont elles s'approprient en tant qu'entreprises particulières. Un théoricien français du C.M.E. observe: "le principe économique de l'état - dans la mesure où il est complémentaire aux groupes monopolistes privés - est précisément le non-profit; il ne peut jouer son rôle que quand il prend en charge les fractions momentanément ou définitivement non rentables de la sphère de la production" (18). Nous avons déjà fait référence schématiquement aux réelles fonctions économiques de l'état à l'époque du capital monopoliste que nous pouvons résumer dans l'objectif central de stimuler les tendances contraires à la loi de la baisse du taux de profit, surtout à travers le renforcement de la formation d'un taux de profit de monopole.

La fonction économique de l'état brésilien contemporain concrétise ces lois universelles du C.M.E. Dans le secteur d'infrastructures cela saute aux yeux: quel a été le profit économique cherché par l'état quand il a construit les réseaux routiers brésiliennes au détriment des chemins de fer? Il n'est pas évident que le but cherché est été l'augmentation du taux de profit des monopoles internationaux privés d'automobiles? Les compagnies financières de l'état de leur côté travaillent essentiellement en régime de "fonds perdus" ou à travers des taux d'intérêts négatifs; leurs rôles de financement du capital privé assume la forme la plus claire dans le cas de la Banque Nationale d'Habitation, et il ne s'agit pas d'une exception. Pour ce qui est de monopoles industriels appartenant à l'état; il est facile de montrer, que, même s'ils présentent à leur bilan une somme sous le rubrique de profit - qu'ils n'opèrent pas en réalité en cherchant l'augmentation de cette somme. D'un côté, la terminologie de la comptabilité cache le fait que nous ne sommes pas devant un profit, mais d'un fonds d'accumulation (la partie éventuellement payée comme dividendes aux actionnaires est évidemment un profit tiré sous la forme transformée d'intérêts - qui résulte non du capital industriel de l'état, mais du capital prêts privés; et personne nous dira que l'objectif des entreprises de l'état est d'augmenter les dividendes de leurs actionnaires privés); d'un autre côté on peut facilement prouver que si ces entreprises le veulent elles peuvent obtenir un profit (dans le sens comptabilité et pas dans celui économique-critique) plus grand que celui effectivement obtenu: la Pétrobras vend de l'essence à un prix plus bas que celui du marché mondial, laissant au secteur privé les plus lucratives des activités pétrolières (distribution, pétrochimie, etc). Nous aurions pu multiplier les exemples, mais il suffit de rappeler ici les cas rendus publics récemment de la compagnie sidérurgique nationale.

Dans un tableau publié dans "Autoritarismo e Democratização"(19)- Cardoso nous donne la preuve empirique définitive que les entreprises

de l'état Brésilien ne cherchent pas de profits. En 1972 alors qu'il ne possédait qu'un patrimoine liquide de l'ordre de 46% du total du patrimoine des cent plus grandes entreprises brésiliennes, les entreprises étatiques obtenaient seulement 23% du profit total; entre temps, les multinationales qui ont leurs sièges dans le pays avec seulement 28% du patrimoine global - obtenaient 38% du profit que les cent plus grandes entreprises avaient eue ensembles. Et la comparaison entre les années 1971-1972 nous révèle que ces proportions augmentent à la vrai faveur des multinationales et au détriment de monopoles brésiliens privés. En somme, même la simple analyse de comptabilité montre le caractère infondé de la thèse de Cardoso sur la bourgeoisie d'état: si les entreprises étatiques ne cherchent pas le profit directement - c'est à dire, si leurs fonctions spécifiques est celle d'augmenter les profits des entreprises monopolistes privées - leurs dirigeants ne peuvent pas être considérés comme une fraction des classes mais simplement comme des fonctionnaires bien rémunérés du capital (monopoliste dans son ensemble). L'erreur théorique de Cardoso ne serait qu'une simple question de terminologie si on n'en tirait pas des conclusions dangereuses de nature politique. En concevant les secteurs de la bureaucratie étatique comme une fraction de classe, il transforme certaines frictions entre les représentants de l'ensemble du capital et les porte-paroles d'entreprises ou branches capitalistes particuliers - frictions qui, comme nous l'avons vu, font partie intégrante de la mécanique de représentation politique de la oligarchie monopoliste privée à l'époque du C.M.E. - en des véritables contradictions entre des groupes doués d'intérêts et d'idéologies différentes ou même antagoniques. (20)

Certes, Cardoso affirme toujours que ces fractions sont alliés dans la lutte contre les "exclus" du bloc au pouvoir (dont, la détermination précise, disons en passant, n'apparaît pas dans son oeuvre). Non seulement il admet la possibilité d'inclure les secteurs qualifiés de la classe ouvrière parmi les "alliés" du pouvoir (21), mais il va jusqu'à considérer les Forces Armées, et non l'oligarchie monopoliste, comme le segment hégémonique du bloc au pouvoir, faisant ainsi une con fusion évidente entre classe social et couche bureaucratique (22). Mais, comme l'analyse de Cardoso est centré sur les contradictions "intra-systémique" - pour employer un mot à la mode -, l'opposition entre la bourgeoisie dite "d'Etat" et les groupes capitalistes finissent par devenir le moteur déterminant de la vie politique brésilienne contemporaine.

A partir de là, Cardoso va arriver à une affirmation d'une grande gravité politique: "Je pense que les régimes de ce type (c'est à dire, les autoritaires) dans les sociétés dépendantes, trouvent leur raison d'être moins dans les intérêts politiques des corporations multi-nationales (qui préfèrent des formes de contrôle étatique plus perméables à leurs intérêts privés) que dans les intérêts sociaux et politiques des parcelles bureaucratiques qui contrôlent l'Etat (civils et militaires), et qui s'organisent davantage dans le sens de contrôler le secteur étatique de l'appareil productif". Et, plus avant, Cardoso se demande (en insinuant une réponse plutôt affirmative): "Cette bourgeoisie d'Etat" ne serait-elle pas une couche sociale capable d'animer les espérances (...) d'un étatisme expansionniste? La base sociale réelle de l'autoritarisme en vigueur ne reposerait-elle pas sur cette "bourgeoisie d'Etat" et dans les axes de pouvoir (civil et militaire) formés à leur côté?. Ou encore plus explicitement: "C'est entre les tendances nationales-étatistes et les tendances favorables à la domination des multinationales que s'oriente la lutte inter-classes domi-

nantes (...). Ce sont les différences et les oppositions entre ceux qui on pourrait appeller, avec une certaine licence d'expression, le National-étatisme et le "libéral-impérialisme" qui marquent les épisodes des luttes de palais et des ministères qui se vérifient dans le pays. (24)

Cette position de Cardoso, outre qu'elle exempte objectivement les monopoles internationaux de la responsabilité de l'implantation et conservation du fascisme au Brésil, elle élude le rôle de l'impérialisme, en particulier le Nord-américain, dans la transformation de l'Etat Brésilien dans un relais politique et économique de la pénétration imperia liste (et de la généralisation des régimes fascistes) dans l'ensemble du continent sud-américain. Pour lui, ces responsabilités n'appartenaient qu'à la prétendue "bourgeoisie d'Etat" et la bureaucratie civil-militaire. Et ne parlons pas des illusions qui peuvent provoquer l'emploi - même entre guillemets- du concept parfaitement vide de "libéral-impérialisme". A notre avis toutes ces équivoques ont leur point de départ méthodologique dans le "politicisme" de Cardoso: en refusant la détermination mécanique des superstructures politiques par la base économique, mais sans élaborer, par contre, une conception dialectique que ne perd pas de vue la détermination en dernière instance, des unes sur l'autre, notre sociologue finit pour concéder à l'Etat une marge d'autonomie qu'il est loin d'avoir réellement.

Ce n'est pas par hasard que Cardoso affirme que dans l'analyse de l'Etat Brésilien d'aujourd'hui "il faut aller bien au-delà de la reconnaissance structurelle de la détermination de classe", puisque "s'il est certain que (cet Etat) se fixe de buts compatibles avec la domination bourgeoise (il amplifie les conditions de l'accumulation du capital), au niveau de la politique il propose des objectives qui vont au-delà de cette base structurelle (25). Ainsi, le niveau politique gagne une autonomie absolue: l'Etat en tant qu'état a des intérêts et des buts qui vont au-delà des intérêts de la classe qu'il représente. Il ne s'agit même plus d'affirmer l'autonomie relative de l'Etat face aux pressions des différentes groupes particuliers ou même face à conscience effective que la bourgeoisie a de leurs intérêts qui, au contraire de celle de l'Etat qui s'oriente vers la totalité des intérêts du capital - est presque toujours immédiatiste. Cependant, le plus important ici n'est pas l'erreur théorique. Le plus grave est la conclusion politique implicite: celle selon laquelle l'ennemi principal à combattre, au moins dans l'étape actuelle de la lutte, n'est pas la "domination bourgeoise" des monopoles nationaux et internationaux, puisque cette domination - dans la mesure où elle "prefère formes de contrôle étatique plus permeables à leurs intérêts privés" - n'auraient pas besoin des formes "autoritaires" de pouvoir politique, mais auraient même leurs "preferences" contrariées par elles.

Or, l'idée d'une "preference" bourgeoise pour des formes non-autoritaires suppose une "essence" politique a-historique de la bourgeoisie ("la preference de la démocratie"), alors que en fait, - faut-il encore le répéter? - cette classe crée ses mécanismes de représentation politique en accord avec les besoins concrets de chaque époque historique. Conscient ou inconscient, Cardoso ne fait que répéter, en la habillant à sa guise, une vieille thèse social-démocrate selon laquelle le fascisme (identifié avec le "bonapartisme autoritaire") sera l'expression d'une dictature des "classes moyennes" sur la bourgeoisie et le prolétariat.

Ainsi, le concept de "démocratie substantive" - que Cardoso nous

propose comme une alternative concrète à l'actuel régime brésilien - finit par se présenter effectivement comme un ensemble de mesures antibureaucratiques, mais non pas antimonopolistes. Certes, quand il explicite son concept de "démocratie substantive", Cardoso pose plusieurs problèmes de la plus haute importance, comme la nécessité de fortifier les organismes de la société civile, ou encore, d'élargir les formes de contrôle populaire de l'administration et des entreprises de l'Etat, etc... mais, ces mesures, dans leur conception, apparaissent surtout comme des contrepois au type de domination existante, et non comme des alternatives. Cardoso ne se pose pas le problème de la destruction de l'actuel appareil de pouvoir fasciste et de sa substitution par un nouveau type de pouvoir démocratique et populaire; plus concrètement, il ne se pose pas le problème - fondamental - de la construction d'une nouvelle forme d'Etat démocratique et anti-monopoliste. A son avis, "le problème fondamental, aujourd'hui, est celui de rendre compatibles un ensemble de libertés de base (...) avec un monde qui vraisemblablement, continuera à être dominé par les grandes bureaucraties" (26).

On voit apparaître cette même attitude résignée dans la position de Cardoso face aux multinationales: "en tant que matrices du progrès technologique, ces entreprises (multinationales) sont fondamentales dans la société contemporaine. La Russie Soviétique ne s'en passe pas. Il serait puéril de penser que le Brésil puisse le faire tout d'un coup" (27). Puisqu'il suppose que parler d'expropriations (...) dans la conjoncture brésilienne (...) relèverait de la rhétorique, Cardoso ne va pas au-delà de la proposition d'"une politique capable d'utiliser la matrice du progrès technologique et la rationalisation formelle des multinationales au bénéfice de la majorité" (28). Il est pénible de voir un penseur comme Cardoso, lucide, succomber ainsi devant le fatisme de la technique. Ce n'est pas le fait que les multinationales sont porteuses de progrès technologique (une affirmation d'ailleurs parfaitement discutable), que les rendent problématiques, mais les relations de production que leur présence impose au pays dépendant, et par lesquelles elles s'approprient privativement d'une parcelle considérable de la plus-value produite par le travail national. Et cette appropriation (ou exploitation du travail national) ne peut être cassé en définitif que par des expropriations; en outre, même si la corrélation de force internationale ne le permet pas, dans un moment donné, d'entreprendre un large processus d'expropriation, le "contrôle populaire" proposé par Cardoso ne pourra avoir un minimum d'efficacité s'il n'est pas exercé à travers un nouveau pouvoir politique, un Etat des forces antimonopolistes, capable d'imposer aux multinationales qui ont leur siège dans le pays un programme économique global qui défend les intérêts du peuple brésilien. En somme: il ne s'agit pas de "rendre compatibles les libertés de base" avec la domination des grandes bureaucraties, mais de construire un nouveau pouvoir d'Etat - fondé sur une société civile articulée et pluraliste - qui ait comme but d'élargir les libertés démocratiques non seulement sur le plan politique, mais aussi sur le plan économique. Et cet élargissement doit passer - encore qu'on puisse concevoir ce processus comme quelque chose de graduel - par la complète suppression (expropriation) des monopoles, surtout multinationaux.

Le point faible du programme politique de Cardoso n'est pas "réalisme", sa tentative d'aller au-delà de la rhétorique mais surtout le manque d'articulation entre ses propositions politiques de "démocratie substantive" (et là dessus, nous sommes essentiellement d'accord) et un ensemble de mesures économiques concrètes qui rendent effectifs

l'obtention et la consolidation de cette démocratie. Ce manque vient directement du "politicisme" de Cardoso, c'est à dire, de son incapacité de comprendre la dictature brésilienne comme la forme superstructurelle réclamée - dans la conjoncture historique qui est la nôtre - par la domination économique des monopoles nationaux et internationaux. Il va alors de soi que l'autoritarisme étant une résultante des intérêts de la "bourgeoisie d'Etat" et de la bureaucratie civile-militaire, la réalisation de la "démocratie substantive" peut compter avec "le réalisme de plusieurs secteurs appartenant aux hauts lieux de décision", ou même avec "la compréhension des classes dirigeantes" (29).

Cardoso ne le dit pas, mais ces secteurs "réalistes" des classes dirigeantes ne peuvent être que ceux qui sont liés à l'oligarchie monopoliste privée, qu'il suppose comme nous l'avons vu, avoir des "préférences pour des formes non-autoritaires de domination". Ainsi la "démocratie substantive" serait, pour Cardoso, parfaitement compatible avec la continuation de la domination impérialiste et monopoliste sur la société brésilienne face à qui elle ne jouerait qu'un rôle de "contre-poids". Le réalisme politique du sociologue de Sao Paulo, devient ici - certainement d'une façon involontaire - une capitulation devant la domination des monopoles.

Cette incapacité d'articuler les intérêts économiques du monopole avec la forme super-structurelle antidémocratique est, à la fois, cause et effet de la décision de Cardoso de caractériser l'actuel régime politique brésilien comme "autoritaire" plutôt que "fasciste". Cardoso n'est pas le seul à avoir pris cette décision; ils sont nombreux, les groupes et les penseurs de l'opposition qui se refusent à caractériser le régime comme fasciste: mais c'est le sociologue de Sao Paulo qui a formulé ce refus de la façon la plus conséquente et articulée, dans la mesure où il a rendu explicite les conséquences politico-pratiques (détermination des alliances de classe du bloc anti-dictatorial, caractère du régime alternatif proposé, etc..) du choix du terme "autoritaire" et du refus du mot "fascisme". Dans son oeuvre, la question assume une importance qui est loin d'être académique. Elle mérite d'être analysée en détail, ce que nous allons essayer de faire.

Voyons, et nous excusons auprès du lecteur de la longueur de la citation, les mots par lesquels Cardoso lui-même essaie de fonder sa décision: " Je n'emploie pas (la désignation fasciste), d'abord parce que je crois que dans les concepts employés par les sciences sociales, il faut retenir la singularité des processus historico-structuraux. Le fascisme correspond à une époque bien déterminée dans laquelle la domination typiquement bourgeoise renforçait, certes, le rôle de l'Etat, mais avec deux caractéristiques: le régime politique faisait des appels à la mobilisation des masses et se maintenait grâce à la médiation des organisations partidaires; et, en deuxième lieu, l'accumulation courrait à toute vitesse à la recherche de marchés externes. Il y avait donc une idéologie d'expansionisme et de grandeur nationale acceptée populairement et nourrie aussi par la mystique des leaders comme par l'organisation des groupes politiques activistes, dont l'origine sociale et la base d'actions immédiates, dans le cas de l'Allemagne et de l'Italie, a été une classe moyenne épouvantée par les conséquences de la crise de 1929.

- même si cette caractérisation est superficielle (...), elle est suffisante pour montrer que dans le national-étatisme des régimes autoritaires contemporains, il y a des différences fondamentales. Il s'agit de régimes essentiellement démobilisateurs, qui utilisent d'une façon

teco-bureaucratique les ressources politiques de l'Etat et qui ont de forts facteurs inhibiteurs pour pouvoir transformer "idéologie de l'Etat" qui les caractérise dans une idéologie fasciste. Cependant, la distinction n'est pas purement formelle. Elle prend toute sa substance quand on cherche à faire une réflexion sur la pratique qui s'ouvre aux oppositions dans les régimes autoritaires contemporains. Dans les régimes fascistes typiques la dénonciation partidairaite faite par le voisin ou le camarade de travail, membres du Parti, faisait peur et démobilisait l'action de l'opposition. Elle se réfugiait dans l'action du maquis parce qu'elle était totalement expulsée de la vie quotidienne" (30).

Nous ne pouvons qu'être d'accord avec Cardoso quand il affirme que sa caractérisation du fascisme est superficielle (elle est, au moins si rapide qu'elle l'amène à parler de la crise de 1929 comme facteur générique du fascisme qui, comme l'Italie, était au pouvoir depuis 1922!). Mais nous ne pouvons pas le suivre quand il la considère suffisante pour pouvoir affirmer que l'actuel régime brésilien n'est pas fasciste. Face à ce problème nous pouvons constater encore une fois, l'incapacité de Cardoso d'opérer une dialectique de l'abstrait et du concret dans la détermination des processus historiques nationaux. Sa négation du caractère fasciste de notre régime politique actuel est basé sur un procédé logico-formel (juxtaposition d'universalités abstraites et de singularités également abstraites, c'est à dire, de formalisme et empirisme) et non pas dans un procédé logico-dialectique (qui aurait pu conduire ces déterminations abstraites, à travers des médiations particulières, à un universel concret).

Schématiquement, la démarche de Cardoso peut être résumée dans les étapes suivantes:

a. Elle nous présente quelques traits du fascisme en général (appel à la mobilisation des masses, soutien des organisations partidaires, recherche des marchés extérieures, idéologie de la grandeur nationale, opposition expulsée de la vie quotidienne, etc ...) mais ne se préoccupe pas de déduire dialectiquement ces traits à partir d'un concept organique et synthétique du fascisme. Ces traits sont recueillis d'une façon arbitraire ("superficielle") ce qui mène Cardoso - comme il arrive toujours chez les empiristes - à ce que Hegel appelle: "mauvaise infinitude". Ces traits singuliers pourraient être multipliés à volonté, sans que pour cela ils arrivent à une véritable synthèse, puisqu'il manque dans la définition de Cardoso le point de départ logico-historique du fascisme. Cette mauvaise infinitude fait que sa définition, comme toute définition non dialectique, soit à la fois réductrice (laisse de côté des éléments essentiels du fascisme) et superabondante (introduisant dans les caractéristiques du fascisme en général des éléments propres seulement à une variante singulière ou à une époque concrète du fascisme).

b. Dans un deuxième temps, Cardoso fait la comparaison entre ces traits du "fascisme en général" avec quelques traits du régime brésilien d'aujourd'hui; ces derniers aussi sont sélectionnés d'une façon arbitraire et/ou pas concretisés dialectiquement (le caractère démobilisateur, l'incapacité d'élaborer une idéologie "authentiquement fasciste", l'opposition capable d'opérer dans la "vie quotidienne", la non-existence d'une politique impérialiste etc...). De cette comparaison entre deux "sommets" de singularités, Cardoso déduit l'impossibilité d'appliquer tous les éléments de la seconde "somme" à tous les éléments de la première. Or, d'une façon purement logico-formelle, il conclut par l'impossibilité d'appliquer au Brésil contemporain le concept

de fasciste, ensuite, il propose le concept d'"autoritarisme", presque toujours accompagné de l'adjectif "bureaucratique" et, au moins une fois, par le qualificatif de "paternaliste".

A notre avis, une démarche matérialiste-dialectique devrait opérer tout à fait différemment. Il s'agit, avant tout, de chercher le point de départ historico-logique du concept de fascisme, en général, c'est à dire, le moment abstrait dont la présence est un indicatif de ce qu'on pourrait appeler - dans le sens dont Marx applique l'expression à la marchandise - de "cellule" du fascisme. Nous pensons que ce moment abstrait est pleinement contenu, dans la célèbre définition de Dimitrov, au VIIème Congrès de l'Internationale Communiste, malgré la simplicité de la formule: "(le fascisme) est la dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvinistes, les plus impérialistes du capital financier" (31).

Nous y voyons contenu, d'abord, le présupposé historique du fascisme (un présupposé toujours re-posé par lui), c'est à dire, la présence hégémonique du capital financier dans la sphère du mode de production, le fait que le capitalisme a déjà assumé les caractéristiques du stage monopoliste ou impérialiste (forte concentration du capital, fusion du capital industriel avec le capital bancaire etc...). Et, deuxièmement, puisque domination du capital financier ne peut pas être appelée fasciste (de même que la simple présence de la marchandise ne signifie pas l'existence du mode de production capitaliste), la définition contient la présence du trait distinctif de la domination proprement fasciste: le fait de celle-ci se présenter comme une dictature terroriste ouverte.

Ensuite, il serait bon d'examiner jusqu'à quel point peut-on parler de la présence au Brésil de ce présupposé "abstrait". C'est notre conviction que le Brésil a atteint ce stage monopoliste, d'une façon qu'on pourrait appeler "précoce", vers la fin des années 50 (32). Cette monopolisation précède a deux causes principales: 1) le fait que notre pays, ayant eu du retard dans son processus d'industrialisation, s'est vu contraint de l'entreprendre d'une façon "forcée", stimulant (à travers l'Etat) des mécanismes d'accumulation et de concentration du capital qui l'on amené à la formation rapide de monopoles nationaux; 2) le fait que l'ouverture du marché intérieur aux entreprises étrangères ait été faite au moment où le capitalisme international avait atteint depuis longtemps sa phase monopoliste, a transporté au Brésil, et aux secteurs économiques de pointe de très nombreux monopoles internationaux. La présence de ces monopoles internationaux, grâce au mécanisme de la concurrence, a poussé encore davantage les entreprises nationales à la monopolisation (où à leur fusion avec les entreprises étrangères) soit à travers la centralisation, soit à travers la concentration du capital. On peut ainsi constater la présence, au Brésil, avant 1964, d'une solide oligarchie financière, formée par la fusion du capital monopoliste national avec le capital international.

D'autre part, la présence de l'Etat dans l'économie - exigée comme condition de l'industrialisation "forcée" - a créé un secteur monopoliste publique développé, qui a été le présupposé pour la formation d'un capitalisme d'Etat de type dépendant. Observons que la simple présence d'un secteur étatique développé n'est qu'un présupposé du C.M.E. Le passage définitif au C.M.E. dépend de l'intégration ou de la subordination de ce secteur étatique avec le secteur monopoliste privé, ce qui arrive au Brésil, aussitôt à partir du coup d'Etat de 1964, mais qu'on avait déjà constaté comme une tendance dans le "Plano de Metas" (Plan

des buts à atteindre) du gouvernement Kubitschek. La forte crise politique vécue par le pays dans les années immédiatement antérieures au coup d'Etat de 1964, reflète, en grande partie, les tentatives de cette oligarchie financière pour accaparer définitivement l'appareil d'Etat avec pour objectifs: 1) du point de vue politique, réprimer durement le mouvement de masses (qui commençait à mettre en échec le capitalisme lui-même), garantir les conditions politiques d'une surexploitation de la force de travail, et subordonner aux intérêts de l'oligarchie financière tous les autres secteurs (agaires et industriels) de la bourgeoisie non monopoliste; 2) du point de vue économique, mettre les mécanismes d'intervention économique de l'Etat (et les monopoles d'Etat eux-mêmes) au service de la concentration, créant ainsi la fusion entre l'Etat et le monopole privé qui caractérise le C.M.E. On ne doit pas y voir l'action d'un processus purement téléologique, un "programme" formulé consciemment à tous ses niveaux: c'est le stage même des contradictions objectives du capitalisme brésilien et la crise de sa représentation politique à l'époque, qui ont imposé, à un moment donné, la "solution" dictatoriale comme la seule solution bourgeoisie-monopoliste pour la crise des années 1961-1964. Le coup d'Etat de 1964 arrive donc, comme le début d'un processus de fascisation, dont le résultat est la création d'une dictature terroriste du capital financier national et international, ou, plus précisément, d'un pouvoir dictatorial dans lequel l'oligarchie financière est la force ouvertement hégémonique.

Le but de cette brève et schématique esquisse historique était d'indiquer la présence, dans notre vie politique et économique antérieure à 1964, des présupposés historiques pour une définition de l'actuel régime brésilien comme un régime fasciste. Avant de poursuivre, nous voulions relever un premier avantage de cette caractérisation. Alors que les termes "dictature militaire" ou "autoritarisme" n'indiquent que des formes de domination pouvant surgir en différentes formations économiques et sociales et représenter des compositions de classes différentes et même antagonistes (réactionnaires ou progressistes) (33), le concept de fascisme implique en lui-même, comme présupposé, une formation historico-sociale concrète dans un stage précis de son développement (capitalisme monopoliste d'Etat). Déjà à ce niveau abstrait de point de départ historico-logique donc, le concept de fascisme est plus concret que celui d'"autoritarisme". L'actuel régime brésilien n'est pas fasciste parce qu'il est une dictature brutale, qui emploie systématiquement la torture comme instrument de pouvoir, etc, mais parce qu'il est une dictature brutale qui apparaît à une époque dans laquelle notre pays a atteint le stage du capitalisme monopoliste et parce qu'il se met clairement au service de la reproduction amplifiée de ce capital monopoliste (qui se fond intimement avec l'appareil de l'Etat).

Mais jusqu'ici, nous restons à un niveau abstrait. Le point de départ logico-historique, la "cellule" du fascisme, s'est explicitement différencié dans plusieurs situations nationales ou historiques concrètes. "On ne doit pas croire - dit Togliatti - que ce qui est vrai pour l'Italie s'adapte à tous les autres pays. Le fascisme peut prendre différentes formes dans plusieurs pays. Il faut aussi tenir compte de la période dont on parle. A des époques différentes, dans un même pays, le fascisme assume des aspects différents" (34). La tâche à laquelle Togliatti nous invite est celle, donc, de passer de l'abstrait au concret, c'est à dire, de - tout en conservant fermement le point de départ indiqué par Dimitrov - trouver les médiations qui conduisent à la concrétude historico-nationale de chaque fascisme particulier.

Ce sont ces médiations qui nous permettent de déduire dialectiquement les spécificités du fascisme brésilien, sans tomber dans la "mauvaise infinitude" de Cardoso. Le problème, alors, n'est pas de nier le caractère fasciste de la dictature du capital financier dans le Brésil d'aujourd'hui parce que cette dictature n'est pas fondée sur un parti de masses ou parce qu'elle ne dépend pas d'une idéologie "authentiquement fasciste" (35). La question est d'expliquer pourquoi le fascisme au Brésil, étant donné les caractéristiques particulières de notre formation sociale et l'époque historique que nous traversons sur le plan international, a-t-il été contraint de se structurer sans recourir à un parti de masses et à une idéologie explicitement fasciste. Seule une explication de ce genre peut rendre compte, à la fois, de ce qui est universel et de ce qui est particulier (ou même singulier) au fascisme brésilien, en d'autres mots, seulement de cette façon - sans jamais perdre de vue les lois universelles qui opèrent sous une forme transformée, dans la réalité brésilienne - découvrir le chemin brésilien vers le fascisme, ce qui nous permettra de définir non seulement sa structure mais aussi les perspectives de son renversement (ou le chemin brésilien de l'anti-fascisme).

3.

Il n'est pas question ici d'examiner en détail les éléments du "chemin brésilien du fascisme". Il suffit, en fonction des objectifs qui sont les nôtres, d'indiquer quelques topiques qui nous semblent essentiels. Premièrement, nous devons observer que le fascisme brésilien - comme les fascismes des pays balkaniques des années 30, ou comme celui de Grèce des années 60-70 - a été imposé "d'en haut" au moyen d'un coup d'Etat militaire, et non pas "d'en bas", au moyen d'une conquête pseudo-révolutionnaire du pouvoir de l'Etat. Cela correspond évidemment, à une caractéristique de l'Histoire brésilienne, qu'un critique a ainsi resumée: "Le changement (au Brésil) a toujours été fait de telle façon, que les vieilles classes dominantes et les vieilles formations économiques et sociales n'ont pas été détruites, mais se sont "fusionnées" avec les éléments des nouvelles classes et des nouveaux modes de production. Les transformations arrivaient toujours "d'en haut", dans le cadre d'une "conciliation" ou "assimilation" de classes. Le chemin "prussien" a eu deux résultats différents: 1) les classes effectivement populaires, intéressées à une transformation radicale, ont pesé d'un poids très léger dans la détermination des événements qui ont marqué notre histoire (...); 2) le lieu trouvé pour la "conciliation" des classes a toujours été l'Etat. Cela a eu pour conséquence une hypertrophie de ce que Antonio Gramsci appelle "Société Politique" au détriment de la "Société Civile" (36).

C'est de cela que résulte, entre autres choses, le caractère gélatineux et peu solide de nos partis politiques, qui - alors qu'ils devaient former la base de lutte pour l'hégémonie au sein de la société civile - fonctionnaient comme "courroies de transmission" à travers lesquels l'Etat brésilien pré-64 cooptait ses bureaucrates (et "assimilait" les couches moyennes). Pour cette raison, on ne doit pas se surprendre si, aussi bien dans la préparation du coup d'Etat de 64 (qui a inauguré un processus de fascisation dans le pays), que dans la définitive implantation du fascisme (avec le AI-5), on n'a pas eu recours aux organisations partidaires de masses. Il est arrivé, au contraire,

que - selon les "meilleures" traditions nationales - le bloc hégémonisé par l'oligarchie financière se soit servi d'une corporation typiquement étatique (ou propre à la "société politique") comme les forces armées. Ce fait constitue une des caractéristiques particulières du fascisme brésilien; et explique la raison pour laquelle les communistes, sans nier le caractère fasciste du régime, le qualifient plutôt comme "dictature militaire fasciste".

Mais le fait que l'actuel régime ne s'appuie pas sur un parti réactionnaire de masse ne signifie pas, comme croit Cardoso, qu'il soit purment et simplement "démobilisateur" (37), si par là on doit comprendre un désintéressement pour l'obtention et la conservation d'une base de masse fasciste. Il serait plus juste de dire que le régime est contraire à l'organisation stable des masses, c'est à dire, qu'il n'a pas intérêt à créer ou développer une "société civile", ni même à la subordonner à l'Etat. Au contraire des fascismes classiques d'Allemagne et d'Italie, mais de façon "similaire" aux fascismes qui se sont imposés "d'en haut" (il suffit de penser à l'exemple du salazarisme), le fascisme brésilien n'a pas eu besoin de lutter d'abord au sein d'une "société civile" riche et articulée, caractérisée par le dialectique de partis et organisations de classes fortes et expressives pour - une fois atteint une relative hégémonie - passer, après, à la conquête de l'Etat, et, seulement dans une étape postérieure, à la complète subordination totalitaire de cette "société civile". Les particularités "prussiennes" de l'histoire brésilienne ont rendu inutile - et même dangereux - ce chemin "classique" de fascisation. (On pourrait remarquer, en passant, que le "prussianisme" allemand explique, par exemple, le phénomène du bonapartisme réactionnaire de Bismark au siècle dernier; mais la forte activation politique de la République de Weimar a obligé Hitler à choisir un chemin qui n'était pas essentiellement "prussien" pour arriver au pouvoir. De toute façon, il me paraît évident que un passé "prussien" soit en Italie, soit en Allemagne a du jouer un rôle fondamental dans la création de certaines pré-conditions pour l'avènement du fascisme dans ces pays.

Mais il serait erroné - nous insistons - de déduire de cette absence de parti de masses que le fascisme brésilien n'a pas été essayé, et n'essaie pas toujours, de conquérir, maintenir ou récupérer (selon les conjonctures) le consensus de strates relativement larges de la population, en particulier celles des couches moyennes salariées et de la petite et moyenne bourgeoisie industrielle et agraire. Cette tentative de mobilisation a été très visible dans la période immédiatement antérieure au coup d'Etat de 1964 (les "marches de la Famille avec Dieu pour la Liberté", la compromission de l'Eglise Catholique etc...), et on ne peut pas nier que le succès de cette mobilisation a joué un rôle important dans le renversement du gouvernement Goulart. Mais en 1968, quand le consensus obtenu auparavant par la dictature auprès des secteurs des couches moyennes est arrivé à son point le plus bas, le pouvoir n'a pas hésité à employer des groupes terroristes typiquement fascistes (C.C.C., M.A.C., etc...) dont le principal objectif était de terroriser les mouvements de masses anti-dictatoriaux, très forts cette année là, préparant de cette façon le terrain pour le AI-5, c'est à dire, pour la transformation d'une dictature avec des éléments de fascisme dans une dictature ouvertement fasciste (38). (Une fonction similaire, donc, à celle du "squadrisme" italien à l'époque qui antécède la complète fascisation du pouvoir, en 1926). N'oublions pas non plus, les tentatives de mobilisation des masses par une démagogie nationaliste réactionnaire ("Brésil grande puissance", idéologie de la "sécurité

nationale", etc...) qui est entreprise depuis le gouvernement Médici.

Il est important de relever, comme particularité du fascisme au Brésil, que ces tentatives de mobilisation ne passent pas par l'organisation de la "Société Civile", mais viennent directement de l'Etat et présupposent une "société civile" entièrement atomisée et désarticulée; en d'autres mots: ce qu'on vise, ce n'est pas le consensus actif et organisé des masses, mais leur consensus passif, leur simple acceptation de la politique des gouvernements dictatoriaux.

Il me semble, d'ailleurs, que celui-là soit le seul type de consensus possible dans la société "prussienne", dans laquelle l'Etat est fort, et la société civile, fragile. Dans un certain sens c'est le même type de consensus qui a été cherché par le bonapartisme "populiste" de Vargas, qui établissait un rapport direct entre un Etat "paternaliste" et "bienfaiteur" et une masse populaire désorganisée. (La crise du populisme est, en grande partie, le résultat d'une tendance vers une organisation autonome et venant "d'en bas" qui commence à se manifester dans les premières années de la décade de 60).

Il est évident que cette façon de se donner (ou de lutter pour) une base de masse a des désavantages pour le régime, la première étant la crise politique presque permanente dans laquelle vit le fascisme brésilien. Cet état de crise explique, de son côté, un autre paradoxe apparent de l'actuel régime, qui amène beaucoup d'analystes à nier son caractère fasciste: je veux parler de la permanence de quelques institutions représentatives de type libéral, comme des parlements régionaux et nationaux. Il est intéressant de citer ici Dimitrov: "Dans certains pays, principalement dans ceux où le fascisme n'a pas une large base de masse et où la lutte des différents groupes dans le camp de la bourgeoisie fasciste est très intense, le fascisme ne se résout pas à liquider immédiatement le Parlement et permet aux autres partis bourgeois y compris la social-démocratie, une certaine légalité. (...). Ce qui n'exclut pas, que le fascisme, au moment d'un aggravement particulier de sa situation, essaie d'élargir ses bases et, sans changer son essence de classe, de combiner la dictature terroriste ouverte avec une falsification grossière du parlementarisme".

L'immédiate applicabilité des observations de Dimitrov au cas brésilien dispense de commentaires. Mais il est utile de remarquer que la manutention du parlement au Brésil, dans la forme émasculée que nous connaissons, signifie aussi une tentative du fascisme d'obtenir un consensus (ou de "légitimer" une opposition bourgeoise qui, comme dit la dictature, ne peut pas mettre en discussion la nature du régime). On ne doit pas non plus, substituer la valeur de ces "consensus" sur le plan international, où l'opposition publique se caractérise aujourd'hui par un fort sentiment démocratique et anti-fasciste.

Donc, la combinaison des dictatures terroristes avec "parlementarisme déformé" ne nie pas le caractère fasciste du régime brésilien; comme le laisserait supposer une vision formaliste des processus, mais est précisément une conséquence du fait qu'il n'y a pas de fascisme sans une certaine base de masse et sans une relative légitimité.

Une autre caractéristique particulière au fascisme brésilien est le fait qu'il est la forme structurelle d'un capitalisme monopoliste essentiellement dépendant et subordonné aux intérêts de l'impérialisme. Nous avons déjà fait référence au rôle de l'impérialisme dans la monopolisation précoce de notre capitalisme. Il convient maintenant de rappeler que la dictature n'a pas eu comme seul but l'intégration du

monopole privé et celui de l'Etat (c'est à dire, la formation du C.M.E.) mais elle cherchait aussi la fusion ou subordination du monopole national au monopole international. Soulignons qu'elle n'a pas favorisé cette subordination parce qu'elle est "vendue" aux intérêts internationaux (nous ne devons pas considérer les forces armées brésiliennes comme simples "troupes d'occupation" de l'impérialisme nord-américain), mais parce que cette subordination correspond au besoin de la reproduction la plus grande possible du capital monopoliste dans son ensemble, y compris le capital monopoliste brésilien. Les tendances expansionnistes de l'Etat brésilien actuel s'insèrent dans le même cadre: si, en dernière instance, elle correspond aux desseins néocolonialistes de l'impérialisme nord-américain (aussi bien en Amérique Latine que en Afrique du Sud), elles correspondent aussi aux exigences de leur élargissement du marché des monopoles brésiliens et des multinationales ayant leurs sièges dans le pays.

Mais le fait que le secteur hégémonique dans l'ensemble de l'oligarchie financière qui trouve son expression politique dans le fascisme soit formé par le représentant de monopoles internationaux, nous autorise un deuxième qualificatif: celui de fascisme dépendant. "Dictature militaire" par sa façon d'arriver au pouvoir et de s'y maintenir, "dépendant" par sa subordination politique et économique à l'impérialisme mondial (en particulier Nord-Américain), l'actuel régime brésilien est fasciste par essence: parce que tout compte fait, il est une dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires du capital financier qui opère en notre pays.

4.

Ces particularités du fascisme brésilien se reflètent en d'autres particularités de lutte anti-fasciste dans notre pays. Il suffit de penser, par exemple, à l'importance qui a pour nous le travail électoral "légal" comme forme de mobilisation et d'unité anti-fasciste, ou à la possibilité d'utilisation du parlement pour dénoncer la dictature, etc. Mais cela n'invalide pas la caractérisation de la dictature comme fasciste, parce qu'il n'est pas vrai, comme pense Cardoso, que l'opposition au régime d'Hitler et de Mussolini avait été expulsée de la vie quotidienne et s'était réfugiée dans le maquis, cela n'est empiriquement valable et encore partiellement que pour des périodes très courtes de fascisme classique. Pour ne rester que dans l'exemple Italien, cela n'arrive que - après la chute du fascisme au Sud du pays en 1943 quand l'Italie du Nord est occupée militairement par les Allemands sous la couverture de la "République de Salò", et les forces anti-fascistes décident d'adopter les chemins de la résistance armée. Jusqu'alors, la lutte anti-fasciste s'exprimait essentiellement dans ce que Cardoso appelle "vie quotidienne"; je ne me réfère pas seulement à la période de fascisation (1922-1926), quand cette opposition s'exprimait même dans le cadre du Parlement, mais aussi à la lutte que les communistes Italiens après cette période ont développés à l'intérieur des organismes fascistes de masse, dans les syndicats, dans les universités, dans les associations culturelles et sportives, etc. Sans parler de l'opposition anti-fasciste libérale, dirigée par Benedetto Croce qui a toujours trouvé des moyens pour s'exprimer au grand jour. Et si nous analysons le mouvement contestataire au Portugal de Salazar ou en Espagne dans les dernières années, nous constatons que l'affirmation

de Cardoso - qui identifie la lutte anti-fasciste avec le maquis - ne correspond pas aux faits.

En d'autres mots: le fait que dans le Brésil le Front d'opposition en dépit de toutes les difficultés est capable de trouver un espace d'action dans le cadre de la "vie quotidienne" - un terrain qui vient certes, non seulement de contradictions internes au régime mais surtout de l'engagement, de l'abnegation des combattants anti-fascistes - ces faits ne sont aucunement des critères pour caractériser l'actuel régime Brésilien comme autoritaire et non comme fasciste. Les faits empiriques correctement indiqués par Cardoso selon lesquels "on ne coupe pas entièrement les noyaux d'opposition dans la presse, dans l'université, dans les églises, dans les syndicats, etc.", situation que le sociologue de Sao Paulo désigne par le mot "pluralisme pervers" ne concrétisent pas ce caractère fasciste. Mais il serait bon de rappeler - ce que Cardoso ne fait pas au moins explicitement - que l'attitude de la dictature n'est pas toujours la même devant les différents groupes d'opposition; alors que l'opposition libérale-bourgeoise et même l'opposition sociale-démocrate, malgré les menaces, la censure contre leurs publications arrive à travailler d'un façon légale ou semi-légale, l'opposition effectivement populaire - représentée surtout par le Parti Communiste et par le secteur plus radical de l'église catholique - se heurte à une répression extrêmement dure qui emploie non seulement la torture systématique, mais aussi va jusqu'à l'élimination physique de leurs représentants. Ce qui correspond, certes, à une manoeuvre de la dictature pour diviser les fronts anti-fascistes, en isolant leurs membres plus conséquents et en essayant de neutraliser (ou même de récupérer) les plus modérés.

Une des raisons signalée par Cardoso pour refuser le mot fasciste est le fait que selon lui il existe une "articulation particulière entre les systèmes de décisions politico-administratifs et celui des décisions politico-économiques, (ce qui) a garantie un rôle important au monde des entreprises publiques et privées donnant au régime une connotation de pluralisme relatif qui rend difficile sa caractérisation comme totalitaire".

Or, premièrement, nous avons devant nous un étrange concept de pluralisme: quelques efforts qu'il fasse, Cardoso ne serait pas capable de nier le rôle des entreprises monopolistes privées dans le plus totalitaire des régimes fascistes, celui d'Hitler; il nous suffit d'évoquer l'exemple de l'entreprise Krupp. Deuxièmement, l'identification entre fascisme et totalitarisme semble impliquer, pour Cardoso, l'idée que le fascisme serait un régime monolithique et stable, non sujet à des crises, homogène, ce qui évidemment n'arrive pas au Brésil post-1964. Cependant cette idée ne correspond pas aux lois universelles d'aucun Etat fasciste. Déjà en 1935, Togliatti avertissait: "on ne doit pas considérer le fascisme comme quelque chose de définitivement caractérisé; on doit le considérer dans son développement comme quelque chose de jamais fixé, jamais subordonné à un chemin, mais comme une conséquence d'une série de relations économiques et politiques réelles, résultant de facteurs réels, de la situation économique, de la lutte des masses. Et, plus avant les dirigeants politiques Italiens précisent: "la façon dont le parti fasciste s'organise et l'influence qu'il exerce sur la vie de la nation a comme conséquences immédiates les transferts en son sein des luttes et des contradictions inévitables qui, dans un régime démocratique s'expriment dans la lutte entre plusieurs partis".

Ces caractères contradictoires du fascisme en général assument au Brésil la forme transformée des contradictions au sein de l'Etat fasciste (e pas à l'intérieur de l'inexistant parti fasciste). Ces contradictions "intra-systémiques", comme l'observe Togliatti, sont le reflet des contradictions plus larges qui opposent les différents groupes et classes sociales qui se sont articulées sous la coupe de l'Etat fasciste Brésilien. Mais il faut concrétiser: au contraire à ce que suppose Cardoso, ces contradictions inter-systémiques n'opposent pas entre eux le groupe capitaliste privé et la bourgeoisie de l'Etat, ou en termes politiques, n'oppose pas les segments libéraux aux segments autoritaires comme l'affirme le sociologue de Sao Paulo.

Ces contradictions résultent d'abord des heurts inévitables entre le "comité exécutif" du capital monopoliste dans son ensemble et les secteurs particuliers des "multiples capitaux monopolistes" (une contradiction qui est sûr-déterminée par la présence des monopoles privés, nationaux et internationaux); ce heurt ne mets pas en question le type de formation socio-économique existant aujourd'hui au Brésil (C.M.E.), ni - au moins dans l'actuel niveau de la corrélation de forces - la forme étatique fasciste à travers laquelle le C.M.E. se reproduit dans les dernières années. En outre il apparaît des contradictions entre l'ensemble de l'oligarchie financière en tant que force hégémonique du "système" et les autres secteurs des classes dominantes (bourgeoisie non monopoliste latifundiaire etc.), lesquelles encore que dans une position subordonnée trouvent aussi une relative expression politique dans l'actuel régime; ces contradictions en des conjonctures très concrètes peuvent devenir antagoniques, arrivant même à détacher ce secteur du bloc dominant, et à le faire passer du côté de l'opposition au régime (et pas seulement à certains aspects de la politique du gouvernement, etc...). Et finalement nous ne devons pas oublier les contradictions entre l'ensemble des classes dominantes et leurs bases d'appui, c'est à dire, les secteurs "modernes" des couches moyennes salariées; ce dernier type de contradiction se présente de façon particulièrement intense dans l'actuelle conjoncture quand la dictature s'affronte à une sérieuse crise économique, politique, idéologique et même morale.

Le caractère de processus (de quelque chose de non-fixé ou non-homogène) que le fascisme brésilien a en commun avec la généralité des régimes fascistes d'hier et d'aujourd'hui résulte de l'articulation dialectique de ces trois sortes de contradictions.

Il est évident que l'on ne doit pas sous-estimé ces contradictions secondaires, qui - dans une conjoncture donnée, c'est à dire, dans le cadre d'une forte pression "extra-systémique" - peuvent jouer un rôle décisif dans la désagrégation du bloc au pouvoir et dans la chute finale du régime. Il faut souligner que tant que la machine fasciste d'Etat n'est pas détruite ces contradictions restent aussi un moyen par lequel le régime se reproduit; mais ce qui est certain c'est que en se reproduisant au milieu de ces contradictions, le fascisme - comme le capitalisme en général - ne peut le dépasser sinon en les élevant à un niveau supérieur, préparant encore davantage les conditions de son colapsus. Mais pour que ces conditions arrivent à un résultat il faut l'intervention d'un facteur "externe": précisément une altération de la corrélation de force à la faveur des secteurs "externes" à l'état fasciste ou, plus concrètement, à la faveur du mouvement organisé des travailleurs de la ville, de la campagne et de la culture.

En conclusion: la caractérisation du régime brésilien comme fasciste outre qu'il n'est pas en contradiction avec les lois universel-

les du fascisme apparaît comme la seule façon de prendre en compte les "les singularités historico-structurelles" de l'actuel processus brésilien soit de déduire dialectiquement (et non de cumuler empireusement) leurs traits particuliers que nous pouvons résumer dans les expressions "dictature militaire fasciste" et "fascisme dépendant". Cependant ces traits particuliers ne doivent pas cacher l'essentiel: nous sommes devant une dictature terroriste ouverte du capital financier dont l'objectif fondamental est de garantir la reproduction de mécanismes qui rendent possible la domination du monopole national et international sur l'ensemble de la société. La définition du régime comme "autoritaire", ainsi que nous l'avons démontré, cache son véritable contenu de classe, crée des illusions sur la possibilité de le détruire par en haut, trans forme le secondaire dans l'essentiel et, en dernière instance, il n'est pas capable de déterminer avec précision la nature du pouvoir démocratique qui est appelé à substituer un jour l'actuel pouvoir dictatorial.

NOTES

1. F.H.Cardoso, "Autoritarismo e Democratização", Ed. Paz e Terra, Rio de Janeiro, 1975, 240 pp. (cité par la suite comme A.D.)
2. A.D., pp. 27-43
3. Cardoso dit, avec raison, que la tendance du capitalisme en général, et donc, du capitalisme Brésilien est celle de passer de l'exploitation de la force-de-travail par la plus-value absolue à celle qui se fait par la plus-value relative, ce qui rend possible l'augmentation simultanée du taux d'exploitation et du niveau de vie de la classe ouvrière (c'est à dire, du marché). Mais, il oublie, à mon avis, qu'il manque au Brésil deux conditions fondamentales pour que ce passage soit possible: 1) des conditions politiques et démographiques favorables à la lutte de classe pour l'obtention des meilleures salaires, sans lesquelles la possibilité pour les ouvriers de bénéficier de l'augmentation de la productivité ne peut pas devenir une réalité; 2) le passage tendentiel de la plus-value absolue à la plus-value relative n'est pas une conséquence de l'augmentation de la productivité dans les "secteurs de pointe" qui produisent des moyens de production ou des biens de consommation durables - (biens de luxe), mais de l'augmentation de la productivité des secteurs qui produisent directement pour la consommation de la classe ouvrière (avec quoi, en diminuant la valeur de la force-de-travail, on diminue aussi le temps de travail nécessaire par rapport au temps de travail non rémunéré, etc); or, c'est un fait évident, qu'au Brésil, ces secteurs, l'agriculture en particulier, mais aussi les industries de vêtements et d'habitation populaires, ont augmenté leur productivité dans une proportion très inférieure à celle des secteurs de pointe, où se vérifie la plus forte composition organique du capital. Dans ce sens le passage à la plus-value relative, même pour les ouvriers des secteurs les plus productifs, se fait très lentement. Il y

a une tendance dans le sens indiqué par Cardoso et, contre les thèses de Marini qui affirme le caractère structurel de la sur-exploitation de la force-de-travail dans le capitalisme dépendant je suis d'accord pour considérer qu'une telle tendance est une possibilité concrète. Mais si nous prenons cette possibilité comme quelque chose déjà effectivé, non seulement on risque de semer des illusions comme on rend impossible la compréhension du blocage des salaires et de la politique agressive de conquête du marché extérieur pour les produits agricoles et pour les biens industriels des secteurs de basse productivité - ce qui montre la présence d'une crise dans la réalisation de ces secteurs. Plus encore, les phénomènes de récession qui se sont vérifiés en 1974 montrent que cette crise de réalisation atteint même les secteurs de pointe, ce qui nous permet de parler d'une crise générale de super-production de l'ensemble du capitalisme Brésilien.

4. Cf., par exemple, son très beau essai, "Althusserianismo ou Marxismo" in " O Modelo Politico Brasileiro, Difel, Sao Paulo, 1972, pp. 104-122.
5. F.H.Cardoso et Enzo Faletto, Dipendenza e Sviluppo in América Latina, Feltrinelli, Milan, 1971, pp. 38 et 108.
6. A.D., p. 123.
7. Cardoso et Faletto, op. cit., p.17.
8. A.D., p.216
9. Même si nous ne pouvons toujours suivre les analyses de Ruy Mauro Marini, nous sommes volontiers d'accord avec lui, du point de vue méthodologique, quand il écrit: "Dans l'analyse de la dependance latino-américaine les marxistes ont souvent tombés en deux types de déviations: substituer le fait concret par le concept abstrait, ou déformer le concept au nom d'une réalité a laquelle la formulation pure de ce concept s'adaptait mal. Dans le premier cas, on a eut comme résultat les analyses dites orthodoxes, pour lesquelles la dynamique des processus étudiés devient une formalisation qui emprêche leur aprehension au niveau expositif; dans ces analyses la relation entre l'abstrait et le concret est rompue, ce qui donne lieu a des descriptions empiriques qui se mélangent avec le discours théoriques sans pour autant s'intégrer a lui; c'est ce qu'on a pu voir surtout dans le domaine de l'histoire économique. Le deuxième type de deviation, plus fréquent dans les analyses sociologiques, est celui qui consiste - face à la difficulté d'adapter à une réalité donné des categories qui n'ont pas été élaborées en leur fonction - en insérer dans la construction marxiste des méthodes et des schémas qui lui sont étrangers; la conséquence est un écletisme, un manque de rigueur conceptuel et méthodologique, au nom d'un prétendu enrichissement du marxisme qui finit pour le nier" (Marini, Il Subimperialismo Brasiliano, Einaudi, Turim, 1974, p.5).
10. Cardoso et Faletto, op. cit., pp. 25-126. Sur ce point la position de Celso Furtado est beaucoup plus juste: "Penser que (industrialisation Brésilienne) a eut son impulsion dans l'action de l'Etat, est une bévue. L'impulsion principale est venue des forces économiques elles-mêmes, en conséquence des tensions

crées par la crise du commerce extérieur. (Furtado, Analyse do "modelo" Brasileiro, Ed. Civilização Brasileiras, R.J., 1972, p.23)

11. Cf. O Modelo Político Brasileiro, cit., pp.50-82.
12. Ibid., p.56.
13. A.D., p.175. Si je parle d'autocritique c'est parce que dans Dependencia e Desenvolvimento (Ed. Italienne, cit. p.136) Cardoso, en se referant à la politique du Front Populaire Chilien ne des années 30, dit ceci: "Cette politique cherchait contribuer à la formation d'une "bourgeoisie industrielle" à travers le mécanisme du crédit". Ce genre d'affirmations ne sont pas isolés, dans ce livre écrit en 1967.
14. A.D., pp.16-17.
15. A.D., p.17
16. Sur la question de la formation d'un taux moyen de profit de monopole à travers le nivellement des sur-profits, cfr. les intéressantes observations d'Ernest Mandel, Le Troisième Age du Capital, U.G.E. 10/18, Paris, 1976, vol.3, pp.301 et ss.
17. Rogério Freitas, "El capitalismo de Estado en Brasil", in Problemas de la Paz y del Socialismo, Praga, n.3/1976, p.54.
18. Jean-Pierre Delelez, Les Monopoles, Editions Sociales, Paris, p.144.
19. A.D., p.46. Les sources de Cardoso sont les numeros de 1972 et 1973 de la publication "Quem é quem na economia brasileira" de la revue "Visao".
20. Dans un article récent ("Estatização e Autoritarismo Esclarecido: tendencias e limites" in Estudos Cebrap 15, janvier-fevrier-mars 1976, Sao Paulo, p.21), Cardoso s'approche d'une solution juste du problème quand il écrit: "(...) quoique les politiques du gouvernement s'orientent dans le sens du renforcement du capitalisme, en préparant les fonds d'investissements qui les permettront de s'abriter de la tempête quand le cycle de la depression se calmera, les capitalistes, surtout ceux dont les entreprises ont leurs sièges à Sao Paulo, ne les acceptent pas". Mais, comme arrive toujours chez Cardoso, la "correction" d'une position antérieure ne l'ammène pas à changer les bases théoriques sur lesquelles s'appuyait la position "corrigée" (et comme telle objectivement reconnue comme insuffisante); c'est ainsi que, dans le même article, non seulement il emploie largement le concept de "bourgeoisie d'Etat", mais il arrive même à la formulation suivante: "Il ne reste comme "classe d'appui" pour une reconversion économique avec une prétendue ouverture sociale, que le "deuxième escalon" de tecnocrates qui ont de la "conscience nationale et sociale", et la partie de la "bourgeoisie d'Etat" liées aux segments illustrés au gouvernement, qui pourraient constituer la base d'une espèce d'"autoritarisme éclairé" (art. cit., p.23). La multiplication de guillemets montre comme Cardoso est peu sûr dans ce terrain; et aussi son malaise devant les catégories qu'il invente ad hoc. Malheureusement cela ne diminue en rien les bévues de ses formulations (tecnocrates comme "classe d'appui" douée de conscience sociale, segments illustrés au gouvernement, autoritarisme éclairé, etc.)

qui, dans cet article sont à la limite de l'irresponsabilité scientifique et politique.

21. O Modelo Politico Brasileiro, cit. pp.79 et 200.
22. A.D., p.179.
23. A.D., pp.40-41.
24. A.D., pp.62-81.
25. A.D., p.179.
26. A.D., p.185.
27. F.H.Cardoso, "As multinacionais e a politica", in Movimento, Sao Paulo, 26 juillet 1976, p.12.
28. Ibid.
29. A.D., pp.238-239. Cardoso propose ces solutions "réalistes" parce qu'il est convaincu, et avec raison, que "le simple appel général aux classes redemptrices, ou la répétition de slogans démocratiques-libéraux, n'aident pas à trouver des solutions viables" (A.D., p.21). Mais l'alternative aux "appels généraux" et à la "répétition de slogans" n'est pas la conciliation avec des prétendus "segments non-totalitaires" du régime, mais dans l'organisation politique effectif de la classe ouvrière et de ses alliés, et dans la transformation du programme démocratique en un ensemble de réponses articulées et précises aux questions posées par la réalité politique et économique du Brésil aujourd'hui.
30. A.D., p.18-19.
31. G. Dimitrov, Oeuvres Choisies, Editions Sociales, Paris, 1972, p.39.
32. Cf., à ce propos, Augusto Moraes, Introdução ao Estudo do Capital Financeiro e da Oligarquia Financeira no Brasil, Sao Paulo, 1972, roneotypé, 218 pp. et Tania Silva, O Capitalismo Monopolista de Estado no Brasil e suas Particularidades, thèse présentée à l'Institut de Etudes Sociales de l'Université de Moscou, 1975, roneotypé, 198 pp. Il est lamentable, que pour des raisons évidentes, ces deux importants travaux n'ont pas pu avoir encore la divulgation qu'ils méritent auprès des scientifiques sociaux au Brésil. Mon argumentation sur la structure économique actuelle du Brésil est, en grande partie, basée sur les recherches de A. Moraes et T. Silva.
33. Cf., par exemple, les observations de Gramsci sur le caractère "progressiste" ou "réactionnaire" des dictatures bonapartistes dans "Maquiavel, a Política e o Estado Moderno", Ed. Civilização Brasileira, R.J., 1968, pp.65 et ss.
34. Palmiro Togliatti, Lezione sul Fascismo, Editori Reuniti, Rome, 1970, p. 5. Dans le même sens, Dimitrov dit: "Le développement du fascisme et la dictature fasciste assument, dans des pays différents, des formes diverses selon les conditions historiques, sociales et économiques, selon les particularités nationales et la situation internationale du pays en question", (op.cit., p.40).
35. Mais qu'est-ce qu'une idéologie "authentiquement fasciste"? A ce propos il est intéressant de citer Togliatti: "Quand on

analyse cette idéologie (fasciste), qu'est-ce qu'on y trouve? Tout. C'est une idéologie éclectique, (...) possédant une série d'éléments hétéroclites (...). Rien ne ressemble plus à un caméléon que l'idéologie fasciste. Quand on regarde l'idéologie fasciste, ce qu'on doit voir c'est l'objectif que poursuivait le fascisme dans un moment déterminé, avec cette idéologie (op. cit. pp.14-15). Ce pragmatisme total qui Togliatti indique dans le fascisme italien réapparaît dans l'idéologie du fascisme brésilien.

36. Carlos Nelson Coutinho, "Cultura Brasileira", in Cadernos de Debate, Historia do Brasil, Ed. Brasiliense, Sao Paulo, 1976, p.66.
37. Dans ce point, d'ailleurs, comme en beaucoup d'autres, Cardoso se contredit. Après avoir considéré les régimes autoritaires latino-américains d'aujourd'hui comme "essentiellement demobilisateurs", raison par laquelle ils ne sont pas fascistes (A.D. pp.18-19), il dit à la page 130: "L'Etat autoritaire latino-américain dans la phase actuel du capitalisme dépendant (...) manipule les symboles national-intégrateurs pour mobiliser les masses urbaines.

LE FASCISME COMME MOYEN D'IMPLANTER LE CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT

Par R. de PAULO

Les questions liées au fascisme s'insèrent dans la problématique de la théorie et de la tactique du processus révolutionnaire mondial à l'époque de l'impérialisme. Et leur actualité ne fait aucun doute car les régimes fascistes renaissent aujourd'hui sous de nouveaux aspects.

L'analyse marxiste du fascisme en tant que phénomène politico-social, en tanto que phénomène de classe, n'est pas récente, elle date des années 20 et 30, lorsque s'implantèrent en Italie et en Allemagne des dictatures fascistes. Ce fut Antonio Gramsci, le grand léniniste fondateur du P.C.I. qui, le premier, entreprit l'étude marxiste du fascisme. Au début de 1921, Gramsci écrivait: "Qu'est le fascisme d'un point de vue international? C'est la tentative de résoudre les problèmes de production et d'échange à l'aide de la mitrailleuse et du revolver". (1)

Par la suite, dans les années'trente, lorsque le fascisme acquit une dimension internationale et apparut comme le principal ennemi des peuples, les marxistes complétèrent le tableau socio-politique de ce phénomène, surtout dans les documents de la XIII^e réunion plénière de l'Exécutif de l'Internationale Communiste, tenue en 1933 (2), et dans les travaux du VI^e Congrès de l'Internationale en 1935.(3)

Comme l'on sait, ce fut le septième Congrès de l'I.C. qui exposa la stratégie et la tactique communistes de lutte contre le fascisme. C'est pourquoi il concentra exclusivement son attention sur les aspects politiques les plus brûlants et fondamentaux du fascisme. Malgré tout, le septième Congrès de l'Internationale formula des thèses essentielles qui restent encore valables pour définir la nature de classe du fascisme. "Le fascisme au Pouvoir, ce n'est pas la substitution habituelle d'un gouvernement bourgeois par un autre, mais la supplantation d'une forme étatique de domination de classe de la bourgeoisie, de la démocratie bourgeoise, par une autre forme, une dictature terroriste ouverte" (4).

Et il précisa que cette dictature est "la dictature impudente des éléments les plus réactionnaires, chauvinistes et impérialistes du Capitalisme financier". (5)

Développant ces thèses de l'Internationale, les analystes marxistes examinent aujourd'hui comme un ensemble articulé les aspects économiques, politiques et idéologiques du fascisme et du néo-fascisme au sein de la problématique de la crise générale du capitalisme et comme un cas particulier du Capitalisme Monopoliste d'Etat. (6)

Les marxistes ont établi:

1. que d'un point de vue de classe le fascisme est une forme particulière de contre-révolution bourgeoise.

2. que la violence joue un rôle essentiel dans l'implantation et le fonctionnement du fascisme.
3. qu'au sommet de tout régime fasciste se trouvent toujours des forces et des organisations militaires et policières.
4. et que le fascisme use amplement de la démagogie nationaliste et du paternalisme social pour compromettre dans ses plans des secteurs sociaux, (parfois nombreux) qui l'aident à mener sa politique anti-populaire au bénéfice des monopoles.

En période de crise générale du capitalisme, le fascisme apparaît quand la bourgeoisie est contrainte de chercher des moyens pour sauver le capitalisme du péril de la révolution sociale. Comme manifestation de la décomposition de l'ordre bourgeois, comme symptôme extrême de sa crise générale, le fascisme ne peut absolument pas être tenu pour simple accident ou perturbation "extra-ordinaire" du processus de développement du capitalisme monopoliste. Au contraire, le fascisme est un fruit naturel du capitalisme dans sa phase ultime, dans sa phase impérialiste. Les germes du fascisme, ses possibilités en puissance, résident dans la tendance organique et sous-jacente du monopole capitaliste à la domination autoritaire et absolue. Ce qui ne signifie cependant pas que le fascisme apparaisse inévitablement dans tous les pays comme conséquence fatale du développement du capital monopoliste. Non, l'expérience montre que le fascisme n'est apparu que là où la société bourgeoise a subi une très profonde crise socio-économique, politique et morale: là où les conflits, la lutte de classes, sont parvenus à des situations limite qui tendent à ébranler le vieux système de pouvoir bourgeois sans parvenir à l'abattre, sans obtenir la victoire de la révolution socialiste.

Bref, le fascisme est toujours apparu dans le cadre d'une crise d'affaiblissement du régime bourgeois traditionnel, quand celui-ci ne pouvait plus être étayé et moins encore renforcé par le soi-disant jeu démocratique du parlementarisme et le pluralisme bourgeois des partis. Dans le cadre d'une crise qui ne peut être "résolue" qu'à partir des sphères où elle se produit; à partir de la stérilisation du potentiel déséquilibrant des masses.

Il faut ajouter à cela une autre remarque importante. Le fascisme, forme terroriste de domination de la bourgeoisie monopoliste, est lié à un processus de développement des monopoles qui est, en même temps, un processus d'identification des monopoles à l'Etat bourgeois. Ceci, -l'assimilation monopoles-Etat bourgeois-, donne forme au capitalisme monopoliste d'Etat (C.M.E.). C'est pourquoi nous disons que le fascisme est une forme de C.M.E., et que nous devons en chercher les racines dans les processus qu'engendrent les contradictions et conflits fondamentaux du capitalisme monopoliste, essentiellement dans les relations économiques et politiques internes. Il s'agit donc d'examiner en premier lieu comment se manifestent la recrudescence et la complexité des contradictions du capitalisme; de quelle façon concrète ces contradictions entravent la poursuite du développement des forces d'impulsion du capitalisme monopoliste.

A l'origine de la tension extrême qu'engendre le fascisme se trouvent aussi, - et non point au dernier rang - obstacles et conflits socio-économiques, politiques et moraux issus de modes de production et de vie pré-capitalistes, ainsi que des multiples conséquences de la dépendance face à l'impérialisme étranger.

Lorsque ces circonstances spécifiques de retard et de dépendance

présentent une force particulière, les contradictions et les problèmes propres au développement du capitalisme monopoliste s'aggravent et se compliquent considérablement, et le rôle "compensateur" de la politique s'amplifie. En général, tous les fascismes connus sont apparus dans le jeu d'une dialectique d'anciens et de nouveaux conflits, de contradictions pré-capitalistes internes et externes, qui deviennent insoutenables pendant la phase monopoliste du capitalisme.

Les fascismes portugais et espagnol apparurent ainsi, par exemple, dans la première moitié du XX^e siècle, lorsque, dans ces pays, les monopoles furent introduits sur une base économique faible. Faiblesse liée à l'industrialisation tardive, à la lente extinction de la féodalité dans les relations agraires, à l'étroitesse du marché intérieur, et à la modestie des sources internes d'accumulation de capital. Et ce n'est pas par hasard que, dans ces pays, l'Etat ait alors assumé le rôle de force de choc dans l'économie, celui de garant, et souvent, celui d'associé du capital monopoliste international.

Des nos jours, dans des situations également complexes et conflictuelles, certains pays dépendants, connaissant développement tardif des formes modernes de capitalisme, comme le Brésil, le Chili, et l'Argentine, ont vu ou voient s'implanter des régimes fascistes.

Sans tomber dans un mimétisme simplificateur qui consisterait par exemple à transposer mécaniquement les conclusions de l'étude des fascismes européens sur les cas latino-américains, il nous semble très important, du point de vue méthodologique, de considérer le rôle particulier de l'Etat comme facteur "extra-économique" dans le processus d'implantation du Capitalisme Monopoliste, et principalement du Capitalisme Monopoliste d'Etat. Plus précisément, la relation entre l'Etat, facteur "extra-économique" et le fascisme.

Nous pensons qu'il faut, pour ce faire, considérer les circonstances suivantes. Dans sa phase monopoliste, l'Etat agit en force incitatrice des relations capitalistes, et les modère, intervenant pour cela dans pratiquement toutes les phases de reproduction du capital social.

En période de crise générale du capitalisme, l'action économique de l'Etat a été et est considérable dans la construction et le maintien de l'infrastructure productrice, le contrôle du marché de la main-d'oeuvre, la préservation du marché intérieur pour les monopoles, et l'ouverture de possibilités d'expansion externe d'internationalisation du capital. Le besoin de mesures extra-économiques de l'Etat qui compensent la faiblesse de la base économique fut expliqué par Marx dans l'analyse de ce qu'on nomme accumulation primitive du capital. "La bourgeoisie, qui monte, mais qui n'a pas encore totalement triomphé, écrivait Marx, nécessite et emploie encore le pouvoir de l'Etat pour "normaliser" les salaires, c'est à dire, pour les contenir dans les limites qui conviennent aux producteurs de plus-value, allonger la journée de travail et maintenir l'ouvrier au niveau normal de subordination. C'est là un facteur essentiel de la dite accumulation primitive". (7)

Dans le cas qui nous occupe, on peut dire que c'est dans l'Etat, et avec sa participation directe, que se réalise le compromis "interne" entre les intérêts traditionnels et les tout récents intérêts monopolistes locaux, et également le compromis "extérieur" entre l'oligarchie autochtone et le capital monopoliste étranger.

Il en résulte ainsi que l'Etat est à la fois objet et sujet de compromis entre des forces conservatrices, impliquées dans des relations pré-capitalistes, et des forces dynamiques intéressées à l'accélération de concentration de la production et du capital, mais incapables de conquérir des positions de monopoles par leurs propres moyens, c'est à dire, dans l'impossibilité de suivre une "voie pacifique" de libre concurrence.

Et il ne faut pas oublier un autre aspect du problème. En assumant la fonction de force de propulsion du développement du capitalisme monopoliste, l'Etat lui-même subit des mutations. L'Etat déborde largement la sphère des superstructures qui est la sienne pour devenir le protagoniste direct des relations économiques. Ce qui se manifeste par le fait que les processus antérieurement ébauchés s'accompagnent toujours de la construction d'un mécanisme vertical de dirigisme étatique au service des monopoles, c'est à dire, d'un mécanisme propre au C.M.E.

Dans les cas qui nous occupent ici, le fascisme peut être envisagé comme la forme, ou la voie, spécifique d'implantation du capitalisme monopoliste et du C.M.E., employé en dernier recours par la classe des exploiters quand ils trouvent fermée devant eux par la résistance et l'élan révolutionnaire des masses, la voie spontanée, "pacifique", de concentration puis de monopolisation du capital.

Bref, le lien organique entre le capitalisme monopoliste d'Etat et le fascisme peut s'expliquer par la faiblesse des bases économiques, la tension sociale, et la rupture de l'équilibre politique existant. Somme toute, une crise qui ne permet pas le développement "pacifique" des monopoles. Dans ce cadre, le régime fasciste sert à l'élite des exploiters, de compensateur de la faiblesse de ses appuis matériels, d'instrument de son hégémonie absolue.

Autre face non moins important du problème: le fascisme n'est pas seulement un moyen de sauver le capitalisme, mais également un outil essentiel à l'exécution de nouvelles tâches que ne peut accomplir le système traditionnel de domination bourgeoise, celles du développement économique moderne.

En ayant recours au régime fasciste, la classe des exploiters "résout" la crise "par le haut", anéanti militairement ses adversaires de classe, au premier rang le prolétariat, et impose par la violence la "paix sociale".

Puisque la mission économique du fascisme ne se borne pas à sauver le capitalisme mais qu'il adapte son mécanisme de domination aux réalités économiques de son Etat monopoliste, ce régime doit concevoir et appliquer une nouvelle stratégie, réactionnaire, de développement. La stratégie économique des régimes fascistes n'eut jamais et n'a rien de particulièrement original. Temps et lieu la conditionnent. De ce point de vue, nous pouvons distinguer deux sortes de schémas du développement du capitalisme monopoliste sous les régimes fascistes.

Le premier type correspond au fascisme italien, allemand et espagnol (jusque vers 1950). Il se caractérise par une orientation anti-crise : l'Etat fasciste donnait l'impulsion à la reproduction de capital en créant ou en rénovant des secteurs de l'infrastructure industrielle et militaire, ce pourquoi il prenait en charge des domaines fondamentaux non rentables. Il menait en même temps une politique de protectionnisme outrancier pour réserver le marché intérieur aux mono-

poles. Par ses achats, subventions et investissements, souvent destinés à la militarisation et à l'expansionisme, par d'autres séries de mesures économiques et administratives en faveur des exploités; l'Etat fasciste tentait d'assurer le plein emploi du capital et de la main-d'oeuvre au sein d'une basse productivité globale. L'objet de ce schéma était d'utiliser extensivement les forces productives comme fondement d'une politique anti-ouvrière de salaires de misère.

Grâce à ces mesures de réduction de la consommation réelle des travailleurs, les régimes fascistes firent face à leur époque aux dangers de surproduction. Quant à l'étiquette "anti-capitaliste" de la politique économique fasciste on peut dire que c'est pure démagogie. La réalité c'est que la politique d'étatisation d'entreprises non rentables ne servit qu'à accélérer la concentration et la monopolisation du capital pour bâtir un système brutal de surexploitation.

Le second type de développement économique des régimes fascistes est celui que présentent aujourd'hui les nouveaux fascismes, (en particulier le brésilien) dont l'orientation dominante est la croissance économique. Un des aspects les plus évidents de cette orientation est son conditionnement et sa dépendance, (plus profonde et différente de celle d'avant) par rapport à la marche de l'économie et aux décisions des grands centres impérialistes.

Ce nouveau schéma correspond aux nouvelles réalités internes et externes, c'est à dire, aux conditions créées par les crises intérieures et la pression accrue des processus mondiaux (l'apogée du socialisme et du processus révolutionnaire mondial, l'inégalité du développement et la crise du capitalisme, l'exacerbation de la lutte de classes en son sein).

Ce second schéma tente d'utiliser au maximum les capacités internes de production de plus-value. Ce pourquoi il encourage l'affluence de capitaux et de technologies étrangers. Comme de juste, l'exploitation intensifiée accroît les vieux conflits, en suscite d'autres de nature et dimensions nouvelles. De vastes secteurs voient leurs conditions économiques, politiques et sociales affectées par la monopolisation fasciste et font ou peuvent faire cause commune contre l'ordre monopoliste de l'Etat fasciste.

En tout état de cause, il est évident que la principale conséquence d'une telle orientation est d'intensifier la monopolisation des capitaux et de renforcer le pouvoir autocratique de l'oligarchie financière.

Ce processus se reflète également dans la composition du bloc dominant. Dans tous les pays fascistes, on peut observer que le renforcement du pouvoir de la bourgeoisie monopoliste et son identification parallèle avec l'Etat s'accompagna d'une redistribution des classes dominantes. Tout d'abord, la politique de soutien à la grande propriété terrienne, et de monopolisation des affaires agro-industrielles sous l'égide de mécanismes de l'Etat monopoliste implique une interdépendance progressive des intérêts de l'oligarchie agraire avec la bourgeoisie industrielle et financière, c'est à dire, une véritable intégration du latifundio au système du C.M.E. Parallèlement se développent les élites bureaucratiques qui manipulent l'appareil économique, et qui deviennent, de droit, titulaires de la nouvelle oligarchie monopoliste.

D'autre part, l'injection d'importants capitaux étrangers ampli-

fie et renforce, à sa manière, le bloc dominant. Bien entendu, les monopoles étrangers n'établissent pas d'association paritaire, mais une association de dépendance technique, financière et politique envers l'associé minoritaire. Ainsi, donc, la dépendance ne disparaît pas, mais elle change de forme et de dimension et, à vrai dire, devient plus organique, plus capitaliste qu'auparavant.

Ces changements dans le camp des exploités ne sont qu'un aspect du processus de développement social et de polarisation des classes dans la société capitaliste. L'autre face de ce processus est la prolétarisation croissante de la population active et la détérioration, (ni simpliste, ni linéaire) de la situation de vastes masses laborieuses.

Pour résumer, nous pouvons dire que dans les pays où le capitalisme monopoliste se fraie un chemin par le canal du fascisme, les conflits propres à cette étape du capitalisme s'exacerbent singulièrement. Ceci pour deux raisons fondamentales. La première, c'est que des heurts supplémentaires accompagnent le retard et les déséquilibres internes, (en particulier ceux qui découlent des structures agraires caduques) et que la dépendance du capitalisme local face aux grands centres mondiaux de l'impérialisme engendre problèmes et contradictions. La seconde réside dans le fait que le régime fasciste attise et politise tous les différends et conflits sociaux. A ce propos, il convient de faire une autre remarque: en règle générale, il est indéniable que le caractère ouvertement répressif et réactionnaire du fascisme limite ses possibilités de mystification sociale propre à la "société de consommation" capitaliste, lui interdit d'utiliser un certain nombre de lieux communs idéologiques de la démocratie bourgeoise. Ce qui oblige les sphères dominantes à chercher de nouveaux procédés pour masquer les véritables desseins de leur classe, pour dissimuler la nature fasciste du régime. Par exemple, le post-fascisme espagnol emploie la rhétorique du soi-disant neo-capitalisme.

Aujourd'hui, les fascismes les mieux configurés, le fascisme brésilien particulièrement, combinent les leurres prétendument économiques et les protestations de nationalisme; croissance et sécurité sont le clef de voûte de cette mystification.

La croissance économique devient le principe idéologique fondamental pour voiler la nature fasciste du régime du capital monopoliste. Et bien que la nature réactionnaire du capitalisme monopoliste transparaît mieux dans les régimes fascistes, ils ne sont pas totalement dépourvus de la possibilité de déguiser la réalité sociale, de dévoyer les aspirations de certains secteurs sociaux, en manipulant surtout les appâts de la consommation. Mais ceci est une autre histoire. Il ne nous reste qu'à répéter que pour combattre efficacement la réalité et les mystifications du capitalisme monopoliste, il est indispensable de suivre la règle de "l'analyse concrète de la réalité concrète", pour cela même que la première condition pour changer une réalité, c'est de la connaître.

- NOTES (1) A. Gramsci, Oeuvres, Socialismo e fascismo (L'Ordine Nuovo 1922-1922), Ed. Einaudi, Turin 1970, p.101, voir également A.Gramsci: Sul fascismo, Ed.Riuniti, Rome 1973.

- (2) Thèses et résolutions du XIIIe Plenum de l'I.C.M., 1934 (russe)
- (3) Résolutions du Septième Congrès de l'I.C., Moscou 1935 (russe)
- (4) G. Dimitrov, O.E.M. 1957, t.I, p.378 (russe)
- (5) Idem.
- (6) Entre autres: A. Galkin, El fascismo germano, M.1967 et Sociologia del neofascismo, M.1967; B.R.Lopulov, Fascismo y movimiento obrero en Italia, M.1968; O. Alatri, Los origenes del fascismo, Roma 1957 (trad. en russe en 1961); Charles Bettelheim, L'économie Allemande sous le nazisme, Paris 1946.
- (7) Karl Marx, Le Capital, t.1, p.592, Ed. Cartago, Buenos Aires, 1956.

LE PROBLEME DE L'ETATISATION ET DE LA DES-ETATISATION DE L'ECONOMIE AU BRESIL: SA SIGNIFICATION ET SON IMPORTANCE

Par CLAUDIO BARROS

Ces notes ont comme principal objectif de dégager quelques-uns des principaux aspects de la controverse relative au problème de l'étatisation de l'économie brésilienne. Même si cette question a vu son importance diminuer en raison du contexte économique et politique du pays - aggravation de la crise économique et proximité des élections du 15 novembre - il nous semble qu'essayer de saisir la signification réelle du débat sur l'intervention de l'Etat dans l'économie reste de la plus grande actualité. Demeurer indifférent à ce problème ou le considérer, de manière simpliste, comme une "manoeuvre" de la dictature militaire (1) serait s'empêcher d'en tirer des enseignements et des orientations qui, certainement, seront utiles si l'on veut activer la lutte pour le rétablissement des libertés démocratiques et pour mettre fin à la dépendance vis-à-vis de l'impérialisme.

Il se peut que certains problèmes qui vont être analysés ici soient au centre des préoccupations et des débats qui se déroulent actuellement au sein des forces progressistes brésiennes, tant à l'intérieur du Brésil qu'à l'extérieur. Pour ce motif, ces notes ne prétendent être seulement qu'une première approche de ce sujet avec l'intention de davantage soulever des questions et émettre des hypothèses que de présenter des réponses et des solutions achevées.

L'analyse sera menée à partir de trois points principaux:

1. La récente évolution de l'intervention de l'Etat dans l'économie brésilienne;
2. La crise économique, la reconversion du modèle et ses conséquences;
3. L'intervention de l'Etat dans l'économie et ses implications pour les forces démocratiques et populaires.

1. LA RECENTE EVOLUTION DE L'INTERVENTION DE L'ETAT DANS L'ECONOMIE BRESILLENNE

Dans un régime capitaliste l'intervention de l'Etat peut se faire de deux manières principales: a) intervention au moyen de décisions de politique économique et b) intervention directe par l'appropriation et la gestion, par l'Etat, des moyens de production. Les mesures économiques d'intervention indirecte vont depuis les incitations aux investissements jusqu'aux financements à l'exportations de biens et de capital et à la restriction des importations en passant par l'équilibre de l'épargne et de l'investissement, la garantie de la demande et la réduction des coûts de production en vue d'augmenter le taux de profit.

L'action directe qui donne naissance au capitalisme d'Etat peut se concrétiser par la création d'entreprises nouvelles par l'Etat ou par l'expropriation ou nationalisation d'entreprises déjà existantes.

L'intervention de l'Etat dans les économies capitalistes, qu'elles soient développées ou en développement, est liée, fondamentalement, aux contradictions qui surgissent au cours du développement du capitalisme, principalement dans sa phase de Capitaliste Monopoliste d'Etat. Ces contradictions font que, peu à peu, l'Etat cesse d'être l'Etat de tous les capitalistes en vue de se transformer en l'Etat du grand capital financier et industriel, l'Etat qui défend les intérêts de la bourgeoisie en tant que classe, dans sa totalité, même si cela implique qu'il faille s'opposer aux intérêts immédiats de certains secteurs de la classe capitaliste.

Au Brésil, le processus d'intervention de l'Etat dans l'économie a acquis une certaine importance au cours des années 30; il se fit d'une manière indirecte et fut une conséquence de la crise mondiale de 1929 et de la Révolution de 1930. La première grande entreprise productive d'Etat ne fut créée qu'en 1943: ce fut la Compagnie Sidérurgique Nationale, à Volta Redonda (la Compagnie de la Vallée du Rio Doce avait été créée en 1943, mais sans l'importance économique prise immédiatement par la CSN). Plus tard, l'intervention directe de l'Etat ne s'amplifia de manière significative qu'en 1953, avec la création de la Petrosbras.

Ces derniers temps, une recherche menée auprès de 571 entreprises d'Etat (fonctionnant soit au niveau du gouvernement central, soit au niveau des états ou celui des communes) (2) a permis de vérifier que la grande majorité des entreprises de l'Etat était de formation récente. C'est ainsi que 60% des entreprises étudiées ont été créées de 1966 à 1976 et 19,4% entre 1961 et 1965; si bien que près de 80% des entreprises d'Etat analysées ont été créées au cours des 15 dernières années.

Les motifs de l'accélération de cette création d'entreprises d'Etat sont liés à l'essence même du développement du capitalisme au Brésil au cours de la période mentionnée. Après l'échec de la tentative de consolidation d'un type de capitalisme national avec Getulio Vargas (1954) (3) s'ouvrit la présidence de Juscelino Kubitschek que l'on peut caractériser, de manière sommaire, comme l'époque où s'est ébauchée et préparée l'ouverture de l'économie brésilienne à l'influence extérieure, avec l'objectif d'accélérer le rythme de développement capitaliste du pays dans un contexte de libertés politiques.

Toutefois, le succès même de la politique de développement de J. Kubitschek impliquait une aggravation sensible des contradictions sociales et économiques, avec des répercussions inévitables au plan de l'organisation institutionnelle du pays. Après la crise déclenchée par la démission de Janio Quadros et sa solution transitoire, on en arriva à l'épilogue de 1964, avec le coup d'Etat militaire contre Joao Goulart.

Il n'y a pas de doute qu'en dernière instance l'élément fondamental qui permit l'union de tous les secteurs de la bourgeoisie et des forces armées en vue du coup d'Etat fut qu'avec Joao Goulart au gouvernement il était probable que la crise structurelle qui affectait le capitalisme brésilien à cette époque soit résolue par un changement de régime, en direction du socialisme.

Sans chercher à déterminer ici jusqu'à quel point la crise écono-

mique et sociale de 1964 présentait ou non les conditions réelles pour mener à une transformation de régime (question qui échappe aux objectifs de ces notes) le fait est que ceux qui manigancèrent le coup d'Etat en étaient arrivés à la conclusion qu'il fallait agir - et de manière radicale - pour sauver le capitalisme en tant que régime pour le Brésil. Cette montée du niveau de conscience de classe de la bourgeoisie brésilienne s'est réalisée, et continue à se réaliser, par des cheminement tortueux, comme l'histoire de la dictature militaire, de 1964 à nos jours, permet de le vérifier. S'il est vrai que, tout au début, les aspects politiques prédominèrent, sans tarder se manifestèrent - et profondément - les changements de politique économique, ce qui ouvrit le chemin de la consolidation du Capitalisme Monopoliste d'Etat par le biais du perfectionnement et de l'augmentation de l'intervention directe ou indirecte de l'Etat dans l'économie.

Les premiers ajustements furent menés à bien grâce à la politique de fusions et de concentrations industrielles et financières de l'équipe dirigée par Roberto Campos, politique cimentée par le gel et la réduction des salaires réels de la classe ouvrière et de vastes secteurs de travailleurs salariés (ce qui fut rendu possible par l'usage d'une répression sans précédent contre le mouvement syndical). Le Fonds de Garantie par Temps de Service (FGTS) fut créé à cette époque ce qui signifiait la fin de la stabilité dans un emploi et ce qui a permis une mobilité de la main d'oeuvre qui réduisait les charges sociales des entreprises et augmentait les profits, en conséquence. On créa la "correction monétaire" (4) dans le but de stimuler le marché de titres publics ainsi que l'épargne privée; on mit en place de nouveaux instruments financiers tels que les fonds de transfert, les banques d'investissements et le système financier pour le logement (avec la Banque Nationale pour le Logement, BNH). Une réforme fiscale de grande ampleur fut également réalisée, ce qui entraîna une baisse sensible de la fraude fiscale; ce qu'on a appelé la "vérité des changes et des tarifs" fut mis en place et, pour couronner le tout, on accentua - en en faisant la ligne maîtresse du modèle économique en voie de consolidation - l'ouverture totale de l'économie au reste de l'économie mondiale que ce soit au plan des exportations et des importations ou que ce soit en attirant les investissements.

Comme on peut le constater, il s'agit essentiellement de mesures d'intervention indirecte de l'Etat dans l'économie, bien que parallèlement, le Capitalisme d'Etat fut également consolidé au moyen de la création d'entreprises nouvelles et de l'amplification de celles qui existaient déjà. Au même moment, des formes embryonnaires de programmation économique se développerent, telles que le Plan d'Action Economique (PAEG).

Ces mesures de "mise en ordre" du capitalisme provoquèrent des mécontentements dans plusieurs secteurs de la bourgeoisie. A la base de cette insatisfaction se trouve la différenciation créée entre les capitalistes suite à la concentration et à la centralisation de capital. Ces deux processus ne permettaient l'accès aux bénéfices de la nouvelle étape qu'à seulement quelques capitalistes et non à tous. Au niveau de la bourgeoisie, le secteur le plus sacrifié au cours de cette étape, fut essentiellement celui des petites et moyennes entreprises. Toutefois le mécontentement de certains secteurs de la bourgeoisie n'en vint jamais jusqu'à s'exprimer sous la forme de protestations plus organisées comme ce fut récemment dans l'affaire de "l'étatisation/dés-étatisation". Mais il est hors de doute que les premiers gouvernements militaires ont

pu compter sur beaucoup plus de "plasticité psychologique et politique pour accepter des mesures dures" (5) de la part de la bourgeoisie du fait que le "fantôme du communisme" était, à l'époque, beaucoup plus proche. Comme disait M. Kallecki, "la discipline dans les usines et la stabilité politique sont plus appréciés par les hommes d'affaires que les gains eux-mêmes" (6), ce qui aide à comprendre pourquoi, à cette époque-là, les protestations ne furent pas plus vives.

Ce processus de ré-adéquation du modèle économique de développement capitaliste s'accompagna de modifications au niveau de l'organisation politique du pays - telles que la suppression des partis politiques traditionnels, les "actes institutionnels" (7) et les suppressions de droits politiques - modifications décidées au fur et à mesure que l'opposition à la dictature militaire allait en s'augmentant. On peut même dire que vers le milieu de l'année 1968 les problèmes politiques gagnèrent une relative prédominance sur les problèmes économiques, ce qui mena le régime au tournant de décembre 1968, avec l'Acte Institutionnel n° 5, événement qui peut être considéré comme le début de la période néo-fasciste de la dictature militaire.

Cette prédominance de la problématique politique se prolongea encore un certain temps, une période de "boom" économique ayant commencé à partir de 1969, période connue plus tard sous le nom de "miracle" économique brésilien. Caractérisée par l'importance prise par la production de biens de consommation durables (avec l'industrie automobile comme industrie de pointe et avec un marché basé sur la concentration des revenus) ainsi que par l'exportation de biens manufacturés et par un accueil encore plus favorable que par le passé du capital étranger (d'où un endettement externe croissant), cette étape a bénéficié d'une situation favorable sur le marché international. C'était l'époque de la grande expansion économique dans les pays développés, comme l'indique le progrès de mouvement global du commerce mondial qui, de 1968 à 1973, est passé de 200 à 600 millions de dollars. Le parc industriel ayant alors une capacité de production sous-employée, la conjoncture concernant les prix étant favorable pour les produits d'exportation traditionnels, le modèle économique brésilien, dirigé par Delfim Neto, un adepte de Hobbes, a rencontré les conditions favorables au succès dans l'optique du développement capitaliste. Ce fut une période de développement relativement facile pour les chefs d'entreprises.

Une des caractéristiques fondamentales de cette phase du modèle économique fut la pénétration intensive du capital étranger par le biais de "joint-ventures" avec le secteur d'Etat ou par celui d'investissements directs ou encore par des associations avec des entreprises brésiliennes. Selon le journal "O Estado de Sao Paulo" (édition du 9-6-76), de 1971 à 1975 le nombre d'entreprises brésiliennes avec participation de capital étranger a augmenté de 57%.

De son côté, le processus d'intervention de l'Etat se trouva également renforcé. Le rapport investissements/Produit Interne Brut est passé de 14% en 1966 à 27% en 1975. Environ 60% du total des investissements de cette période furent réalisés par l'Etat. Le rapport dépenses budgétaires/Produit Interne Brut augmenta de façon significative, atteignant 27,7% en 1973. Les systèmes de collecte forcée de l'épargne populaire (F.G.T.S., Programme d'Intégration Sociale (P.I.S.), Programme de Formation du Patrimoine du Fonctionnaire Public (P.A.S.E.P.), le Fonds 157, etc....) prirent une importance croissante dans la mobilisation des ressources organisée par l'Etat. La plus grande agence de développement du gouvernement, la Banque Nationale de Développement

Economique (BNDE), augmenta de manière significative le montant total de ses aides qui passèrent (calculées en 1.000 cruzeiros en 1974) de 3.440.994 à 9.661.845 en 1973 puis bondirent de manière spectaculaire à 20.340.838 en 1974.(8)

En ce qui concerne la proportion relative des entreprises d'Etat par rapport à l'ensemble des entreprises en activité dans le pays, les données disponibles proviennent d'une recherche par sondage, réalisée en 1972, concernant les entreprises du Brésil les plus importantes (leur nombre n'est pas mentionné) (9). Selon cette source, la proportion des trois groupes d'entreprises (gouvernementales, privées à capital national et multinationales) était, en se référant au capital immédiatement réalisable et au chiffre d'affaires, la suivante:

TABLEAU I

	Capital réalisable (en %)	Chiffre d'affaires (en %)
Gouvernementales	35,39	20,72
Privées brésiliennes	24,21	24,01
Multinationales	40,40	55,27
	<u>100,00</u>	<u>100,00</u>

Comme on peut le voir, les entreprises privées (nationales ou étrangères) contrôlent 64,6% du capital réalisable total et 79,3% du chiffre d'affaires total. Par ailleurs, l'importance des entreprises d'Etat dans les divers secteurs de l'industrie de transformation, en comparaison avec la proportion des entreprises privées étrangères et nationales, peut être évaluée à partir des données fournies par le tableau suivant (Tableau 2), établi à partir du capital réalisable:

TABLEAU II

TABLEAU II

Entreprises d'Etat	Privées étrangères	Privées nationales
Recherche e extraction minière	62,8%	Matériel transport 67,9%
Chimie	58,4%	Minerais non métalliques 64,2%
Métallurgie	54,0%	Matériel élect/communications 72,5%
		Bois 94,3%
		Mobilier 97,2%
		Produits pham/vétérinaires 81,2%
		Cellulose/pap. 79,1%
		Tabac 99,6%
		Cuir,peaux 83,6%
		Caoutchouc 64,0%
		Mat.Plastiques 75,0%
		Textiles 79,2%
		Habillement/chaussures 95,1%
		Produits alimentaires 81,4%
		Boissons 85,3%
		Editions/imprimerie 97,3%

Source: Veja, 23 juin 1976, p.85.

Les données fournies par le tableau 2 montrent que les entreprises d'Etat prédominent dans la production de produits de base alors que les entreprises étrangères prédominent dans les secteurs modernes et les entreprises privées nationales dans les secteurs traditionnels. Il convient de mentionner, en outre, que les banques commerciales, tous jours en se référant au capital réalisable, 66,4% sont contrôlées par l'Etat, 29,0% par le capital privé national et 4,6% par le capital étranger.

Une autre enquête (10) présente les données relatives aux deux cents entreprises les plus importantes incluses dans la sélection des 5.353 entreprises classées dans le "Qui est qui dans l'économie brésillienne" de 1976. Parmi ces 200 plus grandes entreprises, 78 sont contrôlées par l'Etat (39%); elles représentent plus des deux-tiers du capital réalisable de ce groupe. Les six plus grandes entreprises sont entreprises d'Etat et leur capital réalisable dépasse la somme de 125 milliards de cruzeiros, ce qui correspond à un peu plus du tiers du capital réalisable total des 200 plus grandes entreprises du pays. En outre, ces 78 entreprises d'Etat emploient plus d'un demi-million de personnes (577.359), ce qui équivaut à 46,1% du total des personnes em

Le modèle économique de la dictature militaire, basé sur le développement associé et dépendant dont nous venons d'ébaucher les principales caractéristiques, a maintenu son dynamisme jusqu'en 1974. Cette année-là les suites de l'épuisement du cycle ascendant des économies capitalistes développées et l'affleurement des contradictions nées du modèle lui-même menèrent celui-ci à la crise. Les pays développés, pour faire face à la récession, adoptèrent diverses mesures parmi lesquelles la restriction des importations et la réduction des investissements et des crédits accordés aux pays en voie de développement, même à ceux qui, comme le Brésil, offraient toutes les facilités imaginables. Il n'était pas difficile de prévoir que de telles mesures restrictives allaient sérieusement affecter la très dépendant économie brésilienne dont une grande partie du dynamisme était justement fondé sur les relations avec l'extérieur. Avec les exportations limitées par l'adoption de mesures protectionnistes dans les pays développés, la diminution de l'offre de capital, avec les importations plus chères et avec le non-élargissement de son marché interne, le tant vanté "miracle" économique brésilien commença à se désintégrer. (11)

2. LA CRISE ECONOMIQUE, LA RECONVERSION DU MODELE ET SES CONSEQUENCES

La crise se manifesta dans toute sa vigueur en 1975. Le rythme de croissance du Produit Interne Brut, objet de tant d'éloges, et qui se situait autour de 10% l'an, atteignit seulement un modeste 4% cette année-là et fut accompagné d'une inflation de presque 30%. Pour 1976 on prévoit un taux de croissance du P.I.B. d'environ 5% mais l'inflation a déjà atteint, elle, 46,3% au cours des 12 derniers mois (septembre 1975-septembre 1976), ce qui est le taux le plus élevé depuis 1967. Selon toute vraisemblance, le déficit de la balance commerciale se situera, en 1976, autour de 2 milliards de dollars (12) soit presque le triple de ce qu'avaient estimé les responsables de la politique économique de la dictature. En 1975 le seul service de la dette extérieure a absorbé environ 40% de la valeur totale des exportations, proportion qui pourra dépasser les 50% en 1976. Conséquence de cette grave situation, la dette extérieure brésilienne qui avait atteint 22 milliards de dollars en 1975 pourra atteindre 28 milliards cette année.

Les premières mesures prises par les responsables de la politique économique de la dictature pour faire face à la crise ont été prises dans le but de réduire le déséquilibre de la balance commerciale. C'est ainsi qu'on essaya de faire des coupes sombres dans les importations (augmentation des droits d'importation et dépôts obligatoires équivalents à la valeur de la marchandise importée) et d'augmenter les exportations (au moyen de stimulants et de soutien encore plus généreux en faveur des exportateurs). Toutefois ces mesures de protection des exportations ont provoqué des réactions chez les pays industrialisés qui commencèrent à accuser le Brésil d'utiliser des techniques de "dumping" et qui, en conséquence, imposèrent des surtaxes aux importations de certains produits brésiliens, ce qui entraîna une aggravation encore plus sensible de la situation de la balance commerciale. Il faut signaler, en outre, toujours dans ce but d'améliorer la situation de

la balance des paiements, la politique extérieure de rapprochement avec les pays arabes et les pays africains.

De plus, on essaya d'attirer davantage les capitaux étrangers et pour cela, il fut concédé aux entreprises étrangères la possibilité de rechercher du pétrole en territoire brésilien par le biais de ce qui fut appelé les "contrats à risques"; c'est ainsi que prit fin le monopole d'Etat dans ce domaine.

Cependant ces mesures qui ne signifiaient pas une altération du modèle suivi jusqu'à présent se révélèrent inutiles et la crise continua à s'aggraver. Rapidement les contradictions du Capitalisme Monopoliste d'Etat, dans une perspective de développement associé dépendant, rendirent nécessaires un effort de reconversion du modèle.

Une telle reconversion, comme le montre très justement F.H.Cardoso (13) consiste à promouvoir de nouveaux réaménagements puisque s'achève le cycle de croissance basé sur la substitution des importations de biens de consommation durables, sur l'extension du marché des produits destinés aux classes à revenus très élevés ou moyennement élevés ainsi que sur l'exportation de produits manufacturés stimulée par un marché favorable. Ces réaménagements doivent préparer les mécanismes destinés à établir un nouveau palier d'accumulation capable de faire face à la nécessité de substituer l'importation de biens de capital et de garantir la création ou la continuité de programmes de production de biens industriels de base (sidérurgiques et non-ferreux, par exemple), de matières premières et de sources d'énergie (hydroélectriques et non conventionnelles).

Un des instruments de base de cette reconversion a été le Conseil de Développement Industriel (CDI) qui se mit à stimuler l'expansion de la production de matières premières et de biens de capital. Dans son compte-rendu de 1975 (14) le CDI indique qu'en 1971 seulement 3% et en 1973 seulement 1,3% des projets approuvés étaient destinés à la production de biens de capital. En 1974 ce pourcentage s'est situé autour de 4% mais en 1975, en pleine phase de reconversion du modèle, il a atteint 24,9%. Parallèlement, le gouvernement a réactivé, par le biais de la BNDE, les canaux de transfert de revenus en faveur des secteurs considérés prioritaires, ceci au moyen d'intérêts négatifs. (15). C'est ainsi que le programme de production de biens de base s'est vu garantir des intérêts de 3% par an, à l'exception des programmes concernant le ciment et la sidérurgie qui doivent payer 5%. La production de biens de capital sur commande a reçu un traitement prioritaire (3% par an) tandis que les programmes de création, d'offre, de demande et d'utilisation de technologie ont des taux d'intérêts encore plus favorables pouvant varier de 0 à 4%.

Pour réaliser une telle tâche la BNDE s'est vue attribuer des ressources extraordinaires provenant du transfert sous son contrôle des moyens importants dont disposent le PIS et le PASEP. Ces moyens, jusqu'en 1974, étaient indirectement à la disposition du réseau bancaire privé, par le biais du "by pass" de la Caisse Economique Fédérale et de la Banque du Brésil. Par l'intermédiaire de ces dernières les grandes entreprises (industrielles ou non), spécialement les étrangères, se fournissaient en fonds de roulement et parfois même en capital spéculatif (16).

On cherchait ainsi à répondre, par une production réalisée à l'intérieur du Brésil, à la demande croissante de biens de capital dont la consommation avait connu, de 1970 à 1975, une expansion moyenne d'environ

ron 24% par an, si bien que la participation des investissements fixes dans l'industrie de biens de capital est passée de 5% du total des investissements en 1973 à 25% en 1975 (17). Malgré cet effort de substitutions des importations, l'expansion subventionnée du secteur de biens de capital a rendu nécessaire l'importation d'environ 3,5 milliards de dollars d'équipements en 1975, ce qui montre la rigidité des mécanismes de reconversion du modèle en ce qui concerne la réduction du déséquilibre de la balance des paiements.

On peut imaginer que cette réorganisation du système économique allait provoquer des réactions de la part des secteurs de la bourgeoisie brésilienne ou internationale, qui avaient profité, d'une manière ou d'une autre, de l'étape antérieure. S'ouvrit alors une période de turbulence économique qui fut encore aggravée par la tentative de l'actuel gouvernement militaire d'institutionnaliser la dictature et de diminuer ainsi son isolement des bases populaires, tentative menée plus spécialement à la suite des élections historiques de novembre 1974 (18). Cette simultanéité de la reconversion du modèle économique et de la tentative d'opérer certains changements d'ordre politique (ce qui fut appelé de "distension graduelle") a créé des conflits d'une certaine ampleur entre les forces intégrant l'amalgame qui soutient la dictature militaire. Il faut noter que ces dissensions ont surgi dans une conjoncture où la disposition de la bourgeoisie à accepter des "temps difficiles" était sensiblement moindre qu'en 1964. De plus, les conditions de vie des secteurs de la population laissés pour compte ont atteint une limite périlleuse même dans une situation de régime néo-fasciste (19). Ce fut dans ces circonstances que prit naissance la campagne contre l'étatisation organisée par certains secteurs de la bourgeoisie brésilienne et de la bourgeoisie internationale.

Un des principaux arguments des "anti-étatisation" consiste à dire que les entreprises d'Etat exercent déjà un rôle dominant dans l'économie brésilienne. Or, si les données présentées précédemment (cf. Tableau 1) montrent clairement que les entreprises privées (nationales et étrangères) contrôlent 64,6% du capital réalisable et 79,3% du chiffre d'affaires total. En outre, si l'on retire des 35% correspondant au capital réalisable des entreprises d'Etat la part qui correspond aux secteurs considérés comme stratégiques (sidérurgie et pétrole) que même les "anti-étatisation" acceptent de voir gérer par l'Etat, la part des entreprises d'Etat est sensiblement réduite. En ce qui concerne également la destination des financements on peut constater que la BNDE augmente constamment son soutien aux entreprises privées: en 1962, 22% seulement des financements étaient destinés aux entreprises privées - en 1975 celles-ci en obtenaient 85% et en 1976 elles en obtiendront 90% (20). Ainsi tout paraît indiquer que les vrais motifs de l'insatisfaction de certains secteurs de la bourgeoisie concernent davantage l'orientation sectorielle que l'Etat imprime au processus de reconversion de l'économie ainsi que la forme employée pour mener ce processus à bien.

Au sujet de l'orientation il paraît évident que ceux qui protestent le plus sont les secteurs qui, au cours de la période antérieure, avaient investi dans les industries de biens de consommation durables, les industries d'exportation, la spéculation financière, la construction d'ensembles de logements financés par la Banque Nationale pour le Logement (BNH), tous secteurs qui étaient prioritaires lors du gouvernement précédent, celui du général Médici. Avec le changement de situation, provoqué par la grave crise économique, la technocratie gouverne-

mentale, après avoir tenté, sans résultat, de maintenir le modèle antérieur, en est arrivé à la conclusion qu'il n'y avait pas d'autre issue que de commencer une nouvelle étape centrée sur l'expansion du secteur de biens de production. Il en est résulté que les secteurs privilégiés au cours de l'étape antérieure se sont vus exclus des avantages fiscaux, des intérêts négatifs et du marché garanti par l'Etat et qu'ils ont commencé à voir leur "liberté d'initiative", pour investir dans les secteurs où les profits seraient les plus rapides, sensiblement limitée. Ainsi s'est aiguisée la contradiction entre l'Etat en tant que représentant et défenseur suprême du maintien de l'ordre capitaliste et l'intérêt immédiat de certains secteurs de la bourgeoisie (21), ce qui est une des caractéristiques fondamentales du Capitalisme Monopoliste d'Etat.

Par ailleurs, la forme utilisée pour réaliser ce processus de reconversion a contribué à accentuer encore plus les contradictions. Le pays étant soumis à une dictature militaire néo-fasciste (22), les instruments traditionnels que les secteurs de la bourgeoisie concernés pouvaient utiliser pour manifester leur mécontentement et pour obtenir des modifications se trouvent, plus ou moins, bloqués et rendus insensibles à la logique de certains chefs d'entreprise qui ne pensent qu'à l'immédiat. Ceci explique que la campagne contre l'intervention de l'Etat dans l'économie et pour la "dés-étatisation" soit accompagnée de manifestations véhémentes d'appui au libéralisme économique, de foi en la démocratie et de critiques contre l'autoritarisme.

Au chœur des protestations de certains secteurs de la bourgeoisie brésilienne s'est joint le mécontentement des multinationales (du moins de celles atteintes par la reconversion), et ceci bien que cette reconversion du modèle représente, en fait, une association encore plus étroite avec le capital étranger (de façon sélective, il est vrai). Les déclarations du Secrétaire du Trésor Nord-américain, Simon, et du Secrétaire d'Etat, Kissinger, tous deux préoccupés par "l'importance croissante de l'Etat brésilien dans l'économie" montrent que l'impérialisme n'apprécie pas cet aspect du modèle brésilien.

Les secteurs nationaux et internationaux touchés par ces mesures ont lancé, en 1974, une campagne de vastes proportions où se trouvèrent principalement inclus deux grands quotidiens (le "Jornal do Brasil" et "O Estado de Sao Paulo") ainsi qu'une revue hebdomadaire ("Visao"). Cette campagne avait pour but de réduire l'action de l'Etat aux seuls secteurs considérés comme pionniers; à ceux où il doit jouer un rôle de suppléance ainsi qu'à ceux liés à la sécurité nationale; cette campagne cherchait, en outre, à obtenir que soient dévolues certaines entreprises d'Etat à l'initiative privée. En opposition à ces secteurs s'est peu à peu formé un autre secteur qui défend l'intervention de l'Etat dans l'économie avec, pour objectif, la création d'un régime moderne de marché (le "capitalisme social"); parallèlement, ce secteur présente des aspects nationalistes, autoritaires et populistes. Les représentants de ce groupe favorable à l'étatisation se trouvent principalement parmi la technocratie d'Etat et certains secteurs militaires.

Il est éclairant de signaler certaines racines du processus d'étatisation telles que les voit un des plus grands et des plus radicaux instruments de la campagne contre l'étatisation, la revue "Visao"; on peut y capter le contenu idéologique réel de cette faction de la bourgeoisie ("Visao" est la propriété d'un des plus grandes entreprises d'ingénierie du Brésil, l'Hydroservice). Selon cette revue (23), les racines du processus d'étatisation seraient, au plan politique et au

plan idéologique, les suivantes: insuffisance du contenu idéologique de la Révolution (24) dont le programme de combat contre la subversion et contre la corruption est incomplet - éloignement des chefs d'entreprises de l'élaboration des décisions - déformation du système de planification qui d'indicatif est devenu autoritaire - préjugés anti-capitalistes et hostiles au profit de la part de la "technobureaucratie" de l'Etat. Au plan économique et financier, la revue mentionne le quasi-monopole de collecte, d'attribution et de gestion de l'épargne financière disponible pour les investissements avec la prétention de substituer au marché l'imposition de règles d'attribution et de dévolution des financements au moyen de mécanismes d'Etat. Enfin, la revue aborde la politique des prix fixés par l'administration, ce qui décourage la capitalisation dans le secteur privé et stérilise le mécanisme des prix en tant qu'élément d'orientation important pour les investissements. Comme on peut le voir, il s'agit surtout d'une réaction d'épouvante face au socialisme, aux mesures socialisantes, à la planification et à la fin du marché comme principal élément d'attribution des ressources financières. Il faut encore signaler que dans les documents des opposants à l'étatisation apparaît, de temps à autre, la mention de l'envahissement de l'économie brésilienne par les groupes étrangers et de la nécessité d'amplifier le marché interne, bien qu'il ne s'agisse là que de problèmes secondaires qui ne font pas partie des "racines" principales (25).

La campagne contre l'étatisation a atteint son point culminant au cours du premier semestre de 1976 et ses répercussions ont été sensibles au sein du gouvernement et des forces politiques tolérées (ARENA et MDB, le parti gouvernemental et le parti officiel d'opposition). Dès 1975, le gouvernement a répondu favorablement à certaines revendications du secteur privé lorsqu'il imposa, par le biais de la résolution du Centre de Développement Industriel (CDI) du 18-6-75, certaines restrictions à la croissance de la part de l'Etat dans l'économie. Plus tard, pour satisfaire certains secteurs patronaux, de nouvelles mesures ont été prises telles que: l'arrêt de l'augmentation du capital, par souscription publique, de certaines entreprises d'Etat - l'interdiction faite aux sociétés d'économie mixte d'utiliser les stimulants fiscaux - le paiement de l'impôt sur le revenu par les entreprises d'Etat - adoption de nouveaux indices de "correction monétaire" pour les crédits de la BNDE et, finalement, l'autorisation pour que les fonds du PIS et du PAESE puissent servir comme "underwriter" pour les investissements que le secteur privé désiderait réaliser.

Malgré ces concessions la campagne continua et obligea le gouvernement militaire à prendre position sur ce problème de manière plus concrète. Le premier pas fait dans ce sens apparut dans un document confidentiel du président de la BNDE adressé au ministre - secrétaire du Plan, ce dernier étant considéré comme un des principaux responsables de la politique d'étatisation suivie jusqu'alors. Dans ce memorandum (26) le président de l'établissement qui, par définition, devrait jouer le rôle le plus important dans la reconversion du modèle dit, en autres choses, ce qui suit: "Le processus (d'étatisation) que je viens de décrire, fruit des observations que j'ai accumulées tout au long de ces dernières années, est en train de faire naître un climat de grand perplexité et il est de mon devoir d'informer qu'il commence à introduire, dans le secteur privé, de sérieuses conséquences au plan des positions politiques de cette catégorie économique". Plus loin, l'auteur du document fait encore une autre observation à caractère politique: "Il est hors de doute que la perte de pouvoir relatif de l'entreprise privée

nationale peut conduire, à long terme, à une situation d'affrontement entre l'entreprise d'Etat et la grande entreprise internationale, sans qu'existe aucune autre force de conciliation, ce qui signifierait une confrontation en termes de pouvoir entre différents Etats".

Deux aspects fondamentaux se dégagent de ces affirmations: d'une part, la crainte que l'étatisation puisse provoquer des frictions politiques de certaine ampleur entre la dictature militaire et le patronat et, d'autre part, la peur de voir surgir des chocs au niveau de la politique internationale, en raison d'une possible radicalisation des positions "nationalistes", ce qui pourrait porter atteinte à l'afflux des capitaux étrangers si important pour le bon fonctionnement du modèle économique de la dictature.

Les déclarations du président de la BNDE reflètent, sans aucun doute, les difficultés que le régime militaire rencontre dans ses efforts pour sortir de la crise économique et de la crise politique où il se trouve embarqué. La reconversion du modèle, de la manière où elle a été conduite, s'est mise à empêcher une évolution satisfaisante du "réaménagement des alliances politiques au niveau des propres classes dominantes" (27), situation qui a été aggravée par les problèmes provoqués, au plan politique, par la tentatives des généraux Geisel et Golbery d'institutionnaliser la dictature. Une certaine conciliation, un réajustement des politiques économiques, devient donc nécessaire, ce qui concrétisa par une résolution du Conseil de Développement Economique (CDE), du 16-6-76, intitulée "Action pour l'entreprise privée nationale" (28). Dans ce document le gouvernement s'engage à prendre des mesures concrètes de renforcement de l'entreprise privée nationale (qui est considérée comme le point le plus faible du trio entreprises d'Etat-entreprises privées nationales - multinationales), en lui venant en aide sur le point où elle est le plus vulnérable, c'est-à-dire, l'aspect financier. Cependant, tout en appuyant l'entreprise privée, la résolution affirme que l'étatisation de l'économie ne sera pas sacrifiée dès lors que le gouvernement juge ne pas avoir avancé dans le domaine des infra-structures autant qu'il serait nécessaire. Mais il n'empêche que la résolution mentionne que l'Etat doit aider le secteur privé à occuper les "espaces vides", ce qui était jusqu'alors un privilège de l'Etat; elle mentionne, en outre, la restitution à l'initiative privée d'entreprises qui ne doivent plus, éventuellement, rester sous le contrôle de l'Etat (le cas des assurances est, en particulier, cité).(29)

Malgré certains aspects contradictoires, on peut considérer la résolution du CDE du 16-6-76 comme un renversement de tendance dans la politique économique suivie jusqu'alors par la dictature au sujet du secteur d'Etat, tout au moins en ce qui concerne l'extension de l'intervention directe dans l'économie (Capitalisme d'Etat). Par ailleurs, l'aide mentionnée en faveur des entreprises privés au plan financier peut entraîner une diminution de la capacité de l'Etat à orienter et à mobiliser des ressources pour le secteur des biens de production, ce qui ralentirait ainsi le rythme de reconversion de l'économie.

Face à ces perspectives il faut maintenant chercher à savoir si les nécessités objectives du Capitalisme Monopoliste d'Etat, dans son étape actuelle, rendront réalisable un "gel" ou une réduction du rythme d'expansion du capitalisme d'Etat au Brésil, ceci à un moment où la reconversion accélérée du modèle apparaît comme une condition indispensable pour éviter la banqueroute des comptes extérieures. Si l'on ajoute à ces facteurs la crise politique que vit le pays on peut conclure que le problème "étatisation - dés-étatisation" restera un point cen-

tral de controverses et de contradictions.

3. L'INTERVENTION DE L'ETAT DANS L'ECONOMIE ET SES IMPLICATIONS POUR LES FORCES DEMOCRATIQUES ET POPULAIRES

Au début de ces notes, nous avons signalé que ce serait une erreur de rester indifférent (c'est à dire que les forces progressistes ne devraient pas prendre position à propos d'un problème "interne" à la dictature) ou de considérer que le problème de l'étatisation et de la dés-étatisation n'est qu'une pure manoeuvre, car ce serait ainsi négliger la possibilité de tirer de cette question des enseignements utiles pour faire avancer la lutte menée en vue de la chute de la dictature. L'analyse du problème devient encore plus importante du fait que certains secteurs des forces progressistes brésiliennes (principalement à l'intérieur du pays) ont jugé (et jugent) nécessaires d'appuyer, au cours de l'étape actuelle de la lutte contre la dictature, soit le secteur anti-étatisation et "démocratique", soit le secteur favorable à l'étatisation et "nationaliste". En partant du présumé qu'il faut prendre une position il nous semble que le chemin le plus adéquat pour cela est d'arriver à une compréhension correcte du phénomène qu'est le Capitalisme d'Etat.

Il existe à ce sujet une vaste bibliographie de qualité (30) et il nous semble inutile d'entrer ici dans des considérations détaillées. Nous allons simplement chercher à rappeler quelques-unes des caractéristiques les plus importantes du Capitalisme Monopoliste d'Etat (CME) en vue d'en tirer quelques conclusions sur ce que devrait être la position des forces progressistes brésiliennes au sujet du problème de l'intervention de l'Etat dans l'économie.

Le passage du stade de monopole simple à celui de monopole d'Etat est caractérisé habituellement par les éléments suivants: intervention généralisée de l'Etat dans la vie économique et sociale, accélération du progrès technique et de la révolution scientifique, internationalisation de la production, inflation, crise monétaire nationale et internationale, accroissement de la main d'oeuvre salariée, accentuation des différences de position des classes sociales, extension de la lutte de classes. On peut dire que, dans le cas du Brésil, on retrouve toutes ces caractéristiques sauf la dernière que la dictature néo-fasciste empêche de se manifester en ayant recours à la répression (toutefois cette lutte est latente et elle dispose, lors d'un moment de crise, d'un grand potentiel révolutionnaire). Ici se manifeste le premier aspect spécifique du cas brésilien: la situation brésilienne est une situation de CME réalisé dans un contexte de dictature néo-fasciste, point que nous reprenons plus loin.

Un aspect crucial est la relation Etat-monopoles au sein du CME. A ce sujet il est également possible d'observer une rupture avec la phase du simple monopole car alors l'Etat, étant plus directement sous le contrôle des monopoles, voit son rôle s'accroître puisque tel est nécessairement l'intérêt des grands monopoles. Pourtant ce rôle s'exerce selon des modalités particulières qui, à certains moments, entrent en contradiction avec l'action des monopoles, ce qui peut accentuer la nécessité d'une transformation de la société. En d'autres mots, et ceci est

un aspect très important, entre les monopoles et l'Etat il n'y a pas fusion, ni séparation, mais une étroite interaction; chacun ayant un rôle spécifique et un but commun: celui de développer l'accumulation et la concentration de capital, d'augmenter les profits des groupes monopolistes. Il est peut-être utile d'ajouter que même si, en dernière instance, le rôle déterminant appartient aux monopoles, l'Etat, lorsque le "fantôme du communisme" se fait plus proche, manifeste avec plus d'autorité son pouvoir de coercition sur les monopoles (et encore plus fortement sur la classe ouvrière, c'est évident), ceci au nom de la défense de l'ordre capitaliste menacé. L'interaction Etat-monopole (et non leur fusion) est une donnée fondamentale pour comprendre toute une série de contradictions qui se manifestent au sein du CME, comme le montre le problème de "l'étatisation - dés-étatisation" au Brésil.

L'ensemble des aspects contradictoires du CME se manifeste encore plus clairement lorsque celui-ci atteint sa forme la plus achevée, c'est à dire, celle de la propriété d'Etat des moyens de production - le Capitalisme d'Etat. Dans ce cas, l'Etat fait directement partie de la structure économique: il investit du capital, réalise un processus de production et s'approprie la plus-value des profits.

Toutefois, on peut constater que, théoriquement, la propriété d'Etat des moyens de production pourrait ne pas obéir aux lois du profit maximum et de l'exploitation maximum de la classe ouvrière; il pourrait fixer des prix à des niveaux non-monopolistes et faire des investissements dont les fruits seraient à long terme. Cela veut dire que la propriété d'Etat des moyens de production offre, objectivement, un potentiel beaucoup plus grand de changement de type de développement économique capitaliste (en direction des intérêts des classes populaires) qu'un régime où prédominent les formes indirectes d'intervention de l'Etat dans l'économie. Il est évident que la transformation au plan de la réalité du potentiel révolutionnaire offert par le Capitalisme d'Etat dépend du rapport de forces entre, d'un côté, la classe ouvrière et les couches populaires en général et, de l'autre, le capitalisme monopoliste dominant, ceci dans le contexte de la lutte de classes.

Un autre aspect digne d'être souligné concerne le fait que l'entreprise d'Etat et ses techniciens (ce que certains appellent la "technobureaucratie" ou la "bourgeoisie d'Etat") affrontent fréquemment la contradiction qui existe entre, d'une part, l'exigence de rentabilité de l'entreprise (c'est à dire l'obtention d'un gain capitaliste) et, d'autre part, les décisions politiques provenant de la nécessité supérieure de sauvegarder le système. En même temps, les techniciens de ces entreprises - principalement les cadres supérieures mais pas qu'eux- découvrent la lutte de classes, la nécessité d'étendre la souveraineté nationale aux pressions étrangères et même celle d'améliorer les conditions de vie de la population (principalement lorsque "la patience politique des pauvres entre en déclin..."). De telles contradictions, aggravées par la concurrence et l'hostilité des entreprises monopolistes privées, nationales et étrangères (qui usent de tous les moyens pour contester l'efficacité de la bureaucratie des entreprises d'Etat), peuvent, dans la pratique, provoquer la création d'un "esprit de groupe", lequel, dans de nombreux cas, peut se transformer en conscience de la nécessité de dépasser la société capitaliste.

Une autre caractéristique du CME et, plus encore, du Capitalisme d'Etat est la nécessité de programmation, de planification économique d'interférence permanente, directe et indirecte, sur le fonctionnement de l'économie. Aussi détournées de leur sens ou purement intentionnelles

qu'ils soient, le concept de planification et la conscience de la nécessité de celle-ci sont, en dernière instance, une conquête idéologique du socialisme et une négation du système capitaliste. Il n'est déjà plus possible de maintenir un niveau acceptable d'accumulation de capital ou de garantir une orientation des investissements adaptée au maintien du système par le libre jeu des forces du marché. Les capitalistes peuvent, en tant que classe, être actifs à de nombreux niveaux de la vie sociale et économique, mais ils n'ont jamais réussi à investir en tant que classe: telle est une des principales raisons de la nécessité toujours plus grande de la planification, avec ses limites et ses contradictions, dans le CME.

Enfin, toutes les analyses du CME sont unanimes pour affirmer que celui-ci constitue le dernier chaînon du processus de transition du capitalisme au socialisme (ou, selon l'expression de Lénine, "le CME est l'anti-chambre du socialisme"); mais par lui-même - si l'on fait abstraction de la lutte de classes, de l'action des classes dominées pour arriver au pouvoir et transformer la société dans un sens socialiste - le CME n'implique pas un passage nécessaire au socialisme, une radicale transformation de la société capitaliste. Quoiqu'il en soit, dans le CME des forces sociales se trouvent libérées (bien qu'encore à l'état potentiel) qui deviennent chaque jour plus importantes tant au plan qualitatif qu'au plan quantitatif, forces qui jouent en faveur d'un changement de la structure économique et sociale.

Après avoir présenté cette synthèse de quelques caractéristiques du CME, il convient de se demander si elles sont valables dans une situation de dictature néo-fasciste, comme c'est le cas au Brésil. En raison de la féroce répression exercée contre la classe ouvrière et contre les forces démocratiques plus conséquentes, il n'y a pas de doute que les potentialités révolutionnaires offertes par le CME se trouvent sensiblement réduites. Mais cela doit-il conduire à une attitude d'indifférence à l'égard de la dynamique du CME et de l'intervention de l'Etat dans l'économie brésilienne? Nous croyons que la réponse est négative, ce qui veut dire que les forces démocratiques et révolutionnaires brésiennes doivent considérer comme un des éléments essentiels de leur plate-forme politique la défense et l'augmentation de l'intervention directe de l'Etat dans l'économie (même dans une situation de dictature), ayant en vue les caractéristiques objectives que présente le Capitalisme d'Etat.

Il est évident que l'intervention de l'Etat proposée doit être, dès maintenant, fondamentalement différente de celle qui est menée actuellement, ceci par la recherche d'un nouveau type de relations avec le capital étranger (basé sur la souveraineté politique et économique) ainsi qu'avec les monopoles nationaux (réduction de l'exploitation des masses populaires). Toutefois, et ceci est une condition fondamentale, la lutte pour la défense et l'augmentation de l'intervention directe de l'Etat dans l'économie ne peut être conduite séparément de la lutte pour les libertés démocratiques. Si bien que la position correcte serait de lutter à la fois pour l'intervention de l'Etat dans l'économie et pour la démocratisation.

En adoptant cette position on éviterait deux types d'équivoques possibles. Le premier serait de considérer les secteurs militaires favorables à l'étatisation ainsi que les directions et les cadres supérieurs de la technocratie d'Etat comme un noyau possible pour la formation d'un front anti-impérialiste; au sein de ce front, le problème de la démocratie diviserait les forces et cela doit donc être oublié pour l'instant. En effet, ce serait sacrifier la lutte pour les libertés démocratiques, en laissant de côté la profonde aspiration du peuple brésilien à la démocratie - après douze ans de répression, de torture et de censure - ceci dans l'esprit d'influencer "de l'intérieur" les secteurs nationalistes (autoritaires ou non) en vue d'élaborer une forme encore confuse de régime technico-civil-militaire, anti-impérialiste et, dans la mesure du possible, de gauche. Il faut souligner le caractère essentiellement élitiste de cette position qui maintient la participation des masses à un plan secondaire.

L'autre équivoque consisterait à considérer la lutte pour la démocratie comme un aspect si fondamental (et elle l'est réellement) que cela irait jusqu'à justifier l'union avec les secteurs de la bourgeoisie favorables à la "dés-étatisation" et aux libertés politiques. Dans ce cas, ce qui diviserait les forces favorables à la démocratisation serait justement l'intervention de l'Etat dans l'économie, principalement celle exercée de façon directe; selon cette deuxième position il faudrait laisser de côté la question du rôle de l'Etat puisque la lutte pour les libertés démocratiques serait alors la contradiction principale et que pour activer sa solution on pourrait, dans cette deuxième hypothèse, aller jusqu'à accepter "de faire revenir en arrière la roue de l'histoire" en "dés-étatisant" et en restreignant la zone d'intervention de l'Etat. Cette fois-ci, l'origine de l'équivoque est double: tout d'abord cette position sous-estime le caractère nécessaire du CME et du Capitalisme d'Etat pour que l'économie puisse fonctionner avec un minimum de crises acceptable du point de vue capitaliste - ensuite, elle sur-estime le sentiment démocratique d'une grande partie des secteurs "anti-étatisants" de la bourgeoisie qui, à de rares exceptions près, appuieraient (comme ils ont appuyé dans le passé) tout régime autoritaire du moment que leur taux de profit ne cesse pas de s'accroître.

C'est en ayant en vue ces divers aspects et en se rappelant la grave crise par laquelle passe l'économie brésilienne (crise qui rend inévitable la reconversion du modèle et, probable un élargissement du marché interne) que nous considérons comme plus adéquate historiquement la position qui postule à la fois l'amplification et la défense de l'intervention directe de l'Etat (avec une finalité différente de celle recherchée actuellement) et la lutte pour les libertés démocratiques, pour la démocratie.

Mais afin que cette position puisse représenter réellement un pôle d'union pour d'amples forces sociales et politiques dans la lutte pour mettre fin à la dictature néo-fasciste, il devient nécessaire de clarifier et de discuter à fond le problème de la démocratie. En effet, il ne s'agit pas de faire progresser une lutte pour les libertés démocratiques qui ait un caractère tactique et transitoire mais il s'agit d'un problème de fond qu'on peut résumer de la manière suivante: pour quelle démocratie les forces opposées à la dictature doivent-elles lutter? (31) S'agit-il d'un retour au régime libéral bourgeois d'avant 1964? Ou de formes de démocratie "avancée"? Que serait une démocratie avancée dans un pays comme le Brésil, après une expérience de douze ans de dictature (jusqu'à présent), face à de sérieux problèmes sociaux-éco

nomiques, dans une région telle que l'Amérique Latine, au sein de ce que l'on appelle le monde occidental? On peut affirmer, comme principe que le caractère avancé de la démocratie proviendrait du fait que, dans l'appareil d'Etat, seraient représentés les intérêts des classes les plus opprimées et les plus marginalisées de la population brésilienne, avec, en conséquence, une diminution relative de l'influence politique et économique des classes privilégiées par le régime actuel. Mais quelles seraient les formes d'organisation politique et institutionnelle qui garantiraient cette présence et permettraient, en même temps, de limiter le poids des secteurs privilégiés?

D'aucuns allégueront, peut-être, qu'une telle discussion, dans l'étape actuelle de la lutte contre la dictature est prématurée. Nous pensons, au contraire, que la réponse à ces questions est un des facteurs qui pourrait aider à élargir et consolider le bloc d'opposition à la dictature et qu'en conséquence il s'agit là d'une des tâches les plus importants qui attend les forces révolutionnaires.

NOTES

1. S'il est vrai que la dictature militaire essaye d'utiliser la question à des fins électorales, cela ne doit pas empêcher de rechercher à comprendre ce qui est essentiel dans ce phénomène ainsi que ses implications secondaires.
2. cf. Visao "Qui est qui dans l'économie brésilienne", 31-8-76, p.88.
3. Malgré de sensibles différences, à peu près à la même époque, les modèles de capitalisme de Peron et d'Arbenz (Guatemala) étaient mis en échec.
4. Il s'agit de la correction des effets de l'inflation par diverses mesures telles que l'indexation de l'épargne, l'indexation des créances, la réévaluation des bilans, etc...
5. cf. déclaration de R. Campos dans un interview accordé à la revue Visao, op.cit., p.30.
6. cf. son important article "Political aspects of full employment" dans "The last phase of the transformation of capitalism", Monthly Review Press, New York, 1972, p.78.
7. Il s'agit de décrets pris par l'exécutif hors des normes de la constitution.
8. cf. Conjuntura Economica, vol.29, n°10, octobre 1975.
9. Visao, 31 août 1976, p.22.
10. Visao, 31-8-75, p.197
11. L'effet de la récession externe fut encore renforcé par le fait que, pendant les années de "boom", les technocrates de la dictature ne se préoccupèrent pas d'augmenter la capacité instal-

lée des industries de base ni, non plus, d'établir un programme cohérent de substitution des importations; il s'en suivit une augmentation notable de la sensibilité de l'économie à une crise venue de l'extérieur.

12. Au mois de septembre 1976 le déficit atteignait déjà 1,9 milliard de dollars, cf. Veja, 20-10-76, p.132.
13. cf. sont très intéressants article "Etatisation et autoritarisme éclairé" in Estudos CEBRAP, janvier/fevrier/mars 1976, p.10.
14. cf. "Conjuntura Economica", vol.5, n°30, mai 1976, p.166.
15. L'importance de la BNDE comme source de collecte de ressources peut être appréciée en notant que son budget pour 1976 (40 milliards de cruzeiros) équivaut, à peu près, au montant total mobilisé par la Banque Mondiale pour son activité auprès de dizaines de pays.
16. cf. F.H.Cardoso, op.cit., p.16.
17. cf. "Conjuntura Economica", id., ibidem.
18. Elections des députés et d'une partie du Sénat, marquées par une avancée très sensible du parti officiel d'opposition, le Mouvement Démocratique Brésilien (MDB).
19. Roberto Campos, champion de l'abandon de l'économie aux mains des étrangers, reconnaît ce fait lorsqu'il note, dans un interview à Visao, en usant de son langage technocrate que "la patience politique des pauvres est en train de diminuer", cf. Visao, 31-8-76, p.32.
20. cf. déclaration du ministre Velloso à Visao, 19-4-76, p.42.
21. Une des principales causes de perplexité pour les secteurs "anti-étatisation" est ce qu'ils appellent "le grand paradoxe du mouvement révolutionnaire de 1964", c'est à dire, le fait que l'étatisation de l'économie ait été réalisée par des gouvernements profondément favorables au secteur privé.
22. Il ne faut pas oublier qu'historiquement une des fonctions du fascisme a été, justement, de résoudre la résistance relative du "big business" face à l'intervention de l'Etat sur une grande échelle.
23. cf. édition du 12-7-76, p.80.
24. C'est ainsi que les militaires ont nommé le régime qu'ils ont installé au Brésil suite au coup d'Etat de 1964.
25. Un des paladins de la campagne contre l'étatisation, l'amiral Macedo Soares Guimaraes, affirme, dans le "Jornal do Brasil", du 10-10-75, qu'il est globalement favorable à l'augmentation des investissements (étrangers) et à la réduction des emprunts. Dans ce but, il propose une révision de la loi sur le rapatriement des profits dans un sens encore plus favorable au capital étranger.
26. Publié intégralement dans le "Jornal da Tarde", de Sao Paulo, le 26-5-76, p.11.
27. cf. F.H.Cardoso, op.cit., p.22.
28. Publié intégralement dans le "Jornal do Brasil", Rio de Ja-

RAPPORT ET TEMOIGNAGES

LE CAPITAL MONOPOLISTE FRANCAIS DANS L'ECONOMIE BRÉSILIENNE

Le coup d'Etat de 1964 qui installa la dictature militaire s'est répercuté profondément sur le processus de développement du capitalisme brésilien. La politique économique de la dictature, basée sur un accroissement de l'exploitation des travailleurs, par la réduction de leurs salaires à un niveau de subsistance biologique, sur un contrôle sélectif du crédit détruisant ainsi les petits et moyens capitaux et sur l'ouverture de l'économie brésilienne aux capitaux monopolistes internationaux, accélèra le processus déjà existant de concentration et centralisation du capital, créant de meilleures conditions pour la reproduction du capital monopoliste.

Le caractère fondamental de ce processus de concentration et centralisation est de se trouver sous l'hégémonie du capital monopoliste international ce qui a pour conséquence le processus de dénationalisation et décapitalisation de l'économie. Le but de cette étude est de montrer les formes de ce processus de dénationalisation et décapitalisation et en particulier le rôle qu'y joue le capital monopoliste français.

1. Le Capital Monopoliste International et l'Economie Brésilienne.

A partir de 1968, année qui marque la fin de la période de recession (63/67) de l'économie brésilienne, on peut noter une intensification du flux d'entrée du capital monopoliste international au Brésil. Celle-ci peut être évoluée en prenant comme base la moyenne de l'augmentation annuelle du capital social passé sous son contrôle qui fut de l'ordre de 500 millions de dollars pour la période 68/74. C'est ainsi qu'au 31/12/74 la totalité des investissements étrangers au Brésil atteignait 6.027 millions de dollars, plus de 30% desquels furent appliqués pendant les 3 dernières années et près de 55% pendant les 6 dernières années. Ces données montrent l'accélération du processus de pénétration du capital monopoliste international dans l'économie brésilienne après l'implantation de la dictature.

TABLEAU I

TABLEAU I

Investissements étrangers au Brésil

Année	Investissements	Reinvestissements	Total
1963	30	57	87
1964	28	58	86
1965	70	84	154
1966	74	85	159
1967	76	39	115
1968	63	48	111
1969	189	133	322
1970	146	22	168
1971	169	395	564
1972	337	201	538
1973	938		1450

Quant à l'origine du capital monopoliste international dans l'économie brésilienne celui provenant de 6 pays - EEUU, RFA, Japon, Suisse, Canada et Angleterre - détiennent pratiquement 80% du capital social contrôlée par des groupes étrangers, ceux provenant des EEUU contrôlent 36,3%, ce qui vient confirmer l'hégémonie du capital monopoliste américain au Brésil. Cependant, on doit signaler, qu'à partir de 1969, les investissements français et japonais sont en plus grande expansion.

TABLEAU II

Participation des 10 principaux pays étrangers investissant au Brésil (juin 1974)

Pays	Investissements et Reinvestissements	
	US\$ millions	%
EEUU	1855	36,3
RFA	586	11,4
Japon	429	8,4
Suisse	424	8,3
Canada	361	7,1
Angleterre	349	6,8
France	207	4,5
Panama	154	3,0
Antilles Hollandaises	117	2,3
Hollande	114	2,2

TABLEAU III

Evolution des investissements étranger au Brésil
(1969 = 100)

Pays	1973
France	603
Japon	578
Suisse	343
Angleterre	314
RFA	294
Canada	216
EEUU	211

Les données servant à montrer l'accélération du processus de pénétration du capital monopoliste international et l'origine de ce capital sont cependant insuffisants pour déterminer son rôle dans l'économie brésilienne. Pour mettre en lumière ce rôle en analysera une série d'autres variables: les préférences sectorielles du capital monopoliste international, le contrôle des marchés, l'évolution de ces investissements comparés avec ceux des capitaux nationaux, la proportion des investissements provenant des bénéficiaires obtenus au Brésil, leur taux de rentabilité en comparaison avec celui du capital national et les différentes manières voilées d'envoyer ces bénéfices à l'extérieur. La composante de toutes ces variables donnera une idée du processus de dénationalisation et décapitalisation de l'économie brésilienne.

La première manifestation de l'orientation sectorielle du flux du capital étranger est sa concentration à plus de 80% dans l'industrie de transformation. Les causes de ces concentrations doivent être cherchées dans l'importance que représente ce secteur dans l'économie nationale en termes de croissance (en moyenne 17% par an pendant les 6 dernières années contre 5% pour l'agriculture) et en termes de participation du PIB (31% contre 15,5% pour l'agriculture). Une autre manifestation de cette orientation sectorielle peut-être constatée par l'évolution des investissements étrangers est relative à la totalité des investissements dans l'industrie de transformation: en 7 ans l'investissement est passé d'une participation d'un peu plus de 10% à une participation de 35% ce qui montre une tendance au contrôle de ce secteur.

TABLEAU IV

Participation des investissements étrangers dans l'industrie
(1963/1969)

Année	Participation	Année	Participation
1963	11%	1967	26%
1964	14	1968	20
1965	16	1969	35
1966	14		

Cette orientation du flux du capital étranger dans l'industrie de transformation ne signifie pas une orientation uniforme dans les différentes branches de ce secteur, au contraire on peut constater dans ce flux la concentration dans quelques branches: métallurgie, mécanique, matériel électrique, communication et matériel de transports. Les causes de cette concentration sont basées sur le taux de croissance élevés de cette branche, haute degré de concentration et importants marchés.

Une étude récente de l'Instituto de Planejamento Economico e Social - IPEA - sur les Entreprises Multinationales montre la corrélation existante entre les branches productives de plus grande croissance de l'industrie national et la participation du capital monopoliste international. Les secteurs industriels comme Mécanique, Matériel Electrique, Matériel de transports se sont accrus avec respectivement des taux moyens annuels de 16,2%, 14,7% et 14,7% entre 1966 et 1973, la participation des capitaux étrangers dans ces secteurs étant de 74,6%, 76,16% et 96,44% respectivement.

Cette étude basée sur l'échantillon des 10 entreprises, les plus importantes de 23 secteurs, a établi une autre type de corrélation, celle du degré de concentration de certaines branches de l'industrie grâce à la participation du capital monopoliste international, montrant la différence au niveau de la concentration des capitaux nationaux et étrangers: le patrimoine liquide moyen des groupes étrangers atteint US\$ 28.973.853,33 contre US\$ 13.152.386,67 pour les groupes nationaux représentent 45% du patrimoine liquide des groupes étrangers.

Quant au potentiel des marchés où s'est concentré le capital étranger on peut constater, ces dernières années, une augmentation de sa participation dans la totalité des ventes de l'industrie qui est passé de 29% à 43%. Ce qui représente une meilleure position que celle qu'elle occupe dans la participation de la totalité des investissements de l'industrie (35%). Parmi les secteurs sélectionnés par le flux du capital étranger on observe la situation suivante: dans le secteur de Matériaux de Transport les entreprises étrangères contrôlent 90% du total des ventes; dans le secteur de la Mécanique elles contrôlent 70%; dans le secteur du Matériel Electrique et des Communications elles contrôlent 54,4% des ventes.

Ce sont ces positions privilégiées, contrôle des branches plus dynamiques de l'industrie de transformation, qui permettent la croissance de la participation du capital étranger dans l'économie brésilienne. Une donnée significative est la croissance moyenne annuelle de l'investissement étranger dans l'industrie de transformation qui atteint 26% pour la période de 1969 à 1973 passant de US\$ 1.419,9 millions pour US\$ 3.602,9 millions, contre une croissance moyenne annuelle de l'ordre de 22% pour les investissements nationaux. Ce taux élevé de l'expansion de l'investissement étranger n'est pas uniquement dû au flux du capital étranger mais aussi aux réinvestissements provenant des bénéfices obtenus lors des exercices antérieures et qui représentent 30% du total des capitaux sous contrôle du capital monopoliste international.

TABLEAU V

TABLEAU V

En % - 1968

Industrie	Etat	Capital National	Capital Etranger
Produits d'Alimentation	-	65	35
Papier	-	70	30
Pharmaceutique	-	14	86
Chimie	4	38	48
Sidérurgie	65	18	17
Machines	-	41	59
Pièces Détachées	-	32	68
Véhicules à Moteur	-	-	100
Mineraux	62	18	20
Aluminium	-	52	48
Verre	-	10	90
Ciment	-	85	15
Produits en Caoutchouc	-	-	100

Le tableau V permet d'évaluer le poids du capital étranger dans l'économie brésilienne et plus particulièrement dans l'industrie, en la comparant avec les capitaux de l'Etat et privés nationaux.

On peut observer que le poids du capital étranger dans l'économie prise dans son ensemble, est petit, de 8,5%, mais dans l'industrie par contre, le capital étranger contrôle les branches des Machines, Pièces Détachées, Véhicules à Moteur, Verre et Produits en Caoutchouc et domine à raison de 48% les branches de la Chimie et de l'Aluminium. Il faut cependant noter que ces données sont de 1968 et pendant ces dernières années l'économie a enregistré des taux élevés de croissance et d'investissements de capitaux étrangers.

Selon ce tableau le capital étranger représentait une participation de 8,5% dans l'ensemble des capitaux de l'économie et de 31% dans l'ensemble des capitaux de l'industrie, ces chiffres seraient pour le capital national respectivement de 73,5% et 33% et pour l'Etat de 18% et 36% respectivement.

Les données fournies ci-dessus permettent de comprendre la raison de l'existence d'une tendance structurale à la dénationalisation de l'économie brésilienne et la manière hégémonique de reproduction du capital monopoliste international dans le cadre du développement capitaliste brésilien.

L'autre tendance que l'on prétend analyser, comme conséquence du contrôle de l'économie par le capital international, est celle de la décapitalisation de l'économie résultant de l'exportation des bénéfices qui se réalisent sous les formes les plus variées. Cela vient du fait que les entreprises étrangères ont un taux de rentabilité plus élevé que les entreprises brésiennes, de sorte que parmi les 5.113 plus grandes entreprises installées au Brésil, les étrangères ont un taux de bénéfices moyen de 19,73%, les nationales de 15,45% et celles de l'Etat de 10,6%.

En fait, il y a une différence encore plus grande entre le taux de bénéfice des entreprises étrangères et le taux de bénéfice des entreprises nationales que celle indiquée par les chiffres précédents,

car dans ce taux ne sont pas comprises les dépenses effectuées pour l'importation de technologie et l'on sait qu'elles représentent pour beaucoup de remises de bénéfices déguisées. La remise du bénéfice, dissimulée en importation de technologie, constitue un expédient très avantageux pour les entreprises multinationales, car, la remise de bénéfices dépassant 12% du capital sont fortement taxées par l'impôt sur le revenu, la déviation d'une parcelle de ces bénéfices pour le paiement de la technologie permet de résoudre le problème. Elle permet même aux entreprises multinationales d'envoyer tout ce qu'elles veulent sans payer d'impôts puisque le plafond pour le paiement externe de technologie atteint 5% du chiffre d'affaire qui, comme en le fait, atteint des chiffres 4 fois supérieurs au capital social, le total des paiements pour la technologie pouvant atteindre le montant de 20% du capital.

Encore en ce qui concerne les bénéfices des entreprises multinationales on peut constater qu'une part est envoyée à l'extérieur sous forme d'intérêts. Tel fait vient de la préférence du capital étranger de maintenir une partie de ses inversions sous forme d'emprunts. En fait, il est plus intéressant d'investir sous forme d'emprunts, car cela permet la remise de bénéfices sous forme d'intérêt comportant une moindre charge d'impôts sur le revenu, avec en plus, comme pour l'assistance technique les intérêts sont additionnés aux dépenses des entreprises diminuant aussi le bénéfice à être taxé par l'impôt sur le revenu. C'est cela qu'explique pourquoi les entreprises multinationales possèdent une grande tendance à s'endetter, ayant une partie de la responsabilité de la dette externe brésilienne. Autre avantage du point de vue des multinationales et comme il s'agit de compromis international, le Brésil est obligé de trouver des devises pour payer l'amortissement et les intérêts, à la différence de ce qui arriverait avec les remises de bénéfices et les dividendes dans la situation de difficulté dans la balance des paiements.

Dans la totalité du bénéfice réellement obtenu par les entreprises multinationales deux autres éléments doivent être considérés, la surcharge et la souscharge. De telles modalités de remises déguisées peuvent survenir, quand il existe une intégration verticale entre la subsidiaire et la matrice ou n'importe quelle autre entreprise liée au groupe multinational. Quand la subsidiaire utilise systématiquement de produits importés elle pourra au moyen de paiement de prix plus élevés (surcharge) transférer une partie des bénéfices vers la matrice. Un exemple est celui de l'industrie pharmaceutique où presque toutes les filiales vendent des produits à sa matrice ou à des entreprises qui leur sont liées à des prix inférieurs à ceux du marché et un exemple plus récent est celui de l'entreprise Borregard, filiale d'une entreprise norvégienne.

Pour en finir avec les arguments sur le rôle de décapitalisation du capital monopoliste on présente un tableau du comportement de 11 entreprises multinationales en ce qui concerne le mouvement de capitaux depuis son implantation jusqu'au juillet 1975.

De ces entreprises multinationales, classifiées parmi les plus importantes de son secteur productif, toutes renvoyèrent à l'extérieur, à titre de remises de bénéfices, dividendes et importations de technologie, quantité de capital supérieur à celui qui amenèrent au pays sous forme d'investissement. On doit observer qu'ont été comptés tous les investissements réalisés mais les sorties de capitaux correspondent seulement à ceux des 10 dernières années. Selon ce tableau les entre-

prises multinationales sont responsables pour l'entrée de capitaux de l'ordre de 298,8 millions de dollars et une sortie de l'ordre de 774,5 millions de dollars à peine pendant les 10 dernières années, laissant un bilan négatif de l'ordre de 500 millions de dollars.

TABLEAU VI
Bilan de Capitaux jusqu'à juillet 1975 en millions de US\$

NOM	Investissement	Re-investissement	Bénéfices Dividendes remis d/1965	Dépenses d'importation technique d/65	Entrée de capital dans le pays depuis l'implantation d/65	Sortie de capital d/65	Bilan (-)netif gain (+)positif	Importations effectuées en 1974
Volkswagen	119,5	72,8	70,6	208,5	119,5	279,1	-159,6	146,8
Rhodia (Rhône-Poulenc)	14,3	108,7	39,9	20,7	14,3	60,6	-46,3	88,4
Esso	1,8	67,7	44,5	-	1,8	44,5	-42,7	-
Pirelli	28,7	37,8	45,1	19,8	28,7	64,9	-36,2	93,8
Phillips	9,9	51,2	5,0	9,4	9,9	14,4	-4,5	59,2
Firestone	4,1	44,5	48,1	2,1	4,1	50,2	-46,1	35,6
Gen.Electric	13,9	32,2	19,4	4,3	13,9	23,7	-9,8	30,5
Souza Cruz (British Tabac)	2,5	129,5	81,3	1,0	2,5	82,3	-79,8	15,9
Johnson Anderson Clayton	0,7	34,0	17,0	5,7	0,7	22,7	-21,9	10,7
	1,4	28,2	16,8	-	1,4	16,8	-15,4	-
Ligth	102,0	86,4	114,7	0,6	102,0	115,3	-12,7	43,3
TOTAL					298,8	774,5	-475,7	524,2

Source: Rapport MDB - Commission Parlementaire d'Enquête sur les Multinationales

Ce travail ne serait pas complet si l'on n'y ajoutait quelques données sur le niveau de salaire des travailleurs de l'industrie brésilienne ce qui est une des grandes attractions pour le capital monopoliste international.

TABLEAU VI

Rémunération de la Force de Travail Non-Spécialisée
1971 - en US\$ (1 dollar = 5,287 cruzeiros)

Secteurs de l'industrie	Salaires Mensuels
Produits d'alimentation	42,9
Textile et Habillement	45,0
Chaussures-	34,2
Papier	52,9
Chimie et Pharmacie	73,7
Plastiques	49,1
Minerais non métalliques	45,8
Métallurgie	58,0
Mécanique,Electrique,Electronique	56,7
Véicules	87,7
Moyenne Globale	53,5

Source: Département National de la Main d'Oeuvre

On peut ajouter à ce tableau le fait que les salaires réels des travailleurs ont énormément diminué avec l'implantation de la dictature, ainsi en 1971 quand le salaire minimum était de 187,20 cruzeiros (35,4 dollars) et a été augmenté à 225,60 cruzeiros (42,7 dollars), l'ouvrier brésilien avait déjà besoin de 750,30 cruzeiros (141,9 dollars) pour maintenir le niveau de vie qu'il avait en 1958.

2. Le Capital Monopoliste Français dans l'Economie Brésilienne

Le capital monopoliste français occupe, selon des données de juin 1974, la septième place par ordre d'importance des investissements des différents capitaux monopolistes étrangers dans l'économie brésilienne, atteignant la valeur de US\$ 207 millions et la participation de 4,5% du total des investissements étrangers. A la première vue ces données montreraient leur faible importance dans l'économie brésilienne ce qui ne correspond pas à la réalité si l'on tient compte de la tendance à l'intensification de son intérêt pour l'économie brésilienne et sa concentration sectorielle.

Le progrès de l'intérêt des capitaux monopolistes français pour l'économie brésilienne peut être observé à travers l'évolution des exportations françaises pour le Brésil qui ont passé d'un indice 100 en 1969 à un indice 492 en 1974, et à travers l'intensification du flux

d'investissement direct des capitaux français qui est passé de l'indice 100 en 1969 à l'indice 603 en 1973 ce qui représente le plus important taux de croissance des investissements des différents capitaux mo nopolistes étrangers (tableau VIII).

TABLEAU VIII

Evolution du Commerce Extérieur de la France avec le Brésil

(Prix CIF - FOB)

Année	Valeurs en Millions F		
	Importations	Exportations	Soldes
1969	681	338	- 343
1970	913	444	- 469
1971	880	756	- 124
1972	1.033	951	- 82
1973	1.336	1.133	- 203
1974	1.797	1.662	6.135

Comme fait plus récent (1975) au sujet de l'intérêt du capital monopoliste français à investir dans l'économie brésilienne on peut citer: deux projets d'investissements de Peugeot, un projet d'investissement de Michelin et la participation actionnaire de Creusot-Loire dans une entreprise brésilienne..

Peugeot a présenté un premier projet d'investissement à la Superintendência do Desenvolvimento do Nordeste (SUDENE) en vue de l'implantation d'une usine de production de moteurs Diesel, qui prétendait produire annuellement, à partir de 1978, 50.000 moteurs, 20.000 desquels seraient exportés en France, soit 40% de la production. Elle a présenté un deuxième projet d'investissements d'un montant quatre fois supérieur à celui de l'usine de moteurs, pour la fabrication de camions. Ce projet entraînerait un investissement de 200 millions de dollars.

Michelin va installer au Brésil dans l'Etat de Rio de Janeiro une usine de pneumatiques renforcés par de l'acier pour des camions et autres poids lourds. Le Ministère de l'Industrie et du Commerce a déjà approuvé la demande de Michelin et l'entreprise doit présenter prochainement le projet définitif de l'installation afin de bénéficier des avantages offerts par le Gouvernement Brésilien. L'investissement prévu se monte à approximativement 160 millions de dollars, employant près de 2.000 personnes et devra exporter une grande partie de sa production.

Creusot-Loire a négocié une participation actionnaire de 15% dans l'entreprise Metallurgique Nossa Senhora da Aparecida (Sao Paulo). Dans cette association avec l'entreprise brésilienne qui possède un capital de 14 millions de dollars et produit 200.000 tonnes d'acier par an, Creusot-Loire mettra à la disposition de l'entreprise brésilienne son know-how dans la fabrication de l'acier et se compromet à commercialiser sur le plan international les produits de l'entreprise brésilienne.

Dans tous ces projets, il apparait évident que l'intérêt est produire au Brésil, pour exporter, dans quelques projets, en France, ce qui est compréhensible si l'on fait compte du niveau des salaires de l'ouvrier brésilien (Tableau VIII) relativement bas en comparant avec celui de l'ouvrier français, ce qui réduit les prix de revient de la production.

Analysant la pratique la plus courante du capital monopoliste français au Brésil on peut observer que sa politique est de s'associer avec d'autres groupes économiques brésiliens ou étrangers ce que lui permet une influence supérieure dans l'économie que celle correspondant à son investissement. Ainsi, une étude réalisée à partir de données de la revue "Visao" (Qui est qui dans l'économie - 1975) permet conclure que le patrimoine liquide des 57 entreprises, non financières, qui ont une participation du capital français et font partie de la liste de la revue (patrimoine liquide supérieur à 1 million de dollars) atteignant US\$ 419.287.733 est deux fois supérieur à celui des investissements français (207 millions de dollars) dans l'économie brésilienne.

Du point de vue de la concentration sectorielle les tendances que l'on peut observer à partir des données de l'étude citée précédemment, sont: concentration dans le secteur industriel - 88,28% du patrimoine liquide et les 87,74% du chiffre d'affaire de ces 57 entreprises se trouvant dans le secteur industriel.

Dans le secteur industriel il existe une tendance à la concentration dans les branches suivantes: les produits de minerais non métalliques concentre 34,30% du patrimoine liquide et 24,81% du chiffre d'affaire des 57 entreprises, dans la chimie 15,06% du patrimoine liquide et 25,07% du chiffre d'affaire, dans la mécanique 13,06% du patrimoine liquide et 7,51% du chiffre d'affaire, dans la métallurgie 10,6% du patrimoine liquide et 11,51% du chiffre d'affaires et dans le textile 9,05% du patrimoine liquide et 7,72% du chiffre d'affaire.

Une analyse de ces secteurs privilégiés par le capital monopoliste français permet observer:

- dans la branche des produits de minerais non métalliques (chaux, ciment, céramique, dérivés du ciment, plâtre, amiante, dérivés du verre et du cristal) les entreprises possédant un capital français sont bien placées (même comparées à l'ensemble des autres entreprises possédant des capitaux nationaux et étrangers) puisqu'elles contrôlent 16% du patrimoine liquide total de cette branche. Dans le sous-branche du verre le contrôle atteint 50,3% et dans celle de la céramique 12%. Dans cette branche le patrimoine liquide de 6 entreprises à participation de capitaux français atteint US\$ 143.852.000 et le chiffre d'affaire US\$ 184.915.466,7 employant 11.382 personnes. Ces 6 entreprises ont une participation dans les groupes français suivants: Ciments Lafarge qui contrôle 2 entreprises produisant du ciment, Saint-Gobain - Pont-à-Mousson qui contrôle une entreprise de produits en ciment et deux entreprises qui produisent du verre, les groupes Boussois-Souchon-Meuvesel et Louis Dreyfus et Cie qui contrôlent une entreprise qui produit du verre.

- dans la branche de la chimie on trouve 14 entreprises sur les 57 qui ont une participation française et un patrimoine liquide supérieur à 1 million de dollars, représentant 25% de ces entreprises. Même si son poids n'est pas élevé en relation aux entreprises possédant un capital d'origine différente la participation, dans ce secteur est important pour le capital français si l'on considère le caractère de

forte rentabilité du secteur qui apparait dans la relation entre le chiffre d'affaire et le patrimoine liquide. Ainsi dans cette branche le patrimoine liquide des entreprises possédant une participation française atteint la valeur de US\$ 63.179.866,67 et le chiffre d'affaire US\$ 186.796.533,3 ce qui signifie que le chiffre d'affaire est presque 3 fois supérieur au patrimoine liquide. Ces 14 entreprises ont la participation des groupes français suivants: Pechiney-Ugine-Kuhlman qui contrôle 2 entreprises, Air Liquide en contrôle 1, Rousset-Uclaf en contrôle 2, Saint Gobain Pont-à-Mousson en contrôle 2, Cie Financière en contrôle 1, Elf-Erap en contrôle 1, Rhone-Poulenc en contrôle 1, L'Oreal en contrôle 1 et la Société d'Applications Scientifiques et Médicales en contrôle 1.

- dans la branche de la mécanique les 6 entreprises qui ont une participation du capital français ont un patrimoine liquide de US\$ 54.773.466,7 et un chiffre d'affaire de US\$ 56.021.066,7. Ces entreprises ont la participation des groupes français suivants: le groupe Schneider en contrôle 1, le groupe Compagnie Générale d'Electricité en contrôle 1, la Compagnie Financière de Suez et de l'Union Parisienne en contrôle 1 et Têlémécanique en contrôle 1.

- dans la branche de la métallurgie les 4 entreprises qui ont une participation du capital français ont un patrimoine liquide de US\$ 44.482.400,00 et un chiffre d'affaires de US\$ 85.781.200,00. Ces 4 entreprises ont la participation des groupes français suivants: La Société Nickel (Compagnie du Nord-Rotschild) a une participation en deux d'elles, le groupe Schneider (Empaim) a une participation dans l'une et le groupe Nordon a une participation dans l'une.

- dans la branche Textile les 6 entreprises qui ont une participation du capital français ont un patrimoine liquide de US\$ 37.986.933,3 et un chiffre d'affaires de US\$ 57.572.666,67. Ces entreprises ont la participation de groupes français suivants: Rhone-Poulenc qui contrôle 3 entreprises, le Groupe Lortihois-Leurent en contrôle 1, le groupe Dolfus-Mieg a une participation dans une et la Banque d'Indochine a une participation dans l'une.

Ces secteurs représentent 63% du patrimoine liquide d'entreprises où le capital français est présent avec 87,07% du patrimoine liquide et 76,62% du chiffre d'affaires du total des entreprises auxquelles participe le capital français.

Pour compléter le cadre explicatif du rôle des groupes monopolistes français au Brésil nous passerons à analyser chaque groupe.

Rhone-Poulenc: agit au Brésil à travers un holding, Rhodia Industrias Químicas e Texteis S.A. qui contrôle les entreprises suivantes: Instituto Veterinario Rhodia Merieux, Rhodia-Produtos Veterinarios, Rhodia do Nordeste, Filene Industrial Textil S.A., Comercial Textil Santo Antonio, Valisère, Valisère do Nordeste. Ces 9 entreprises ont un patrimoine liquide de US\$ 300.179.33,3 employant 11.807 personnes. Il agit dans les branches de la Chimie et du Textile. Dans la classification par ordre de patrimoine liquide il arrive à la 38ème place parmi toutes les entreprises brésiliennes, son capital social atteint la somme de US\$ 100.000. Dans ses activités au Brésil il s'est associé à d'autres groupes monopolistes internationaux: dans le secteur chimique à Standard Oil (Indiana-USA) et dans le secteur textile au groupe Gavazzi (Italie).

Saint-Gobain - Pont-à-Mousson: ce groupe a une participation dans

un grand nombre d'entreprises brésiliennes, mais n'est pas organisé sous forme de holding qui contrôle toute sa participation ce qui rend difficile d'évaluer globalement sa participation dans l'économie, cependant on possède des données pour évaluer l'ensemble d'entreprises qui ont un patrimoine liquide supérieur à US\$ 1.000.000. Ces 8 entreprises ont ensemble un patrimoine liquide de US\$ 131.163.533,3. Le groupe distribue ses activités entre Minération, Chimie, Produits de Minerais non Métalliques (verre et produits de ciment et amiante), Construction civil, Métallurgie, Agriculture (reboisement). Dans son activité au Brésil il s'est associé à d'autres groupes monopolistes brésiliens et internationaux: groupe de Beers (Afrique du Sud), groupe Antunes (Brésil), groupe Eternit (Belgique), groupe Boussois-Soucon-Neuvesel (France), groupe Manah (Brésil), groupe PPG Industries (USA), groupe Corning Glass (USA) et groupe Prado (Brésil). Il faut relever la concentration de ce groupe dans le verre et les produits de Amiante, Plâtre et Ciment où agissent 3 des 8 entreprises citées précédemment contrôlant un patrimoine liquide de US\$ 109.067.866,7 représentant 83% du total des 8 entreprises (US\$ 131.163.533,3); un chiffre d'affaires de US\$ 163.207.600,00 représentait 80% du chiffre d'affaires des 8 entreprises (US\$ 204.789.866,7) - elles contrôlent 10.204 emplois - ce qui représente 75% du total des emplois des 8 entreprises (13.581). Au total le groupe a une participation en 20 entreprises brésiliennes.

Banque de l'Indochine: a une participation dans 17 entreprises brésiliennes parmi lesquelles 3 financières. Les données que l'on possède sont ceux des 5 plus importantes entreprises financières (avec un patrimoine liquide supérieur à US\$ 1.000.000) qui auraient ensemble un patrimoine liquide de US\$ 25.361.866,67 et un chiffre d'affaire de US\$ 52.176.800,00. L'ensemble de ces entreprises n'offre pas une concentration sectorielle, mais se trouve éparpillées dans la Minération, Métallurgie de non-ferreux, Chimie, Habillement, Boissons et Marché Financier. De toute façon il faut relever sa participation dans la Banque Française-Italienne pour l'Amérique Latine, dans Sudameris Distribuido ra de Valores et Sudameris Credits Financier et Investissements.

Compagnie du Nord: a une participation dans 12 entreprises brésiliennes mais l'on ne possède des données que sur les 4 plus importantes (d'un patrimoine liquide supérieur à US\$ 1.000.000); le patrimoine liquide de ces 4 entreprises ensemble est de US\$ 18.469.066 et son chiffre d'affaires de US\$ 46.380.400. L'ensemble des entreprises de ce groupe se concentre dans la Minération des non ferreux et la Métallurgie.

Ciment Lafarque: a une participation dans 5 entreprises brésiliennes, mais l'on ne possède de données que pour deux d'entre elles qui répondent aux critères ci-dessus expliqués. Ceux-ci ont un patrimoine liquide de US\$ 27.018.666,67 et son chiffre d'affaires de US\$..... 6.212.533,33. Ses activités sont la production de ciment occupant 530 employés.

Boussois-Soucon-Neuvesel: a une participation dans 4 entreprises brésiliennes du verre. Sur les 4, deux seulement possèdent un patrimoine liquide permettant de connaître ses données. Ces 2 entreprises ont un patrimoine liquide de US\$ 16.842.66,67 et un chiffre d'affaires se montant à US\$ 36.337.466,67 employant 1.782 personnes.

Louis Dreyfus: a une participation dans 7 entreprises brésiliennes de la branche du verre, du bois et du commerce. Ses 4 plus importantes entreprises (avec un patrimoine liquide supérieur à 1 million de dollars) possèdent ensemble un patrimoine liquide de US\$ 27.542.400

et un chiffre d'affaires de US\$ 79.644.000,00.

Groupe Schneider: a une participation dans 7 entreprises brésiliennes distribuées entre la Minération, Ingénierie, Sidérurgie et Mécanique. On ne possède des données que pour les 2 plus importantes qui ont des activités dans la Sidérurgie et la Mécanique: avec un patrimoine liquide de US\$ 62.779.066,67 et un chiffre d'affaires de US\$... 64.779.066,67. Ce groupe s'est associé au Brésil avec des groupes monopolistes internationaux américains, suisses, suédois et brésiliens.

Groupe Nordon: a une participation dans une entreprise métallurgique avec un patrimoine liquide de US\$ 4.550.133,33 et un chiffre d'affaires de US\$ 21.323.066,67.

Paris et Pays-Bas: a une participation surtout dans le secteur financier à travers la Banque Française Italienne pour l'Amérique du Sud et dans le secteur de la Mécanique avec 2 entreprises qui ont un patrimoine liquide de US\$ 13.949.066,67.

Compagnie Financière de Suez et de l'Union Parisienne: a une participation dans 9 entreprises brésiliennes mais une seulement possède un patrimoine liquide supérieur à 1 million de dollars. Son patrimoine liquide est de US\$ 2.034.933,33 et son chiffre d'affaires atteint US\$.. 5.733.333,33.

TéléMécanique: a une participation dans une entreprise mécanique ayant un patrimoine liquide de US\$ 2.697.733,33 et un chiffre d'affaires de US\$ 11.306.666,0 employant 605 personnes.

Air Liquide: a une participation dans 4 entreprises au Brésil dans la branche de la Chimie mais une seulement possède un patrimoine liquide supérieur à 1 million de dollars. Son patrimoine liquide est de US\$ 6.768.266,66 avec un chiffre d'affaires de US\$ 18.995.733,33 employant 355 personnes.

C G E: a une participation dans 5 entreprises brésiliennes qui ont des activités dans l'équipement électrique, de communication et d'ingénierie et comme consultant technique. Mais une seulement a un patrimoine liquide qui permet la considérer comme importante: patrimoine liquide de US\$ 2.034.933,33 et un chiffre d'affaires de US\$.... 2.081.733,33.

Roussel-Uclaf: a une participation dans 5 entreprises brésiliennes liées à la Chimie 2 desquelles ont un patrimoine liquide de US\$ 10.512.666,67 et un chiffre d'affaires de US\$ 29.572.000.

Pechiney Ugine Kuhlman: a une participation dans 6 entreprises brésiliennes liées à la branche de la Chimie - 2 desquelles, les plus importantes ont ensemble un patrimoine liquide de l'ordre de US\$..... 11.747.466,67 et un chiffre d'affaires de US\$ 21.941.466,67. Ce groupe s'est associé au Brésil avec de capitaux anglais (Morgan Crucible Co. LTD).

Lortihois Leurent: a une participation dans 1 industrie textile qui a un patrimoine liquide de US\$ 1.896.533,33 et un chiffre d'affaires de US\$ 3.073.600,00 employant 250 personnes.

Dollfus-Mieg: a une participation dans 7 entreprises brésiliennes dans la branche du Textile, desquelles la plus importante a un patrimoine de l'ordre de US\$ 1.608.000 et un chiffre d'affaires de US\$... 3.860.133,33.

Gervais-Danone: a une participation dans une entreprise dans la branche de l'alimentation qui a un patrimoine liquide de US\$ 9.575.733,33 et un chiffre d'affaire de US\$ 35.222.133,33 employant 1.815 personnes..

L'Oreal: a une participation dans une entreprise brésilienne dans le secteur chimique (produits de cosmétiques) avec un patrimoine liquide de US\$ 5.541.735,33 et un chiffre d'affaires de US\$ 8.017.600,00.

LE VOYAGE DE M. SEGARD AU BRÉSIL

Du 30 octobre au 5 Novembre, M. Norbert SEGARD, Ministre français du Commerce Extérieur, s'est rendu au Brésil, accompagné d'une quarantaine d'industriels et sept banquiers français.

Les nombreux contacts pris par la mission française avec la plupart des Ministres brésiliens et les grandes entreprises (Petrobras, Eletrobras, Compagnie Vale do Rio Doce) ont permis d'atteindre un certain nombre de résultats:

- proposition de signature d'un accord de coopération technique et de recherches dans le secteur de l'énergie solaire;
- augmentation des exportations de minerai de fer du Brésil vers la France;
- participation française aux projets suivants:
 - . aéroport de Sao Paulo
 - . pole petrochimique du Rio Grande do Sul
 - . troisième phase du programme sidérurgique
 - . programme ferroviaire des usines hydro-électriques de Tucuruí et Sao Felix
 - . interconnexion énergétique d'Eletrosul avec Furnas et, ultérieurement Itaipu.
- en ce qui concerne la recherche pétrolifère, sont prévus la participation de la Compagnie Générale de Géophysique à l'étude sismique de la plateforme continentale et celle de Elf-Erap et de la CFP aux contrats de risque.

Actuellement, les exportateurs brésiliens vers la France représentent à peine 2,4% du total des importations françaises, tandis que les exportations françaises vers le Brésil représentent 4% des exportations de la France.

Monsieur SEGARD a déclaré qu'il espérait, dans les cinq années à venir, tripler les échanges entre les deux pays.

Bulletin de l'Ambassade de France

Rio, Décembre 1975.

L'EVENEMENT

LE DECES DES PRESIDENTS KUBITSCHEK ET JOAO GOULART

Au cours de la période de tension politique que nous analysons par ailleurs, la vie brésilienne a été marquée par deux événements dramatiques: le décès de deux anciens Présidents de la République, Juscelino Kubitschek et Joao Goulart, survenu à quelques mois d'intervalle, en septembre 76 et décembre 77.

La dictature avait privé les deux hommes politiques de leurs droits civiques en 1964 et contraint Goulart à l'exil depuis lors. Les manifestations populaires à l'occasion de leur mort en furent, en quelque sorte, une revanche.

Plus de cent mille personnes sont accourues aux funérailles de Kubitschek à Rio de Janeiro, et à Brasilia la masse a submergé le dispositif policier placé autour de la cathédrale où était célébrée une messe à la mémoire du fondateur de la ville.

Personne n'a eu besoin de convoquer qui que ce soit ou régler d'avance le déroulement de ces manifestations spontanées du sentiment populaire. Les adieux à Kubitschek ont été l'hommage du peuple à un homme qui malgré le caractère contradictoire de son gouvernement, qui a largement ouvert les portes de l'économie brésilienne à la voracité des monopoles impérialistes, a su maintenir, sans déviations trop importants, les engagements de respect à la légalité constitutionnelle qui sont à l'origine de son ascension au pouvoir.

Les populations de Rio et Brasilia, ont, certes, témoigné de leur affection à J.K., mais le sens principal de cet énorme action de masse, révélateur sans équivoque de son état d'esprit, de son aspiration majeure et de sa combativité, a été donné par ces cris qui revenaient sans cesse, par ce chœur qui ponctuait les cortèges: "vive la liberté", "à bas la dictature".

Il ne serait pas hasardeux d'affirmer que ce fut l'ampleur des manifestations qui imposa au gouvernement de décréter le deuil national, malgré les grincements de dents des chefs militaires les plus réactionnaires, survivants de la même canaille qui, en 1955, avait voulu passer outre l'expression du suffrage universel et empêcher l'entrée en fonction de Kubitschek à la présidence de la République.

Le simple souvenir d'une époque où le peuple élisait librement ses gouvernants, même s'il est évoqué par le décès d'un homme politique, est forcément subversif aux yeux de ceux qui régissent sur le Brésil d'aujourd'hui. C'est pourquoi, l'enterrement de Joao Goulart, ancien président renversé par le coup d'Etat de 1964, traité comme une affaire de police politique.

Jango était le surnom affectueux que les brésiliens lui avaient donné. Il est mort en exil, en Uruguay, tout près de son Rio Grande do Sul natal.

L'armée a interdit que son corps soit exposé à Porto Alegre, la capitale de l'Etat de Rio Grande do Sul. Le cortège funèbre, encadré par la police, dut se rendre directement de l'Uruguay à Sao Borja, ville où Jango a été enseveli, avec interdiction de s'arrêter sur le parcours dans les villes d'Uruguaiana et d'Itaqui. La censure a "suggeré" aux journaux, à la télévision et aux radios la plus grande discrétion.

Malgré toutes ces précautions, qui couvrent de honte ceux qui les ont mis au point, 30 mille personnes ont accompagné Goulart au cimetière de Sao Borja. La foule prit dans ses bras le cercueil qui fut recouvert d'un drapeau blanc avec le mot "Amnistie" écrit en rouge. Au lieu de chants funèbres, on entendait "Liberté" et "Amnistie". Le député Tancredo Neves, du MDB, prit la parole pour dire que " le message de cette cérémonie est un avertissement solennel présente dans toute les consciences: il y a encore des brésiliens qui attendent le jour de pouvoir rentrer dans la patrie".

La messe célébrée à sa mémoire à Porto Alegre, fut également l'occasion de nouvelles manifestations de masse en faveur de la démocratie. Cette fois, un détachement de la police militaire attaqua ceux qui sortaient de l'Eglise et procéda à des arrestations.

Goulart était l'homme politique de la bourgeoisie peut-être le plus estimé par d'importantes masses de travailleurs. Il n'a jamais accepté aucun compromis avec la dictature en place et aurait certainement encore un rôle à jouer dans le rassemblement démocratique qui mettra fin à ces jours. Certes, son gouvernement n'est pas au dessus de toutes critiques. On peut lui reprocher maintes hésitations, manœuvres hasardeuses, imprévoyances, manquements à l'observance du rapport réel des forces. Mais l'ensemble des forces progressistes, avec des degrés de responsabilité différents, n'ont-elles pas incuru dans les mêmes? Et comment pourrait-il en être autrement dans un mouvement populaire qui, pour la première fois, respirait de grandes bouffées d'air de liberté, dans un pays où la vie politique et sociale est marquée de l'empreinte de l'autoritarisme outrancier des classes dominantes?

Jango restera dans la mémoire du peuple par sa sensibilité du rôle politique de la classe ouvrière et de l'exigence de grandes réformes historiques comme condition du progrès économique et social du Brésil. Les tracasseries policières qui ont entouré son enterrement n'effaceront pas le souvenir que dans les années de son gouvernement les brésiliens ont vécu dans un climat de liberté jamais connu jusqu'alors.

Ce n'est pas par hasard que ces souvenirs sont tenaces. Le processus démocratique qui se développe pendant le gouvernement Kubitschek et qui prend un vigoureux essor avec Goulart a considérablement élargi le champ de participation des masses à la vie politique délimité par la Constitution de 1946. La syndicalisation des travailleurs ruraux, la création des Ligues Paysannes, l'ébauche d'une Central Unie des Travailleurs (contrairement aux dispositions de la législation syndicale en vigueur), l'élargissement de la représentativité de l'Union Nationale des Etudiants, la lutte pour l'extension des droits politiques aux analphabètes et aux soldats, tout cela témoigne de la struc-

turation progressive d'un vaste mouvement populaire. Le Parti Communiste Brésilien a pu mener une existence semi-légale et sa législation "de jure" devenait une revendication largement assumée par les démocrates. Au Parlement, un Front Parlementaire Nationaliste a vu le jour, qui regroupait des membres de différents partis légaux.

Contre la poursuite de ce processus, qui pouvait déboucher sur des transformations sociales à caractère anti-impérialiste et démocratique, les forces réactionnaires ont déclenché une vaste opération de "déstabilisation", qui a abouti au coup d'état de 1964. Le même scénario s'est répété ensuite dans d'autres pays d'Amérique Latine. Et le rôle de la CIA n'est plus à démontrer depuis les récentes révélations de source nord-américaine, dont la presse brésilienne a fait, d'ailleurs, écho.

Les sentiments que le peuple a exprimé lors des obsèques de Jango et Kubitschek se nourrissent, bien sûr, de l'évocation d'un passé de luttes et de conquêtes. Mais, il ne faut pas y voir le regret d'un quelconque âge d'or révolu. Le peuple a dit et personne ne peut s'y tromper, même pas la dictature, que le manque de liberté est une blessure qui ne se referme jamais. Voilà pourquoi ont raison ceux qui, comme les communistes, définissent la lutte pour des libertés démocratiques comme le centre de l'unité des forces qui s'opposent à ce régime et qui le renverseront. Les funérailles des anciens présidents relèvent davantage de la vie que de la mort.

LIVRES ET REVUES

REFLEXOS DO BAILE, Antonio Callado, ed. Paz e Terra, Rio de Janeiro, 1976, 50 cruzeiros, 140 pp.

Avec ce roman, Antonio Callado ajoute une nouvelle réussite à son oeuvre d'écrivain, déjà signalée par plusieurs reportages, quelques pièces de théâtre et deux romans: Quarup et Bar Don Juan (l'importance du premier a été mise en relief par la critique tout de suite après son apparition).

Callado n'a jamais caché ses convictions démocratiques et sa position critique vis à vis de la dictature militaire fasciste au Brésil. Il a toujours été un admirateur du gouverneur Miguel Arraes, de Pernambuco, arrêté par la droite après le coup d'Etat de 1964 (aujourd'hui exilé en Algérie). Il a dénoncé la farce organisée par la police pour emprisonner et expulser du pays en 1964 les diplomates chinois (que Geisel a dû accueillir, avec tous les honneurs, douze ans plus tard).

Callado appartenait à un petit groupe d'intellectuels très connus qui vers 1966 étaient à la tête de l'opposition la plus spectaculaire, au niveau de la culture, contre le dictateur Castelo Branco. Quelques uns parmi les membres de ce groupe se sont éloignés de la lutte politique, plus tard, et l'écrivain Carlos Heitor Cony est arrivé même à faire une présentation très cordiale du tortionnaire Fleury (revue Manchete, le 16 oct. 1976). Callado, cependant, reste fidèle à son engagement démocratique: avec son nouveau livre, il poursuit un travail qu'on doit saluer comme très positif, soit du point de vue littéraire, soit du point de vue politique.

Le noyau du roman Reflets du bal, qui vient de paraître au Brésil, c'est une opération d'envergure, entreprise vers la fin des années 60 à Rio par un groupe de "terroristes": la séquestration de plusieurs Ambassadeurs étrangers pendant un bal organisé en hommage à la Reine d'Angleterre, dans le quartier du Boutefeu. L'opération échoue, le groupe ne réussit qu'à séquestrer l'Ambassadeur des Etats Unis, la répression s'abat sur les séquestrateurs et en tue brutalement quelques uns. Les principaux personnages du roman sont les "terroristes" et les diplomates.

Callado a adopté la méthode du "roman par lettres", si typique du roman du XVIIIe siècle: il a rassemblé dans une curieuse mosaïque les lettres échangées par l'Ambassadeur nord-américain et sa femme, les lettres de l'Ambassadeur du Portugal à son fils, les lettres de l'Ambassadeur anglais et de sa belle épouse, les mots nerveux échangés par les "terroristes", morceaux d'un journal écrit par un vieux diplomate brésilien en retraite (qui finit par devenir fou), des instructions et des rapports de police, etc.

Dans les romans du XVIIIe. siècle (par exemple: dans Pamela ou Clarissa de Richardson, La Nouvelle Héloïse de Rousseau et Werther de Goethe), ce procédé visait à donner au lecteur l'impression du maximum d'"authenticité", de "crédibilité", parce que le lecteur de cette époque-là méprisait le "romanesque" et se méfiait de la fiction, qu'il considérait comme infidèle à la "vérité". Ce n'est pas le cas de Callado: les rapports du public à la littérature romanesque ont changé depuis longtemps et l'écrivain n'éprouve plus le besoin de convaincre le lecteur de la "vraisemblance" de son récit. Le lecteur brésilien se souvient très bien, d'ailleurs, que l'Ambassadeur nord-américain a été effectivement séquestré à Rio, à l'époque où se situe l'action du roman...

Callado n'a pas choisi le procédé du "roman par lettre" pour convaincre le lecteur de la "réalité" de ce qu'il raconte: il l'a fait pour prendre du recul par rapport aux situations et aux personnages.

Une des faiblesses du roman Bar Don Juan était justement l'absence de recul de l'auteur par rapport à ses personnages: la représentation négative des aspects petit-bourgeois des "terroristes" glissait dans une simplification satirique exagérée et la représentation positive du courage révolutionnaire du Che Guevara avait maladroitement recours à la rhétorique et au langage pseudo-poétique. Reflets du bal signale, de ce point de vue, un remarquable progrès du romancier: à travers les petits messages qu'ils échangent, on n'arrive pas, certes, à avoir un véritable portrait de chacun des "terroristes", on reste bien à la surface, on ne dispose que de fragments décousus, mais au moins on a l'impression que derrière les fragments il y a des individus vivants, réels. Et dans la conscience de ces individus, telle qu'elle nous apparaît, fragmentairement, l'idéalisme moral et l'idéalisme philosophique semblent former une unité organique, le courage se mêle à la névrose, la mystique de la "Révolution" (ou Rédemption?) semble se développer dans le cercle d'une problématique limitée par une idéologie désespérée et décadente.

Les lettres des Ambassadeurs sont plus longues, Callado en profite pour nous donner de ses diplomates une vision plus riche que celle qu'il nous donne de ses "terroristes". Il connaît bien le milieu de ces graves Messieurs, leur humour particulier, leurs états d'âme, leur fragilité mal déguisée. Il reproduit leurs lettres en anglais, pour les traduire ensuite en portugais, avec des notes "de traducteur" faussement naïves et finement ironiques. (Lorsque l'Ambassadeur anglais parle du Brésil comme "this God-Forsaken country", ce pays délaissé par Dieu, Callado s'amuse à adoucir "patriotiquement" l'expression dans sa "traduction", en écrivant: "este país das Arabias", ce pays incroyablement, p.112).

Il y a l'Ambassadeur nord-américain, dans un conflit épistolaire avec sa femme alcoolique qui se trouve aux Etats Unis et qu'il empêche de venir au Brésil. Il y a l'Ambassadeur portugais, que la menace permanente d'être séquestré épouvante et finit par rendre fou. Il y a le vieux Mascarenhas, diplomate brésilien en retraite, qui se persuade, dans sa folie, d'être l'Ambassadeur anglais. Il y a un grand nombre de fous et de névrosés dans ce roman, comme il en a aussi dans la société brésilienne de nos jours.

Callado s'amuse bien avec ses "fous". Il s'amuse aussi avec le lecteur, puisqu'il mélange les lettres des "fous" sans respecter strictement l'ordre chronologique et sans reproduire les signatures,

ce qui l'oblige à reconstituer le cours des événements comme s'il était en train de résoudre un puzzle.

Quelque fois, l'ironie de l'écrivain devient sarcasme: lorsqu'il met en scène des policiers, par exemple, il les présente comme de véritables imbéciles, d'un comique irrésistible. Bien sûr, la police brésilienne d'aujourd'hui c'est l'empire de la sottise; parmi les agents de la répression, cependant, il y a aussi, cotoyant les idiots, quelques technocrates compétents.

A la fin du livre, la police libère Dirceu, un des dirigeants du groupe "terroriste", le considérant comme non dangereux. Ici, Callado prend ses désirs pour des réalités: il sous-estime l'efficacité de la répression.

En dépit de cet aspect discutable, le roman Reflets du bal présente, répétons-le, une signification indéniable littéraire aussi bien que politique.

LAIR CORDEIRO

ca. 1880-1890. Les études de la langue ont été poursuivies par les savants de la langue française, qui ont cherché à établir les liens entre les dialectes et la langue littéraire. Les travaux de ces savants ont été publiés dans les revues de linguistique et de philologie. Les études de la langue ont été poursuivies par les savants de la langue française, qui ont cherché à établir les liens entre les dialectes et la langue littéraire. Les travaux de ces savants ont été publiés dans les revues de linguistique et de philologie.

Les études de la langue ont été poursuivies par les savants de la langue française, qui ont cherché à établir les liens entre les dialectes et la langue littéraire. Les travaux de ces savants ont été publiés dans les revues de linguistique et de philologie. Les études de la langue ont été poursuivies par les savants de la langue française, qui ont cherché à établir les liens entre les dialectes et la langue littéraire. Les travaux de ces savants ont été publiés dans les revues de linguistique et de philologie.

Les études de la langue ont été poursuivies par les savants de la langue française, qui ont cherché à établir les liens entre les dialectes et la langue littéraire. Les travaux de ces savants ont été publiés dans les revues de linguistique et de philologie. Les études de la langue ont été poursuivies par les savants de la langue française, qui ont cherché à établir les liens entre les dialectes et la langue littéraire. Les travaux de ces savants ont été publiés dans les revues de linguistique et de philologie.

Les études de la langue ont été poursuivies par les savants de la langue française, qui ont cherché à établir les liens entre les dialectes et la langue littéraire. Les travaux de ces savants ont été publiés dans les revues de linguistique et de philologie. Les études de la langue ont été poursuivies par les savants de la langue française, qui ont cherché à établir les liens entre les dialectes et la langue littéraire. Les travaux de ces savants ont été publiés dans les revues de linguistique et de philologie.

Les études de la langue ont été poursuivies par les savants de la langue française, qui ont cherché à établir les liens entre les dialectes et la langue littéraire. Les travaux de ces savants ont été publiés dans les revues de linguistique et de philologie.

